

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**
**PO Box 1408 , Room 100
167 Lombard Ave.
Winnipeg
Manitoba
R3C 2Z1
Bid Fax: (204) 983-0338**

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Solicitation re-issued As EP119-131133/B with revised closing date. No change to technical requirements.

Title - Sujet Design Build Parking Lot Paving		
Solicitation No. - N° de l'invitation EP119-131133/B	Date 2012-09-04	
Client Reference No. - N° de référence du client PWGSC-20131133		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PWZ-202-8178		
File No. - N° de dossier PWZ-2-35097 (202)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-09-10		Time Zone Fuseau horaire Central Daylight Saving Time CDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Thompson, Valerie		Buyer Id - Id de l'acheteur pwz202
Telephone No. - N° de téléphone (204) 983-2372 ()		FAX No. - N° de FAX (204) 983-7796
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA NATIONAL CAPITAL AREA PHASE III, PLACE DU PORTAGE 11 LAURIER ST GATINEAU QUEBEC K1A0S5 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Western
Region

P.O. Box 1408, Room 100

167 Lombard Ave.

Winnipeg

Manitoba

R3C 2Z1

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP119-131133/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwz202

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PWGSC-20131133

PWZ-2-35097

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro EP119-131133/A, datée du August 15, 2012, dont la date de clôture était le August 30, 2012, à 14h.

Cette invitation comprend les pièces jointes électroniques.

A001 C-1 Parking Lot Concept Drawing
A002 NCA #692389-v1 GOCB Site Plan
A003 Approved CEAA Checklist
A004 Doing Business
A005 Faire affaire
A006 Amendement #1

SANS CHANGEMENT DES EXIGENCE TECHNIQUE

MODIFICATIONS AUX INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES CONTENUES DANS
AMENDEMENT N ° 1

ANNEXE B : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX

Il faut inclure le présent formulaire de proposition de prix, dûment rempli, et la page couverture signée de la demande de propositions dans une enveloppe scellée fournie par le soumissionnaire. L'enveloppe doit être adressée et remise au bureau désigné pour la réception des soumissions.

1.1 Identification du projet

Nom du projet : Le pavage du parc de stationnement

Emplacement du projet : L'Immeuble du Gouvernement du Canada situé à Iqaluit, au Nunavut

Numéro de la demande de soumissions : EP119-131133/B

1.2 Nom et adresse de l'entreprise du soumissionnaire

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Télécopieur : _____

1.3 Offre

Par la présente, le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément à la portée des travaux, à l'emplacement et de la manière établis à cet égard, pour le prix total (exprimé en chiffres seulement) de :

_____, \$, excluant la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH),

ce qui comprend :

1 un montant de _____ \$, excluant la TPS ou la TVH, pour la partie des travaux qui porte sur la conception,

.2 un montant de _____ \$, excluant la TPS ou la TVH, pour la partie des travaux qui porte sur la construction,

1.4 Acceptation et contrat

Sur acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire devra être conclu entre lui et le Canada. Les documents contractuels constituant le contrat correspondront aux documents décrits à la section Documents contractuels.

1.5 Durée des travaux de construction

Le soumissionnaire convient de terminer les travaux dans les **11 mois** suivant la date de l'avis d'acceptation de son offre.

1.6 Garantie de soumission

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP119-131133/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwz202

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC-20131133

File No. - N° du dossier

PWZ-2-35097

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Le soumissionnaire joint au présent document une garantie de soumission, conformément à IS17 des Instructions aux soumissionnaires.

1.7 Période de validité des soumissions

La soumission ne peut être retirée pour une période de 45 jours suivant la date de clôture de l'invitation.

1.8 Signature du soumissionnaire ou de la coentreprise

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire ou de la coentreprise (en caractères d'imprimerie ou en lettres moulées)

Signature

Capacité

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire ou de la coentreprise (en caractères d'imprimerie ou en lettres moulées)

Signature

Capacité

FIN DU FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 Code de conduite et attestations - soumission

IP02 Entente sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavut (1993)

IP03 Web Sites

Introduction

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Glossaire des termes

IS01 DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

IS02 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS – SOUMISSION

IS03 CONFLIT D'INTÉRÊTS ET AVANTAGE INDU

IS04 SOUMISSION

IS05 IDENTITÉ OU CAPACITÉ JURIDIQUE DU SOUMISSIONNAIRE

IS06 PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

IS07 MODIFICATION DES SOUMISSIONS

IS08 FRAIS DE DÉVELOPPEMENT D'IMMOBILISATIONS

IS09 PRIX

IS10 EXIGENCES EN MATIÈRE DE QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

IS11 COMPOSITION DE L'ÉQUIPE

IS12 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET DES FOURNISSEURS

IS13 ÉTATS FINANCIERS

IS14 LANGUE DE LA SOUMISSION ET DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

IS15 ACCEPTATION DE LA SOUMISSION

IS16 DEMANDES D'ÉCLAIRCISSEMENT PENDANT LA DURÉE DE L'INVITATION

IS17 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

IS18 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE CONTRACTUELLE

IS19 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES/TAXE DE VENTE HARMONISÉE/TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

IS20 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

IS21 ÉVALUATION DU RENDEMENT

IS22 COÛTS RELATIFS À LA SOUMISSION

IS23 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT

IS24 PÉRIODE DE VALIDITÉ DE LA SOUMISSION

IS25 VISITE DES LIEUX - sans objet

IS26 EXIGENCES OBLIGATOIRES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET SÉCURITÉ - voir l'Annexe A

IS27 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ - sans objet

IS28 AVIS

IS29 SÉANCE D'EXPLICATIONS

Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP)

SECTION 1 : EXIGENCES RELATIVES AU FORMULAIRE DE SOUMISSION ET AU CONTENU

SECTION 2 : SÉLECTION

SECTION 3 : ÉVALUATION TECHNIQUE

SECTION 4 : EXIGENCES DE PRÉSENTATION OBLIGATOIRES

ANNEXE A : EXIGENCES OBLIGATOIRES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ - Pour les travaux exécutés aux Territoire du Nunavut

ANNEXE B : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX

ANNEXE C : MODALITÉS ET CONDITIONS

ANNEXE D : ÉNONCÉ DE PROJET

ANNEXE E : SAMPLE Attestations pour le Code de conduite - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUSMISSIONNAIRES (IP)

IP01 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - SOUMISSION

- 1.1 Conformément à IS02 des Instructions aux soumissionnaires, les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission:
- la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire;
 - un formulaire de Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229, <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) dûment rempli et signé, pour chacun des individus nommés dans la liste.

Ce qui précède devrait être rempli et fourni avec la soumission à la date de clôture de l'invitation à soumissionner. Si ce qui précède n'est pas rempli et fourni avec la soumission à la date de clôture de l'invitation à soumissionner, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

IP02 ENTENTE SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES DES INUITS DU NUNAVUT (1993)

Les exigences de l'Entente sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavut (ERTIN) (http://www.nucj.ca/library/bar_ads_mat/Nunavut_Land_Claims_Agreement.pdf) s'appliqueront au marché proposé. Les promoteurs sont donc tenus de maximiser les occasions d'emploi, de sous-traitance et de formation en cours d'emploi pour les autochtones et de favoriser la participation d'entreprises et de citoyens locaux, régionaux et autochtones à l'exécution des travaux prévus visés par le présent projet. Les avantages devant découler du présent marché figurent au chapitre 24 de l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

Conformément aux exigences du chapitre 24 - Marchés de l'État, de l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada, les conditions ci-après entreront en vigueur au moment de l'adjudication de tout contrat découlant de la présente invitation.

1. Choix de l'entrepreneur

Tout contrat découlant de la présente invitation sera attribué au soumissionnaire ayant présenté la soumission recevable la moins disante. Afin d'être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à toutes les dispositions, conditions et spécifications obligatoires du présent document d'invitation à soumissionner. Le prix total évalué de la soumission sera utilisé à des fins d'évaluation seulement et sera calculé en réduisant le prix total réel par un pourcentage égal au nombre total de points attribués lors de l'évaluation de la soumission, conformément aux critères de l'appel d'offres dans la région du Nunavut.

2. Opportunités et considérations

On évaluera les soumissions et on leur attribuera une fourchette de points selon le niveau de conformité de la méthode proposée par le soumissionnaire pour l'exécution des travaux par rapport aux critères suivants :

Dans la présente exigence, les " Déclarations relatives au Nunavut " permettront une réduction maximale de 10 % du prix du promoteur, aux fins de l'évaluation seulement, en conformité avec les critères d'évaluation dans le but de refléter les avantages socioéconomiques que la soumission apportera à la région.

BID CRITERIA	AVAILABLE POINTS
1. a) The existence of head offices, administrative offices or other facilities in the Nunavut Settlement Area.	1 Point

<p>2. The employment of Inuit labor.</p> <p><i>Points will be assigned based on the following (one point for each item):</i></p> <p>a) Details on the work to be carried out for each position proposed to be filled by an Inuit person.</p> <p>b) Strategies for recruitment of Inuit persons.</p> <p>c) Strategies for retention of Inuit persons.</p>	3 Points
<p>3. Engagement of Inuit professional services.</p> <p><i>Points will be assigned based on the following (one point for each item):</i></p> <p>a) Identifying the work intended to be provided by Inuit firms/individuals, as well as an estimated dollar value.</p>	1 Point
<p>4. Use of suppliers that are Inuit or Inuit firms in carrying out the contract.</p> <p><i>Points will be assigned based on the following (one point for each item):</i></p> <p>a) Identifying the material intended to be purchased from Inuit firms, as well as an estimated dollar value.</p> <p>b) Details on how business with Inuit suppliers will be developed and administered.</p>	2 Points
<p>5. The undertaking of commitments, under the contract, with respect to on- the-job training or skills development for Inuit.</p> <p><i>Points will be assigned based on the following (one point for each item):</i></p> <p>a) Details of Apprenticeship program(s).</p> <p>b) Details regarding on-the job training.</p> <p>c) Details of In-house training program(s).</p>	3 Points
TOTAL POSSIBLE POINTS	10 Points

Pour les besoins de l'interprétation, on entend par :

" entreprise inuite " : toute entreprise dont le nom est inscrit dans la liste la plus récente des entreprises inuites établies conformément aux exigences de l'alinéa 24.7.1 de l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada; et

" Inuit " : toute personne dont le nom figure dans la liste la plus récente d'inscription des Inuits, établie conformément aux exigences de l'alinéa 35.2.1 de l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

" pour les livraison " signifie " produits livrés à et services effectués à ".

Pour de plus amples renseignements à propos de la teneur de ces listes, veuillez communiquer avec :

Nunavut Tunngavik Incorporated
C.P. 280
Rankin Inlet (T.N.-O.) X0C 0G0

Numéro de téléphone : 867-645-3199
Numéro de télécopieur : 867-645-3452

3. Évaluation - Exigences de soumission

Pour que des points soient attribués à une soumission à l'égard de déclarations faites relativement à tout critère (appelées collectivement ci-après " Déclarations relatives au Nunavut "), une preuve de conformité au critère, adéquatement documentée, doit accompagner la soumission.

Le ministre se réserve le droit de vérifier tout renseignement fourni dans les " Déclarations relatives au Nunavut ", et les déclarations fausses peuvent faire en sorte que la soumission soit déclarée non recevable.

4. Traitement des déclarations et des garanties

Le soumissionnaire reconnaît que :

- a) Le ministre se fonde sur les " Déclarations relatives au Nunavut " pour évaluer les soumissions; et
- b) les " Déclarations relatives au Nunavut " deviendront des engagements en vertu de tout contrat découlant de la présente invitation.

W0043T ERTIN - Critères d'évaluation (1998/06/15)

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimées dans la section 4 des clauses de l'Entente sur les revendications territoriales du Nunavut (ERTIN) :

24.6.1 Chaque fois que cela est faisable et compatible avec une saine gestion des marchés de l'État, et sous réserve des obligations internationales du Canada, l'ensemble des critères énumérés aux alinéas suivants ou tous ceux qui sont appropriés à l'égard d'un marché donné font partie des critères établis par le gouvernement du Canada en vue de l'adjudication des marchés de l'État dans la région du Nunavut :

- a) présence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres établissements dans la région du Nunavut;
- b) dans l'exécution des marchés, embauchage de travailleurs qui sont des Inuit, recours aux services professionnels des Inuit ou de fournisseurs qui sont soit des Inuit, soit des entreprises inuit;
- c) prise d'engagements, dans le cadre du marché, relativement à la formation en cours d'emploi ou au perfectionnement professionnel des Inuit.

IP03 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL>

Contrats Canada (Achats et ventes) <https://www.achatsetventes-buyandsell.gc.ca/fra/bienvenue>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf>

Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Certificat d'assurance (formulaire PWGSC-TPSGC 357)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf>

Guide des CCUA <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

Échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction

[Http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml)

TPSGC, Services de sécurité industrielle

[Http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html)

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

Introduction

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les soumissionnaires qualifiés en conception-construction (c-c) à fournir un parc de stationnement asphalté à Iqaluit, au Nunavut.

L'objectif de la présente demande de propositions vise à retenir les services d'un entrepreneur ou d'une coentreprise qui exécutera tous les travaux de conception-construction pour le pavage du parc de stationnement à l'Immeuble du Gouvernement du Canada situé à Iqaluit, au Nunavut. L'utilisation de la méthode de prestation des services c-c, une gamme complète de services d'entrepreneurs et d'experts-conseils professionnels sera nécessaire pendant les phases de conception et de construction du projet. Les travaux consistent, entre autres, en la conception et la construction d'un parc de stationnement asphalté, décrits en détail dans l'énoncé de projet.

AVIS IMPORTANT: *Prêter une attention particulière aux nouvelles mesures du Code de conduite et attestations contenues dans le document d'invitation.*

Il s'agit d'un processus de sélection en une seule phase. La présente DDP énonce les exigences du projet, c.à.d. les caractéristiques de ce dernier et la vaste portée des services requis par l'entrepreneur.

Selon leur analyse des exigences du projet et les compétences et capacités au sein de leur entreprise, les soumissionnaires présentent des soumissions pour le service, en indiquant les prix.

Les soumissionnaires décrivent leurs compétences et les services qu'ils proposent dans la partie « *Offre technique* » de la proposition (première enveloppe). Il faut envoyer la « *Partie technique* », qui comprend le prix proposé et la garantie de soumission, dans une enveloppe scellée (deuxième enveloppe).

La partie technique des soumissions concurrentielles est évaluée par le comité d'évaluation technique sans que le prix soit indiqué. L'évaluation repose sur un ensemble de critères, d'éléments et de facteurs de pondération préétablis. Les soumissions se voient accorder des notes chiffrées à la fin du processus d'évaluation technique.

Les enveloppes de prix des propositions recevables sur le plan technique sont ensuite ouvertes.

La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée en vue de l'attribution du contrat.

NOTE : *Ce marché est assujéti à l'entente sur la revendication territoriale du Nunavut*

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Glossaire des termes

1. Dans la présente DDP, on entend par :

Équipe du soumissionnaire : Équipe comprenant l'entrepreneur principal, l'expert-conseil principal, les spécialistes et les autres entreprises ou sous-traitants, y compris le soumissionnaire, qui sont proposés par le soumissionnaire pour exécuter ou fournir tous les services, les documents, la main-d'œuvre, les matériaux et l'outillage nécessaires à l'exécution des travaux.

Personnel clé : Le personnel, les sous-traitants et spécialistes que l'entrepreneur se propose d'affecter à ce projet.

Cote technique : La cote attribuée aux aspects techniques d'une proposition dans la procédure de sélection et servant ensuite à établir la note technique pour en tenir compte dans le pourcentage de la note totale.

Soumissionnaire : L'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les entités) qui soumet une proposition. Le soumissionnaire retenu sera l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat.

Comité d'évaluation : Le comité mis sur pied pour évaluer et coter les propositions. Les membres de ce comité constituent un échantillon suffisamment représentatif de compétences professionnelles et possèdent l'expérience voulue.

REMARQUE : L'expression « proposition » qui figure dans la présente demande de soumissions et le contrat subséquent correspond à « soumission » aux termes des modalités, des conditions et des instructions.

IS01 DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

1) Les documents qui constituent la soumission sont les suivants :

- (a) Première page de la DDP
- (b) Instructions aux soumissionnaires
- (c) Clauses et conditions précisées dans les documents contractuels
- (d) Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP)
- (e) Formulaire de soumission de prix
- (f) Guide de projet
- (g) Toute modification publiée avant la date de clôture de l'invitation

Le fait de présenter une soumission signifie que le soumissionnaire a lu les présentes instructions et qu'il accepte de s'y conformer.

IS02 (2012-07-11) CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS – SOUMISSION

1. Les soumissionnaires doivent se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#). En plus de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#), les soumissionnaires doivent a) répondre aux demandes de soumissions de façon honnête, juste et exhaustive, b) rendre compte avec précision de leur capacité à satisfaire aux exigences énoncées dans les demandes de soumissions et les contrats subséquents, c) présenter des soumissions et conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat.
2. En outre, les soumissionnaires reconnaissent que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions les rendra inadmissibles à l'attribution d'un contrat. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées ci-après sont faux, à quelque égard que ce soit. S'il est déterminé, après l'attribution du contrat, que le soumissionnaire a fait une fausse déclaration, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement. Le soumissionnaire devra agir avec diligence et maintenir à jour l'information exigée par les présentes. Le soumissionnaire, sa société mère, ses filiales et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la durée de tout contrat découlant de cette demande de soumissions. Le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.
3. Aux fins du présent article, les entreprises, les organisations et les particuliers sont des affiliés au soumissionnaire si :
 - a. le soumissionnaire ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
 - b. un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.
4. Les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission:
 - a. la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire;
 - b. un formulaire de consentement dûment rempli et signé, pour chacun des individus nommés dans la liste.

-
5. Le soumissionnaire doit agir avec diligence dans le maintien à jour de la liste en informant le Canada par écrit de tout changement survenant pendant la période de validité de la soumission et doit également fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants. Le soumissionnaire sera également tenu de maintenir avec diligence la liste et de remettre les formulaires de consentement pendant la période de tout contrat découlant de cette demande de soumission.
 6. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que sa société mère, ses filiales et ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.
 7. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#).
 8. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon ou une suspension de casier, ses droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ou un traitement de clémence lui a été accordé tel que décrit au paragraphe 9, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :
 - a. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les intérêts, etc.*), l'article 52 (*Indications fausses ou trompeuses*), l'article 53 (*Documentation trompeuse*) de la [Loi sur la concurrence](#), ou
 - b. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du [Code criminel](#) du Canada, ou
 - c. l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), ou
 - d. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), ou
 - e. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi sur la taxe d'accise](#), ou
 - f. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#), ou
 - g. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#).
 9. Dans les cas où il a obtenu un pardon ou une suspension de casier, ses droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ou un traitement de clémence lui a été accordé conformément à un programme officiel (semblable au Programme de clémence du Bureau de la concurrence) pour des infractions autres que celles visées par les articles 121, 124, 380 pour fraude commise au détriment de Sa Majesté et 418 du [Code criminel](#) du Canada ou celles visées par la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une copie certifiée des documents de confirmation d'une source officielle.

IS03 CONFLIT D'INTÉRÊTS ET AVANTAGE INDU

- 1) Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :
 - (a) le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de soumissions ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts;
 - (b) le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de soumissions qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
- 2) Le Canada ne considère pas, qu'en soit, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande de soumissions (ou des biens et des services similaires) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus haut.
- 3) Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient communiquer avec l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande de soumissions. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

IS04 SOUMISSION

- 1) La soumission :
 - a) doit être présentée au moyen du formulaire de soumission accessible sur le site MERX ou au moyen d'une reproduction claire et lisible dudit formulaire de soumission; la reproduction doit être identique en tous points au formulaire de MERX;
 - b) ne doit pas être transmise au Module de réception des soumissions par télécopieur; les documents télécopiés seront rejetés;
 - c) doit être établie en fonction des documents à soumettre indiqués ci-dessus;
 - d) doit être remplie correctement à tous égards;
 - e) doit être signée par un représentant du soumissionnaire dûment autorisé;
 - f) doit être accompagnée de :
 - (i) la garantie de soumission, comme elle est précisée aux présentes,
 - (ii) tout autre document précisé ailleurs dans la demande, où il est stipulé que lesdits documents doivent accompagner la soumission.
- 2) Toute modification aux sections prédactylographiées ou pré-imprimées du formulaire de soumission ou toute condition ou restriction ajoutée à la soumission constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres inscrits sur

le formulaire de soumission par le soumissionnaire doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent la soumission. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

IS05 IDENTITÉ OU CAPACITÉ JURIDIQUE DU SOUMISSIONNAIRE

- 1) Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a) ce pouvoir de signature;

- b) la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IS06 PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

- 1) Les soumissions doivent être envoyées en respectant une procédure à deux enveloppes : les soumissionnaires doivent présenter l'offre technique dans une enveloppe et l'offre de prix, y compris la garantie de soumission, dans une deuxième enveloppe. Les enveloppes doivent être adressées et transmises au bureau désigné pour la réception des soumissions. La soumission doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquée pour la clôture des soumissions.

Les soumissions doivent parvenir à l'adresse suivante :

Module de réception des soumissions, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
P.O. Boîte 1408, Salle 100 à 167, avenue Lombard
Winnipeg (Manitoba)

- 2) Avant d'envoyer sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que les renseignements suivants sont clairement dactylographiés ou écrits en caractère d'imprimerie dans l'espace prévu au recto de l'enveloppe de retour de la soumission
 - a) Numéro de l'invitation
 - b) Description et lieu
 - c) Nom du soumissionnaire
 - d) Heure et date de clôture
- 3) Le défaut de se conformer aux paragraphes 3.1 et 3.2 pourra entraîner la disqualification de la soumission.
- 4) Pour être jugée recevable, une proposition doit respecter toutes les exigences obligatoires énoncées dans la DDP. Le soumissionnaire qui aura présenté une proposition irrecevable ne pourra plus participer à la suite de la procédure de sélection.

IS07 MODIFICATION DES SOUMISSIONS

Une soumission présentée conformément aux présentes instructions peut être modifiée par lettre ou par télécopie, pourvu que la modification parvienne au bureau désigné pour la réception des soumissions au plus tard à la date et à l'heure limite de clôture des soumissions. La télécopie doit porter l'en-tête du soumissionnaire ou une signature qui l'identifie. La soumission à prix unitaires qui est modifiée doit clairement mettre en évidence les changements apportés aux prix unitaires de même que les articles particuliers auxquels chaque changement s'applique. **N° de télécopieur : 204-983-0338**

IS08 FRAIS DE DÉVELOPPEMENT D'IMMOBILISATIONS

Pour l'application de la clause CG1.8 des Conditions générales, seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à la délivrance de permis de construire doivent être inclus. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans le montant de leur soumission, les sommes correspondant à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagements municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à la délivrance de permis de construire.

IS09 PRIX

- 1) Sauf prescription contraire ailleurs dans les documents d'appel d'offres :
 - a) le prix de la soumission doit être en dollars canadiens;
 - b) le prix de la soumission doit exclure toute somme couvrant la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), le cas échéant;
 - c) aucune protection contre les fluctuations du taux de change n'est accordée, et la soumission sera jugée non recevable;
 - d) toute demande de protection contre les fluctuations du taux de change ne sera pas considérée et rendra la soumission irrecevable.

IS10 EXIGENCES EN MATIÈRE DE PERMIS

- 1) Les membres de l'équipe *du soumissionnaire* et le personnel clé doivent être ou pouvoir être accrédités, certifiés ou autorisés pour fournir les services professionnels nécessaires, dans toute la mesure prescrite par les lois provinciales ou territoriales, dans la province ou le territoire où se déroulera le projet.
- 2) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il est convaincu que son équipe et les membres de son personnel clé proposés respectent les exigences du paragraphe 1). Le soumissionnaire reconnaît que le Canada se réserve le droit de vérifier tous les renseignements à ce titre et qu'une attestation fausse ou erronée peut entraîner le rejet de la soumission, qui sera déclarée irrecevable.

IS11 COMPOSITION DE L'ÉQUIPE

- 1) En présentant une proposition, le proposant déclare et atteste que les personnes morales et physiques proposées dans la proposition pour assurer les services requis seront celles qui fourniront effectivement ces services dans la réalisation du projet, dans le cadre de toute entente contractuelle découlant de la présentation de la proposition. Si le soumissionnaire a proposé, pour réaliser le projet, une personne qui n'est pas à son service, il déclare que cette dernière (ou son employeur) lui a donné par écrit l'autorisation de proposer ses services dans le cadre du projet à réaliser.

IS12 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET DES FOURNISSEURS

Nonobstant toute liste de sous-traitants que le soumissionnaire peut être tenu de déposer dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire qui a présenté la soumission recommandée devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, donner les noms des sous-traitants et des fournisseurs responsables de la ou des partie(s) des travaux énumérées dans ledit avis. L'entrepreneur retenu

ne peut remplacer, une fois nommé, un sous-traitant par un autre sans en avoir obtenu l'autorisation écrite du Canada.

IS13 ÉTATS FINANCIERS

- 1) Afin de s'assurer que le soumissionnaire a la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, l'autorité contractante se réserve le droit de consulter, au cours de la période d'évaluation de la soumission, les plus récentes données sur la situation financière du soumissionnaire. L'information financière qui devra être fournie sur demande inclut, sans toutefois s'y limiter, les plus récents états financiers vérifiés du soumissionnaire ou les plus récents états financiers certifiés par son agent financier principal.
- 2) Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les informations demandées et l'informe de la confidentialité des documents divulgués, le Canada traitera ces documents de façon confidentielle, suivant les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*.
- 3) S'il advenait qu'une soumission soit jugée irrecevable parce qu'il aura été déterminé que le soumissionnaire n'a PAS la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, un avis officiel à cet effet lui serait transmis.

IS14 LANGUE DE LA SOUMISSION ET DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels seront rédigés dans la même langue officielle (français ou anglais) que celle de la soumission présentée.

IS15 ACCEPTATION DE LA SOUMISSION

- 1) Le Canada n'est tenu d'accepter aucune soumission, même la plus moins-disante.
- 2) Sans limiter la portée générale du paragraphe 1) de l'IS15, le Canada peut rejeter une soumission dans l'un des cas suivants :
 - a) les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de l'être;
 - b) les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans la soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
 - c) l'égard d'opérations antérieures ou actuelles avec le gouvernement du Canada :
 - (i) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée,
 - (ii) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans sa soumission,
 - (iii) le Canada a déjà exercé ses recours contractuels de résiliation pour inexécution à l'égard d'un contrat avec le soumissionnaire, l'un de ses employés ou de tout sous-traitant proposé dans sa soumission, ou a l'intention de le faire,
 - (iv) le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats est suffisamment médiocre pour qu'on le juge incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
- 3) Dans l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2)c) (iv) de l'IS15, le Canada peut tenir compte, notamment, des éléments suivants :
 - a) la qualité de l'exécution des travaux du soumissionnaire;

-
- b) les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c) la gestion générale des travaux et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du ministère et de son représentant;
 - d) l'intégrité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux.
- 4) Sans limiter la portée générale des paragraphes 1), 2) et 3) de l'IS15, le Canada peut rejeter toute soumission selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a) le caractère adéquat du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux et, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires, la mesure dans laquelle chaque prix proposé tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b) la capacité du soumissionnaire à fournir la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
 - c) le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
- 5) Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément aux paragraphes 1), 2), 3) ou 4) de l'IS15, pour des motifs distincts de ceux exposés à l'alinéa 2)a) de la même instruction, l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.
- 6) Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les soumissions qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre la soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice soit causé aux autres soumissionnaires.

IS16 DEMANDES D'ÉCLAIRCISSEMENT PENDANT LA DURÉE DE L'INVITATION

- 1) Les soumissionnaires doivent présenter leurs demandes de renseignements au sujet de la soumission par écrit à l'agent de négociation des contrats dont le nom figure sur la page couverture de la DDP dès que possible pendant la période des soumissions. Les demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture afin qu'il soit possible d'y répondre en temps opportun. Il se peut qu'on ne réponde pas aux demandes de renseignements reçues après cette échéance.
- 2) Afin d'assurer l'uniformité et la qualité des renseignements fournis par les soumissionnaires, l'agent de négociation des contrats examinera le contenu des demandes de renseignements et décidera si des modifications sont nécessaires.
- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées pendant la période des soumissions doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent de négociation des contrats dont le nom figure sur la page couverture de la DDP. Le défaut de se conformer à cette exigence peut entraîner le rejet de la soumission.

IS17 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

- 1) Le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie. Ladite garantie doit représenter au moins 10 % du montant de la soumission. Le montant maximum de la garantie de soumission requise est de 2 000 000 \$, quel que soit le montant de la soumission.
- 2) Le cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504) doit être établi dans une forme approuvée, être dûment rempli, porter une ou des signatures originales et provenir d'une entreprise dont les

cautionnements sont acceptés par le gouvernement du Canada au moment de la clôture des soumissions ou d'une compagnie désignée à l'Appendice L de la Politique sur les marchés Conseil du Trésor, intitulée Compagnies de cautionnement reconnues, qui est affichée sur le site Web suivant :

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appl>

Le formulaire approuvé pour le cautionnement de soumission est le formulaire PWGSC-TPSGC 504 affiché sur le site Web suivant :

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

- 3) Le dépôt de garantie doit être un original, dûment rempli et signé dans l'espace prévu, notamment :
 - a) une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat-poste à l'ordre du receveur général du Canada;
 - b) des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 4) La lettre de change, la traite bancaire ou le mandat-poste visé à l'alinéa 17.3 doit être certifié par ou tiré sur :
 - a) une société ou une institution membre de l'Association canadienne des paiements;
 - b) une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti sans condition par Sa Majesté du chef d'une province;
 - c) une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi;
 - d) une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse populaire ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse populaire, lesquelles sont décrites de façon plus précise à l'alinéa 137(6)b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
 - e) la Société canadienne des postes.
- 5) Si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat-poste est certifié par une institution ou une société autre qu'une banque à charte, il doit être accompagné d'une preuve, sous la forme d'une lettre ou d'une attestation estampillée sur la lettre de change, la traite bancaire ou le mandat-poste confirmant que ladite institution ou société appartient à au moins l'une des catégories mentionnées au paragraphe 17.4.
- 6) Au sens du présent article, une lettre de change est une ordonnance inconditionnelle écrite, signée par le soumissionnaire, donnée à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier.
- 7) Les obligations visées à l'alinéa 17.3 doivent être fournies à leur valeur courante du marché à la date limite de réception des soumissions, et doivent être :
 - a) payables au porteur;
 - b) accompagnées d'un acte dûment exécuté de transfert des obligations au receveur général du Canada sous la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*;
 - c) enregistrées quant au montant en principal ou au montant en principal et aux intérêts au nom du Receveur général du Canada conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.

-
- 8) Une lettre de crédit de soutien irrévocable est acceptable par le Canada comme alternative à un dépôt de garantie et le montant doit être établi de la même façon qu'un dépôt de garantie mentionné ci-dessus.
- 9) Une lettre de crédit de soutien irrévocable mentionnée au paragraphe 17.8 :
- a) être un arrangement, quel qu'en soit le nom ou la description, en fonction duquel une institution financière (l'émetteur), agissant conformément aux instructions et aux demandes d'un client (le demandeur), ou en son nom propre, qui :
 - (i) verse un paiement au receveur général du Canada, en tant que bénéficiaire,
 - (ii) accepte et paye les lettres de change tirées par le receveur général du Canada,
 - (iii) autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer lesdites lettres de change,
 - (iv) autorise une autre institution financière à négocier à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
 - b) indiquer le montant nominal que l'on peut tirer;
 - c) porter une date d'expiration;
 - d) prévoit le paiement à vue au receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant du Ministère autorisé identifié dans la lettre de crédit par son bureau;
 - e) prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée, à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
 - f) prévoit son assujettissement aux Règles et usances uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication de la CCI n° 600; en vertu des RUU relatives aux crédits documentaires de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a pas d'indication à cet effet;
 - g) est émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

IS18 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE CONTRACTUELLE

Le soumissionnaire retenu devra déposer une garantie contractuelle, conformément à R2890D (2012-07-16) – Garantie contractuelle, indiqués aux Modalités de l'entente – A1 Document Contractuels, dans les quatorze (14) jours suivant la réception de l'avis écrit de Sa Majesté l'informant que sa soumission a été acceptée.

IS19 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES/TAXE DE VENTE HARMONISÉE/TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

- 1) Les soumissions ne doivent pas tenir compte du montant de la TPS ou de la TVH, selon celle qui s'applique, et la TPS/TVH ne doit pas entrer en ligne de compte dans le calcul du montant de la garantie de soumission ou de la garantie contractuelle qui peuvent être exigées. Toutes les sommes prélevées au titre de la TPS/TVH doivent être facturées distinctement dans une demande d'acompte soumise par l'entrepreneur et lui seront versées en sus de la somme approuvée par le Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur devra verser la somme correspondante à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.

- 2) Le gouvernement fédéral est exempté de la taxe de vente du Québec (TVQ). Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans leurs prix, toutes les sommes correspondant à la TVQ sur les biens et services fournis dans l'exécution des travaux, à l'exception des sommes pour lesquelles on ne peut se prévaloir d'un remboursement de la taxe sur les intrants. Les soumissionnaires doivent s'adresser directement à la province de Québec afin de recouvrer toute TVQ acquittée par eux dans l'exécution des travaux dans le cadre du contrat.

IS20 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

- 1) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences, permis, inscriptions, attestation, déclarations, dépôts, ou autres autorisations valides requises pour satisfaire à toutes les lois et à tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la soumission et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
- 2) Aux fins de vérification des exigences mentionnées au paragraphe 20.1, le soumissionnaire doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valide indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
- 3) Le non-respect des exigences exprimées au paragraphe 20.2 donnera lieu au rejet de la soumission.

IS21 ÉVALUATION DU RENDEMENT

- 1) Les soumissionnaires doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité des travaux exécutés, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et de la sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des soumissions dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

Le formulaire PWGSC-TPSGC 2913,
(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>),
SELECT – Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

IS22 COÛTS RELATIFS À LA SOUMISSION

- 1) Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une soumission en réponse à la DDP. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une soumission, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa soumission.

IS23 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT (NEA)

- 1) Les fournisseurs doivent avoir un NEA avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les soumissionnaires peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site Web d'Accès entreprises Canada. Pour s'inscrire autrement que par Internet, les soumissionnaires peuvent communiquer avec l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

IS24 PÉRIODE DE VALIDITÉ DE LA SOUMISSION

- 1) Le Canada se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de la période de validité de la soumission au-delà des quarante-cinq (**60**) jours visés dans les présentes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.

-
- 2) Si tous les soumissionnaires qui ont présenté des soumissions recevables acceptent, par écrit, la prorogation visée au paragraphe 24.1, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
 - 3) Si les soumissionnaires qui ont présenté des soumissions recevables n'acceptent pas tous, par écrit, la prorogation visée au paragraphe 24.1, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion :
 - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires;
 - b) annuler la DDP.
 - 4) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'article 15 des Instructions aux soumissionnaires.

IS25 VISITE DES LIEUX - sans objet

IS26 EXIGENCES OBLIGATOIRES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET SÉCURITÉ (VOIR L'ANNEXE A)

IS27 EXIGENCES DE SÉCURITÉ - sans objet

IS28 AVIS

Le Canada devrait normalement envoyer un avis par écrit aux soumissionnaires non retenus dans un délai d'une semaine suivant la conclusion d'une entente contractuelle avec le soumissionnaire retenu.

IS29 SÉANCE D'EXPLICATIONS

Des explications ne seront données à un soumissionnaire que sur demande, seulement lorsque le Canada aura conclu une entente contractuelle avec le soumissionnaire retenu. Si un soumissionnaire souhaite obtenir une séance d'explications, le proposant devrait contacter la personne dont le nom figure sur la page couverture de la DDP dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception de l'avis les informant du résultat de l'invitation. Les explications fournies comprendront un exposé des points forts et faiblesse de la proposition, en rappelant les critères d'évaluation. On protégera le caractère confidentiel de l'information se rapportant aux autres soumissions. Le compte rendu peut être fait par écrit, par téléphone ou en personne.

Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP)

SECTION 1 EXIGENCES RELATIVES AU FORMULAIRE DE SOUMISSION ET AU CONTENU

Le Canada a lancé un appel de soumissions relativement à ce projet. Toute soumission doit présenter une réponse analytique et créative qui correspond à la nature précise du projet, comme il est énoncé dans le guide de projet.

La soumission présentée doit comprendre deux parties, soit la *Partie 1 – Offre technique* et la *Partie 2 – Offre de prix*.

Partie 1 – « Offre technique »

- Cette partie devrait comprendre tous les documents nécessaires pour faire état de l'intégralité des aspects techniques des travaux visés par la DDP (y compris le guide de projet). Les renseignements devraient être présentés de manière concise et complète. Elle doit être structurée en fonction des critères techniques énoncés dans les exigences de présentation. Ces critères visent à permettre une présentation suivie et logique de la proposition. Bien que les explications figurant dans les parties portant sur les exigences de présentation décrivent en termes généraux le but de chaque critère et les renseignements à fournir pour chacun, elles ne sont pas nécessairement exhaustives. Il incombe à tous les soumissionnaires de s'assurer que leur soumission est complète.
- Aucun « PRIX » ne doit être mentionné dans la partie de la proposition portant sur l'offre « TECHNIQUE ».

Partie 2 – « Offre de prix »

- Cette partie comprend le prix de la soumission afin de fournir l'ensemble des services proposés. Il faut remplir une seule copie du formulaire de soumission de prix (Annexe B) et la joindre à la garantie de soumission dans une enveloppe scellée distincte, sur laquelle auront été clairement indiqués le nom du soumissionnaire et le nom du projet. Il faut absolument utiliser le formulaire de soumission de prix à cette fin.

Présenter **un (1) original relié et signé, quatre (4) copies reliées et un (1) disque compact contenant les copies électroniques en format PDF** de la *Partie 1 – Offre technique*; et **un (1) original signé** de la *Partie 2 – Offre de prix*, formulaire de soumission de prix.

Les soumissionnaires ne devraient pas inclure de matériel de promotion dans leur soumission et ils sont fortement encouragés à :

- a) fournir exclusivement les renseignements demandés dans la présente DDP;
- b) adopter un style concis dans leur soumission;
- c) numéroté chaque page de leur soumission.

L'offre technique doit comporter un maximum de trente (30) pages (y compris le texte et les graphiques). Il est préférable que les propositions soient présentées sur des feuilles recto verso. Il faut tenir compte des exigences de présentation décrites ci-dessous lors de la préparation de la soumission.

Une (1) « page » désigne un côté d'une feuille de papier.

Format du papier : 8,5 po x 11 po (équivalent métrique : feuille de format A4).

Type de police : Times New Roman ou l'équivalent; taille : 10 points minimum.

Largeur minimale des marges : 12 mm.

Toute feuille pliée de 11 po x 17 po sur laquelle figure un tableau, un calendrier, un graphique Gantt, une structure de répartition du travail (SRT) ou un organigramme, par exemple, comptera pour deux pages.

Les pages suivantes ne font pas partie du nombre maximal de pages susmentionné :

- la lettre d'accompagnement;

-
- la table des matières;
 - la page couverture de la DDP;
 - la page couverture des révisions de la DDP;
 - le formulaire de soumission de prix (Annexe B);
 - les intercalaires qui ne contiennent aucun texte;
 - les coordonnées du soumissionnaire, les attestations et la garantie de soumission.

Conséquence de la non-conformité : Toutes les pages au-delà de la limite et toute autre pièce jointe seront retirées de la soumission. Elles ne seront pas évaluées par les membres du Comité d'évaluation.

SECTION 2 : SÉLECTION

2.1 Généralités

Le Canada évaluera les soumissions reçues selon les facteurs suivants :

- a) leur conformité aux modalités de la présente DDP;
- b) le meilleur rapport qualité prix pouvant être obtenu par le Canada pour une proposition conforme sur le plan technique;
- c) l'évaluation de tous les documents techniques et des renseignements permettant d'établir la conformité sur le plan technique.

Pour être jugée recevable, une soumission doit :

- a) satisfaire à toutes les exigences obligatoires énoncées dans la présente DDP;
- b) obtenir la note de passage minimale de **50 %** dans chaque catégorie et obtenir un total d'au moins **65 %** des points attribués aux critères d'évaluation techniques sujets à la cotation par points et précisés dans la présente DDP. Les exigences techniques sont cotées sur une échelle de **100** points.

Les soumissions ne répondant pas aux exigences stipulées dans les parties a) ou b) ci-dessus ne seront pas prises en considération. Seules les enveloppes du Formulaire de soumission de prix des propositions recevables qui obtiennent un total d'au moins 65 points à l'évaluation technique seront ouvertes et examinées.

La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

2.2 Évaluation financière

Le prix évalué sera tel qu'identifié à la section 1.3 de l'Annexe B Formulaire de soumission de prix.

SECTION 3 : ÉVALUATION TECHNIQUE

Critères cotés par points

Le Comité d'évaluation évaluera la *Partie 1 – Offre technique* de la soumission selon les critères techniques indiqués dans le tableau des critères d'évaluation et les explications détaillées des exigences de présentation.

Une cote de 1 à 10 est attribuée pour chaque renseignement lié à un critère ou à un élément technique. Les cotes attribuées sont ensuite multipliées par le facteur de pondération présenté dans le tableau des critères d'évaluation en vue d'obtenir la cote pondérée. La cote technique est obtenue en additionnant les cotes pondérées.

Tableau des critères d'évaluation

Critère d'évaluation technique	Facteur de pondération	Cote	Cote technique
1. Capacité et expérience en matière de projets clé en main			
1.1 Expérience de l'entrepreneur en projets clé en main	1	0-10	0-10
1.2 Expérience de l'expert conseil principal en conception	1	0-10	0-10
1.3 Organisation et expérience de l'équipe	1	0-10	0-10
2. Gestion de réalisation de projets			
2.1. Échéancier et structure de répartition du travail	1	0-10	0-10
2.2. Gestion des services et des travaux	2	0-10	0-20
3. Avant-projet de conception			
3.1 Architecture civile et architecture paysagère	4	0-10	0-40
	10,0		0-100

Exigences de présentation

Catégorie 1 – Capacité et expérience en matière de projets clé en main

1.1 Expérience de l'entrepreneur en projets clé en main

1. Les services conception-construction comprendront les travaux de gestion de la conception et les travaux généraux visés par le contrat. Le soumissionnaire doit décrire ses réalisations et son expérience à titre d'entrepreneur général en conception construction dans le cadre **d'un (1) projet similaire** qu'il a accompli **au cours des huit (8) dernières années**, en abordant les points suivants :

- la pertinence du projet par rapport au projet demandé;
- la gestion du budget;
- la gestion de l'échéancier;
- la gestion de la qualité;

-
- e. la gestion de la conception;
 - f. la gestion du changement;
 - g. la sûreté et la sécurité des lieux.

Seulement le premier projet présenté sera examiné et tous les autres ne recevront aucune considération comme s'ils n'avaient pas été soumis.

2. Le soumissionnaire doit fournir les coordonnées des personnes ressources du client, notamment les numéros de téléphone se rapportant au projet susmentionné. Le Comité d'évaluation se réserve le droit de communiquer avec les personnes ressources.

1.2 Expérience de l'expert conseil principal en conception

1. Le soumissionnaire doit décrire ses réalisations et son expérience à titre d'expert conseil principal en conception construction dans le cadre **d'un (1) projet similaire** qu'il a accompli **au cours des huit (8) dernières années**, en abordant les points suivants :

- a. la pertinence du projet par rapport au projet demandé;
- b. les défis liés à la conception et la conformité aux codes;
- c. la coordination des disciplines;
- d. la gestion du budget;
- e. la gestion de l'échéancier;
- f. la mise en service.

Seulement le premier projet présenté sera examiné et tous les autres ne recevront aucune considération comme s'ils n'avaient pas été soumis.

2. Le soumissionnaire doit fournir les coordonnées des personnes ressources du client, notamment les numéros de téléphone se rapportant au projet susmentionné. Le Comité d'évaluation se réserve le droit de communiquer avec les personnes ressources.

1.3 Organisation et expérience de l'équipe

Le soumissionnaire doit décrire l'organisation et l'expérience de l'équipe, en fournissant au moins les renseignements ci-dessous:

1. la description de l'équipe dans son ensemble et sa composition, les rôles et responsabilités et les rapports hiérarchiques (organigramme);
2. des exemples d'approches ou d'expériences antérieures pour lesquelles des structures d'équipe et des processus similaires à ceux proposés ont été utilisés, y compris toute expérience antérieure où les membres clés de l'équipe proposée ont collaboré;
3. l'identification des membres clés de l'équipe de conception construction énumérés ci-dessous et, pour chacun d'eux, un curriculum vitae d'une page décrivant toute attestation ou accréditation professionnelle, toute expérience en matière de construction clé en main et les responsabilités assumées lors de projets antérieurs :
 - A. le gestionnaire de projet de l'entrepreneur
 - B. le chef de chantier de l'entrepreneur
 - D. le premier Ingénieur civil
 - C. l'architecte paysagère

Catégorie 2 – Gestion de réalisation de projets

2.1. Échéancier et structure de répartition du travail

1. Le soumissionnaire doit fournir une structure de répartition du travail qui fait état des produits livrables et qui démontre la façon dont il prévoit réaliser le projet.

2. Le soumissionnaire doit joindre un graphique de Gantt correspondant à la structure de répartition du travail et démontrant les phases de l'ensemble du projet, c.-à-d. la conception, la construction, l'après construction, l'ordre des principales activités et les produits livrables (échancier détaillé, étapes de conception, plan des ressources, permis, inspections, conformité réglementaire, mise en service et garantie). Il doit prévoir le temps nécessaire pour que TPSGC et le SCC fassent l'examen des documents présentés.

3. Le soumissionnaire doit indiquer les jalons se rapportant au déclenchement de la surveillance de la portée, des risques et de l'échéancier.

2.2. Gestion des services et des travaux

1. Le soumissionnaire doit décrire les méthodes et les procédés que l'entrepreneur de projets clé en main mettra en œuvre pour fournir les services suivants :

- a. gestion et contrôle de la portée;
- b. gestion de l'échéancier;
- c. gestion de la qualité;
- d. gestion des risques du projet (préciser les risques);
- e. contrôle environnemental et gestion des déchets;
- f. structure de prise de décision de l'entrepreneur en projets Conception-construction et temps de réponse;
- g. plan de gestion des travaux en sous-traitance, le cas échéant ;
- h. plan d'assurance de la garantie;
- i. gestion de la sécurité du chantier et conformité aux règlements en matière de sécurité;
- j. voies de communication et lien hiérarchique avec les intervenants.

Catégorie 3 – Avant-projet de conception

Le soumissionnaire devrait présenter un avant-projet de conception qui démontre sa compréhension des objectifs du projet, des exigences fonctionnelles et techniques et des contraintes décrites dans le Guide de projet et dans l'élaboration du concept fournie par TPSGC.

3.1 Généralités – Avant-projet de conception et présentation de l'avant-projet de conception

1. Le soumissionnaire devrait présenter à TPSGC, dans un format électronique avec quatre (4) copies papier (reliées et sur du papier de format A1), au minimum les dessins suivants de l'avant-projet de conception :
 - a. un plan du site (échelle 1:500);
 - b. les élévations (nord, sud, est, ouest à une échelle 1:200);
2. Le soumissionnaire devrait présenter un rapport technique conforme aux exigences présentées à la section 3.2 ci-dessous, qui comprend les dessins suivants (échelle 1:200) [à titre d'annexe au rapport technique] :

3.2 Avant-projet de conception – Exigences relatives au rapport technique

Le soumissionnaire devrait présenter avec son avant-projet de conception un rapport technique comportant les renseignements énoncés dans la présente section (le « rapport technique »). Le soumissionnaire devrait présenter le rapport technique en format 216 mm x 279 mm, et divisé selon les sections décrites ci-dessous.

3.3 Travaux sur le chantier – Génie civil et aménagement paysager

Le soumissionnaire devrait décrire les concepts relatifs au site et la justification des conceptions choisies. Il devrait décrire comment il entend répondre aux exigences techniques en ce qui concerne au moins les éléments suivants :

-
- a) nivellement du stationnement
 - b) remblayage et nivellement selon les courbes établies
 - c) drainage et protection contre l'érosion
 - d) asphaltage

SECTION 4 : EXIGENCES DE PRÉSENTATION OBLIGATOIRES

Pour être considérée conforme, une soumission doit satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires. **Dans le cas contraire, elle ne sera pas prise en considération. Le soumissionnaire doit :**

1. présenter la soumission au Module de réception des soumissions avant la date et l'heure de clôture indiquées sur la page couverture du document d'invitation à soumissionner;
2. remplir et soumettre le formulaire de soumission de prix (Annexe B);
3. fournir la garantie de soumission, conformément à IS17 des Instructions aux soumissionnaires.
4. Attestations pour le Code de conduite - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

EXIGENCES DE PRÉSENTATION – LISTE DE VÉRIFICATION

La liste des documents et des formulaires ci-après a pour but d'aider le soumissionnaire à constituer un dossier de proposition complet. Le soumissionnaire doit veiller à ce que la proposition qu'il présente soit conforme à toutes les exigences relatives à la présentation :

- ☐ **Proposition – un (1) original, quatre (4) copies reliées et un (1) CD**
- ☐ **Remarque : Le nombre de pages maximum (texte et graphiques compris) pour l'offre technique est 30.**
- ☐ **Page de couverture de la demande de propositions - un accusé de réception**
- ☐ **Formulaire de soumission de prix (dans une enveloppe distincte) rempli et signé**
- ☐ **Pages couverture de toute modification à la DDP - un accusé de réception**
- ☐ **Garantie de soumission jointe au formulaire de soumission de prix**
- ☐ **Attestations pour le Code de conduite - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire**

ANNEXE A : EXIGENCES OBLIGATOIRES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ - pour les travaux exécutés aux Territoire du Nunavut

1. INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP):

IP25 PROGRAMME DE CAT ET DE SÉCURITÉ

- 1.1 Avant l'attribution du contrat le soumissionnaire retenu remettra à l'autorité contractante les documents suivants :
 - 1.1.1 un «Claim Cost Summary *Territoires du Nord-Ouest et Nunavut*» de la Commission des accidents du travail, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction;
 - 1.1.2 une lettre d'attestation de la commission sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs, qui indique les directeurs, les supérieurs, les propriétaires et les partenaires qui seront sur le site ou qui prévoient l'être, et qui seront indemnisés, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction; et;
 - 1.1.3 un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la loi sur la santé et la sécurité au travail de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si aucun n'est requis par la loi, remplir et retourner plutôt le formulaire de déclaration ci annexé.
- 1.2 Le soumissionnaire retenu remettra tous les documents précités à l'autorité contractante au plus tard à la date précisée (habituellement trois à cinq jours après l'avis) par l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non conforme.

Exemption de l'application de programmes de sécurité génériques (*le Territoires du Nord-Ouest / Nunavut seulement*) - Les entrepreneurs ayant dix (10) employés ou moins n'ont pas besoin de programme écrit. Cependant, la preuve de l'existence d'un système de gestion de la santé et de la sécurité demeure une exigence.

2. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS):

CS4 La Sécurité et la Santé lieu de travail

1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL

- 1.1 Dans le cadre des règlements et de la loi sur la sûreté et la réglementation Territoires du Nord-Ouest et Nunavut, et pour la durée des travaux du contrat, l'entrepreneur doit :
 - 1.1.1 agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;
 - 1.1.2 d'assumer le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;
 - 1.1.3 s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada* :
 - 1.1.3.1 d'assumer, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;
 - 1.1.3.2 d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification

2. SOUMISSION

2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:

- 2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ) ; et
- 2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :
 - 2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et
 - 2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifient comme demandé.

NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.

3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veuillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

NORTHWEST TERRITORIES

Commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut
Services de prévention
C.P. 8888
Yellowknife, NT, X1A 2R3
Attention : Chef de la direction de la sécurité industrielle

Téléphone : (867) 669-4418
Télécopieur : (867) 873-0262

NUNAVUT

Commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut
Services de prévention
C.P. 8888
Yellowknife, NT, X1A 2R3
Attention : Chef de la direction de la sécurité industrielle

Téléphone : (867) 669- 4403
Télécopieur : (867) 873- 0262

DÉCLARATION

DATE : _____

NOM DE L'ENTREPRISE : _____

ADRESSE : _____

Cette entreprise est dispensée de l'exigence des règlements et de la Loi sur la sécurité des Territoires du Nord-Ouest / Nunavut d'avoir une politique et un programme de santé et sécurité formels, étant donné que l'entreprise ne compte pas, à l'heure actuelle, plus de dix (10) employés à temps plein, y compris ceux requis pour tous les projets en cours de tous les clients.

Nombre actuel d'employés à temps plein : _____

TITRE DE L'AGENT DE LA SOCIÉTÉ

SIGNATURE

ANNEXE B : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX

Il faut inclure le présent formulaire de proposition de prix, dûment rempli, **et** la page couverture signée de la demande de propositions dans une enveloppe scellée fournie par le soumissionnaire. L'enveloppe doit être adressée et remise au bureau désigné pour la réception des soumissions.

1.1 Identification du projet

Nom du projet : Le pavage du parc de stationnement
Emplacement du projet : L'Immeuble du Gouvernement du Canada situé à Iqaluit, au Nunavut

Numéro de la demande de soumissions : EP119-131133/B

1.2 Nom et adresse de l'entreprise du soumissionnaire

Nom :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

1.3 Offre

Par la présente, le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément à la portée des travaux, à l'emplacement et de la manière établis à cet égard, pour le prix total (exprimé en chiffres seulement) de :

_____ \$, excluant la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH),

ce qui comprend :

1 un montant de _____ \$, excluant la TPS ou la TVH, pour la partie des travaux qui porte sur la conception,

.2 un montant de _____ \$, excluant la TPS ou la TVH, pour la partie des travaux qui porte sur la construction,

1.4 Acceptation et contrat

Sur acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire devra être conclu entre lui et le Canada. Les documents contractuels constituant le contrat correspondront aux documents décrits à la section Documents contractuels.

1.5 Durée des travaux de construction

Le soumissionnaire convient de terminer les travaux dans les **11 mois** suivant la date de l'avis d'acceptation de son offre.

1.6 Garantie de soumission

Le soumissionnaire joint au présent document une garantie de soumission, conformément à IS17 des Instructions aux soumissionnaires.

1.7 Période de validité des soumissions

La soumission ne peut être retirée pour une période de 45 jours suivant la date de clôture de l'invitation.

1.8 Signature du soumissionnaire ou de la coentreprise

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire ou de la coentreprise (en caractères d'imprimerie ou en lettres moulées)

Signature

Capacité

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire ou de la coentreprise (en caractères d'imprimerie ou en lettres moulées)

Signature

Capacité

FIN DU FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX

ANNEXE C : MODALITÉS ET CONDITIONS

MODALITÉS DE L'ENTENTE

A1 Documents contractuels

CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- CG1.1 Interprétation
- CG1.2 Documents contractuels
- CG1.3 Statut de l'entrepreneur
- CG1.4 Droits et recours
- CG1.5 Rigueur des délais
- CG1.6 Indemnisation par l'entrepreneur
- CG1.7 Indemnisation par le Canada
- CG1.8 Lois, permis et taxes
- CG1.9 Indemnisation des travailleurs
- CG1.10 Sécurité nationale
- CG1.11 Cérémonies publiques et enseignes
- CG1.12 Conflit d'intérêts
- CG1.13 Sanctions internationales
- CG1.14 Attestation – Honoraires conditionnels
- CG1.15 Conventions et modifications
- CG1.16 Travailleurs inaptes
- CG1.17 Cession
- CG1.18 Droits de propriété intellectuelle

CG2 ADMINISTRATION DU CONTRAT

- CG2.1 Pouvoirs du représentant du Ministère
- CG2.2 Interprétation du contrat
- CG2.3 Avis
- CG2.4 Réunions de chantier
- CG2.5 Examen et inspection des travaux
- CG2.6 Surintendant
- CG2.7 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre
- CG2.8 Comptes et vérifications

CG3 EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX

- CG3.1 Calendrier d'avancement
- CG3.2 Conception du projet et rôle du concepteur
- CG3.3 Sécurité sur le chantier
- CG3.4 Exécution des travaux
- CG3.5 Matériaux
- CG3.6 Sous-traitance
- CG3.7 Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs
- CG3.8 Main-d'œuvre et justes salaires
- CG3.9 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus la propriété du Canada
- CG3.10 Travaux défectueux
- CG3.11 Utilisation des travaux et nettoyage de l'emplacement des travaux
- CG3.12 Garantie et rectification des défauts des travaux

CG4 MESURES DE PROTECTION

- CG4.1 Protection des travaux et des biens
- CG4.2 Précautions contre les dommages, les contrefaçons, les incendies et les autres risques

-
- CG4.3 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par le Canada
 - CG4.4 État de site contaminé

CG5 MODALITÉS DE PAIEMENT

- CG5.1 Interprétation
- CG5.2 Montant à verser
- CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts
- CG5.4 Paiement progressif
- CG5.5 Achèvement substantiel des travaux
- CG5.6 Achèvement définitif
- CG5.7 Paiement non exécutoire pour le Canada
- CG5.8 Réclamations et obligations
- CG5.9 Droit de compensation
- CG5.10 Évaluation et dédommagement pour retard d'achèvement
- CG5.11 Retard de paiement
- CG5.12 Intérêts sur les réclamations réglées
- CG5.13 Remise du dépôt de garantie

CG6 RETARD ET MODIFICATION DES TRAVAUX

- CG6.1 Modification des travaux
- CG6.2 Changements des conditions du sous-sol
- CG6.3 Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique
- CG6.4 Calcul du prix
- CG6.5 Retards et prolongation de délai

GC7 DÉFAUT, SUSPENSION DES TRAVAUX OU RÉSILIATION DU CONTRAT

- CG7.1 Travaux retirés à l'entrepreneur
- CG7.2 Suspension des travaux
- CG7.3 Résiliation du contrat
- CG7.4 Dépôt de garantie – Confiscation ou remise

CG8 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- CG8.1 Interprétation
- CG8.2 Consultation et collaboration
- CG8.3 Avis de différend
- CG8.4 Négociation
- CG8.5 Médiation
- CG8.6 Confidentialité
- CG8.7 Règlement
- CG8.8 Règles pour la médiation des différends

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

- CS1 Paiement en cas de changement et de révision de la conception
- CS2 Exigences relatives à la sécurité d'accès
- CS3 Exigences relatives à l'assurance responsabilité civile professionnelle
- CS4 La Sécurité et la Santé lieu de travail

MODALITÉS DE L'ENTENTE

A1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

1) L'entrepreneur comprend et convient que, sur acceptation de l'offre par le Canada :

- a) un contrat exécutoire est conclu entre lui et le Canada; et
- b) les documents contractuels constituant le contrat sont les suivants :
 - (i) la page couverture et les présentes modalités de l'entente,
 - (ii) la demande de propositions,
 - (iii) le cadre de référence,
 - (iv) les clauses, conditions et modalités, et les modifications qui s'y rapportent, désignées comme suit :
 - a) les conditions générales,
 - b) les conditions supplémentaires, le cas échéant,
 - c) les documents intégrés par renvoi de la façon suivante :
 - R2900D (2008-05-12) – Assurance
 - R2910D (2008-12-12) – Conditions d'assurance
 - R2890D (2012-07-16) – Garantie contractuelle
 - R2940D (2012-07-16) – Justes salaires et heures de travail – Conditions de travail
 - R2950D (2007-05-25) – Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous la clause CG6.4.1
 - Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction
 - (v) la soumission du soumissionnaire,
 - (vi) les documents de construction,
 - (vii) toute modification intégrée aux documents d'appel d'offres avant la date du contrat,
 - (viii) toute modification apportée aux documents contractuels conformément aux conditions générales;
- c) les documents identifiés par le titre, le numéro et la date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par TPSGC. Ce guide est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>;
- d) des échelles des taux de salaire pour les contrats fédéraux de construction sont incluses à titre de référence et sont disponibles sur le site Web suivant : http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml.

CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CG1.1 INTERPRÉTATION

CG1.1.1 En-têtes

- 1) Les en-têtes dans les documents contractuels ne font pas partie du *contrat* et ne sont utilisés que pour faciliter la consultation.
- 2) Les renvois à des parties du *contrat* à l'aide de chiffres précédés de lettres correspondent aux parties du *contrat* désignées par cette combinaison de chiffres et de lettres et à toutes les autres parties du *contrat* visées par ces renvois.
- 3) Un renvoi à un alinéa ou à un sous-alinéa suivi d'un numéro d'identification constitue, sauf indication contraire, un renvoi à l'alinéa ou au sous-alinéa faisant partie de la clause dans laquelle ce renvoi est noté.

CG1.1.2 Définitions

Dans le *contrat*, le terme :

« *Canada* », « *État* » ou « *Sa Majesté* » désigne « *Sa Majesté la Reine du chef du Canada* »;

« *construction* » désigne la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'*outillage*, des *matériaux* et des autres éléments nécessaires à l'exécution des *travaux* de construction exigés par les documents contractuels, à l'exception des *services de conception*;

« *documents de construction* » désigne les plans, les dessins et les devis relatifs aux *travaux de construction* qui sont préparés par l'*entrepreneur* ou en son nom et qui sont approuvés et signés par le *Canada* et l'*entrepreneur* après la conclusion du *contrat*;

« *contrat* » désigne les documents du contrat ainsi désignés et tous les autres documents qui y sont précisés ou décrits comme faisant partie du contrat et modifiés avec l'accord des parties;

« *montant du contrat* » désigne le montant précisé dans le contrat;

« *garantie contractuelle* » désigne toute garantie donnée au *Canada* par l'*entrepreneur* conformément au *contrat*;

« *entrepreneur* » désigne la personne ou l'entité qui conclut un contrat avec le *Canada* en vue de fournir l'ensemble des services de conception, des services professionnels, des *documents de construction*, de la main-d'œuvre, des *matériaux* et de l'*outillage* nécessaires à l'exécution des *travaux*, et comprend le représentant autorisé de l'*entrepreneur* désigné par écrit au *représentant du Ministère*;

« *services de conception* » désigne les services professionnels d'administration de la conception et de la construction assurés par le *concepteur* ou des experts conseils coordonnés par ce dernier conformément aux modalités du *contrat*;

« *concepteur* » désigne l'architecte, l'ingénieur ou l'entité autorisé à travailler dans la province ou le territoire visé par les *travaux* et constituant la composante professionnelle de l'*entrepreneur* qui fournit les *services de conception* et les autres services nécessaires conformément aux modalités du *contrat*; il comprend le représentant autorisé de l'*entrepreneur* désigné par écrit au *Canada*;

« *certificat d'achèvement* » désigne le certificat délivré par le *Canada* à la fin des *travaux*;

« *certificat de mesure définitif* » désigne le certificat délivré par le *Canada* indiquant la quantité, le prix unitaire et la valeur définitifs de la main-d'œuvre, de l'*outillage* et des *matériaux* utilisés et fournis par l'*entrepreneur* pour la partie des *travaux* de construction pour laquelle une *entente à prix unitaire* s'applique;

« *entente à forfait* » désigne la partie du *contrat* prescrivant le versement d'un paiement forfaitaire pour l'exécution des travaux correspondants;

« *certificat d'achèvement substantiel* » désigne le certificat délivré par le *Canada* lorsque les *travaux* sont en grande partie achevés;

« *matériaux* » désigne l'ensemble des biens, des services, des articles, de la machinerie, de l'équipement, des appareils et des choses à fournir conformément au *contrat* aux fins d'intégration aux *travaux*;

« *outillage* » désigne l'ensemble des outils, des instruments, de la machinerie, des véhicules, des structures, de l'équipement, des articles et des choses autres que les *matériaux* qui sont utilisés dans le cadre du contrat, ainsi que les outils qui sont habituellement fournis par une personne de métier et qui sont nécessaires à l'exécution des *travaux de construction*;

« *projet* » désigne l'ensemble des activités de conception et de *construction* dont l'*entrepreneur* est responsable, y compris tous les *services de conception* et l'exécution des *travaux*;

« *exigences du projet* » désigne l'énoncé compris dans la *demande de propositions* qui explique en détail les exigences techniques et les autres exigences du *Canada* qui doivent être respectées par le soumissionnaire retenu et être traitées dans la *soumission*;

« *soumission* » désigne la soumission de l'*entrepreneur* présentée en réponse à une *demande de propositions*;

« *demande de propositions* » désigne les documents publiés par le *Canada* demandant la présentation de soumissions et expliquant en détail les *exigences du projet*;

« *sous-traitant* » désigne une personne ou une entité autre que le *concepteur* qui a conclu un contrat directement avec l'*entrepreneur* en vue d'exécuter une partie des *travaux* ou de fournir des *matériaux* qui se rapportent à une conception spéciale dans le cadre des *travaux*, et qui est assujettie à la clause CG3.6 (SOUS-TRAITANCE);

« *surintendant* » désigne l'employé ou le représentant de l'*entrepreneur* désigné par ce dernier pour agir conformément à la clause CG2.6 (SURINTENDANT);

« *conditions supplémentaires* » désigne la partie des documents contractuels modifiant ou complétant les conditions générales;

« *fournisseur* » désigne une personne ou une entité qui a conclu un contrat directement avec l'*entrepreneur* en vue de fournir de l'*outillage* ou des *matériaux* qui ne se rapportent pas à une conception spéciale dans le cadre des *travaux*;

« *entente à prix unitaire* » désigne la partie du *contrat* prescrivant le produit de la multiplication d'un prix par unité de mesure par le nombre d'unités de mesure pour l'exécution des travaux correspondants;

« *tableau des prix unitaires* » désigne le tableau des prix figurant dans le contrat;

« *travaux* » désigne, sous réserve de toute disposition contraire dans le *contrat*, tout ce que l'*entrepreneur* doit faire, fournir ou livrer pour assurer les *services de conception*, la *construction* et d'autres services requis en vertu du *contrat*, conformément aux documents contractuels;

« *jour ouvrable* » désigne une journée distincte du samedi, du dimanche ou d'un jour férié observé au sein de l'industrie de la construction, dans la région où se déroulent les *travaux*.

CG1.1.3 Application de certaines dispositions

- 1) Toutes les dispositions du *contrat* qui s'appliquent expressément à une *entente à prix unitaire* exclusivement ne s'appliquent pas à toute partie des *travaux* à laquelle s'applique une *entente à forfait*.
- 2) Toutes les dispositions du *contrat* qui s'appliquent expressément à une *entente à forfait* exclusivement ne s'appliquent pas à toute partie des *travaux* à laquelle s'applique une *entente à prix unitaire*.

CG1.1.4 Achèvement substantiel

- 1) On considérera que les *travaux* ont atteint un état d'achèvement substantiel :
 - a) lorsqu'une grande partie ou la totalité des *travaux* auront fait l'objet d'une inspection et d'une mise à l'essai, et que, de l'avis du *Canada*, le résultat des travaux est prêt à être utilisé ou est utilisé aux fins prévues;
 - b) lorsque les *travaux* peuvent, de l'avis du *Canada*, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas :
 - (i) 3 % des premiers 500 000 \$,
 - (ii) 2 % des prochains 500 000 \$,
 - (iii) 1 % du reste;de la valeur du *contrat* au moment du calcul de ce coût.
- 2) Lorsque le résultat de la totalité ou d'une grande partie des *travaux* est prêt à être utilisé ou est utilisé aux fins prévues et que le reste ou une partie des *travaux* ne peut être achevé dans les délais précisés dans le contrat ou dans une version modifiée, conformément à la clause CG6.5 (RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI), pour des raisons indépendantes de la volonté de l'*entrepreneur*, ou que le *Canada* et l'*entrepreneur* conviennent de ne pas terminer une partie des *travaux* dans les délais précisés, le coût de la partie des *travaux* dont l'achèvement était indépendant de la volonté de l'*entrepreneur* et que le *Canada* et l'*entrepreneur* avaient convenu de ne pas terminer dans les délais précisés sera déduit de la valeur du *contrat* mentionnée à l'alinéa 1b) et ledit coût ne fera pas partie du coût des travaux restants aux fins de la détermination de l'achèvement substantiel.

CG1.1.5 Achèvement

- 1) On considérera que les *travaux* sont achevés lorsque l'ensemble des services de conception, de la main-d'œuvre, de l'*outillage* et des *matériaux* nécessaires auront été effectués, utilisés ou fournis, et que l'*entrepreneur* aura respecté le *contrat*, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, à la satisfaction du *Canada*.

CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

CG1.2.1 Généralités

- 1) Les documents contractuels sont complémentaires, et les exigences de n'importe lequel de ces documents ont le même caractère obligatoire que si elles étaient indiquées dans tous les documents.
- 2) Dans les documents contractuels, le singulier s'entend également du pluriel lorsque le contexte l'exige.
- 3) Aucune disposition des documents contractuels ne doit avoir pour effet de créer une relation contractuelle entre le *Canada* et un *sous-traitant*, un *fournisseur*, le *concepteur*, un expert conseil ou leurs mandataires ou employés.

CG1.2.2 Ordre de priorité

- 1) En cas de contradiction ou de conflit dans l'information se trouvant dans les documents ci-après, ces derniers auront priorité dans l'ordre suivant :

-
- a) toute modification apportée aux documents contractuels conformément aux conditions générales;
 - b) toute modification publiée avant la clôture de la soumission;
 - c) les *conditions supplémentaires*;
 - d) les conditions générales;
 - e) la *demande de propositions*;
 - f) la soumission dûment remplie lorsqu'elle a été acceptée.

Les dates les plus récentes déterminent la priorité des documents dans chacune des catégories ci-dessus.

- 2) En cas de contradiction ou de conflit dans l'information se trouvant dans les *documents de construction*, les règles suivantes s'appliqueront :
 - a) les devis l'emporteront sur les dessins;
 - b) les dimensions représentées dans les figures d'un plan l'emporteront lorsqu'elles seront différentes des dimensions reproduites à l'échelle d'après le même dessin;
 - c) les dessins à grande échelle l'emporteront sur les plans à petite échelle.

CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents

- 1) L'entrepreneur garde et protège les documents contractuels, les dessins, l'information, les maquettes et les copies fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur contre toute perte ou dommage de quelque nature que ce soit.
- 2) L'entrepreneur respecte le caractère confidentiel de tous les renseignements qui lui sont fournis par le Canada en son nom relativement aux travaux et de tous les renseignements qu'il élabore dans le cadre des travaux. Il ne devra pas divulguer ces renseignements à quiconque sans l'autorisation écrite du Canada, mais pourra toutefois divulguer à un sous-traitant autorisé conformément au contrat les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance. Cette section ne s'applique pas aux renseignements:
 - a) publiquement accessibles d'une source autre que l'entrepreneur; ou
 - b) dont l'entrepreneur a obtenu connaissance auprès d'une source distincte du Canada, à l'exception d'une source qui, au su de l'entrepreneur, est tenue de ne pas les divulguer en vertu de son obligation envers le Canada.
- 3) Lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 2) sont désignés par le Canada comme TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL OU PROTÉGÉ, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre toute mesure raisonnable jugée nécessaire pour les protéger, y compris les mesures qui peuvent être précisées ailleurs dans le contrat ou fournies par écrit, périodiquement, par le Canada.
- 4) Sans limiter la portée générale des alinéas 2) et 3) de la CG1.2.3, lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 2) sont désignés par le Canada comme TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL OU PROTÉGÉ, le Canada a le droit d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ou fournisseurs, de même que ceux de quelque autre personne que ce soit à tous les niveaux, pour des raisons de sécurité, en tout temps pendant la durée du contrat; l'entrepreneur doit respecter toutes les instructions écrites délivrées par le Canada et s'assurer que tous ces sous-traitants ou fournisseurs en font autant, en ce qui a trait aux documents ainsi désignés, y compris lorsque des employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants et fournisseurs et de quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, doivent signer et fournir des déclarations se rapportant à des enquêtes de sûreté, à des cotes de sécurité et à d'autres procédures.
- 5) L'entrepreneur doit protéger les travaux et le contrat, les devis, les dessins et tous les autres renseignements que lui fournit le Canada et est responsable, envers ce dernier, de toutes les pertes ou de tous les dommages de quelque nature que ce soit et découlant de quelque cause que ce soit.

CG1.2.4 Propriété et réutilisation des documents et des modèles

-
- 1) À l'exception de ce qui peut être précisé ailleurs dans le contrat, le *Canada* renonce à tout droit de possession du droit d'auteur dans tous les documents qui servent d'instruments dans les services à fournir et qui sont préparés par l'*entrepreneur* ou le *concepteur*, ou en leur nom, conformément aux modalités du *contrat*.
 - 2) Après négociation avec le propriétaire du droit d'auteur, le *Canada* peut réutiliser dans le cadre d'un autre projet les documents et les modèles visés au paragraphe 1, et doit verser au propriétaire des honoraires appropriés pour cette réutilisation, selon la pratique courante.
 - 3) Les modèles fournis par l'*entrepreneur* aux frais du *Canada* sont et doivent demeurer la propriété du *Canada*.

CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR

- 1) L'*entrepreneur* est embauché à titre d'entrepreneur indépendant en vertu du *contrat*.
- 2) L'*entrepreneur*, ses *sous-traitants*, ses employés, ses concepteurs, ses fournisseurs et toute autre personne, quel que soit leur échelon, ne sont pas embauchés à titre d'employés, de fonctionnaires ou d'agents du *Canada* en vertu du *contrat*.
- 3) Pour les besoins du *contrat*, l'*entrepreneur* doit être le seul responsable de toutes les sommes à verser et de toutes les retenues à prélever en vertu de la loi, y compris les sommes et les retenues relatives au Régime de pensions du Canada ou au Régime de rentes du Québec, au régime d'assurance-emploi, au régime d'indemnisation des accidentés du travail, aux régimes provinciaux de santé ou d'assurance, et à l'impôt sur le revenu.

CG1.4 DROITS ET RECOURS

- 1) Sauf dans les cas prévus expressément dans le contrat, les devoirs et les obligations imposés en vertu du contrat ainsi que les droits et les recours dont on peut se prévaloir à ce titre doivent s'ajouter aux devoirs, aux obligations, aux droits et aux recours normalement imposés ou prévus par la loi et ne doivent pas les limiter.

CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS

- 1) Les délais sont un élément essentiel du *contrat*.

CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR

- 1) L'*entrepreneur* doit acquitter l'ensemble des redevances et des droits de brevet nécessaires à l'exécution du *contrat* et doit intervenir à ses frais dans la défense de toutes les réclamations, les actions ou les procédures déposées ou intentées contre le *Canada* et affirmant que les services ou toute partie des services fournis par l'*entrepreneur* au *Canada* portent atteinte à des brevets, à des modèles industriels, à des droits d'auteur, à des marques de commerce, à des secrets commerciaux ou à d'autres droits de propriété en vigueur au *Canada*.
- 2) L'*entrepreneur* doit indemniser et exonérer le *Canada* au titre de l'ensemble des réclamations, des demandes, des pertes, des coûts, des dommages, des actions, des poursuites ou des procédures présentés ou intentés par qui que ce soit et découlant, directement ou indirectement, des activités de l'*entrepreneur*, du *concepteur*, de fonctionnaires, d'agents, de *sous-traitants* et de fournisseurs dans l'exécution des *travaux*.
- 3) Aux fins du paragraphe 2, le terme « activités » signifie toute activité mal exercée, toute omission relativement à une activité et tout retard dans l'exécution d'une activité.

CG1.7 INDEMNISATION PAR LE CANADA

- 1) Le *Canada*, sous réserve des dispositions de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, de la *Loi sur les brevets* et de toutes les autres lois touchant ses droits, ses pouvoirs, ses privilèges ou ses obligations, doit indemniser et exonérer l'*entrepreneur* au titre de l'ensemble des

réclamations, des demandes, des pertes, des coûts, des dommages, des actions, des poursuites ou des procédures découlant des activités de ce dernier en vertu du *contrat* qui sont attribuables directement à:

- a) une lacune ou à un vice, réel ou allégué, dans les droits du *Canada* concernant le chantier s'il en est le propriétaire;
- b) une contrefaçon ou à une prétendue contrefaçon par l'*entrepreneur* de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle dans l'exécution de toute activité aux fins du *contrat*, ce qui comprend l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par le *Canada* à l'*entrepreneur* dans le cadre des *travaux*.

CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES

- 1) L'entrepreneur observe toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux ou toute partie de ceux-ci qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, y compris, sans nécessairement s'y limiter, toute loi se rapportant à la santé et aux Conditions de travail et à la protection de l'environnement; il doit exiger que tous ses sous-traitants et fournisseurs, à tous les niveaux, en fassent autant comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct du *Canada*.
L'entrepreneur doit fournir au *Canada* la preuve confirmant que ces lois et règlements sont respectés à tout moment où le *Canada* lui adresse une demande à cet effet.
- 2) Sauf indication contraire dans le contrat, l'entrepreneur obtient et maintient en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.
- 3) Avant d'entreprendre les *travaux* sur le chantier, l'*entrepreneur* doit offrir à l'administration municipale un montant égal à l'ensemble des droits et des frais qui, en vertu de la loi, seraient payables à cette administration municipale pour les permis de construction, comme si les *travaux* étaient exécutés pour une personne autre que le *Canada*.
- 4) Dans les dix (10) jours suivant l'offre mentionnée au paragraphe 3, l'*entrepreneur* doit aviser le *Canada* du montant de l'offre convenable, en lui précisant si l'offre a été acceptée ou non par l'administration municipale.
- 5) Si l'administration municipale auprès de laquelle l'offre a été faite n'accepte pas le montant offert, l'*entrepreneur* doit verser ledit montant au *Canada* dans les six (6) jours suivant l'expiration du délai fixé au paragraphe 4.
- 6) Pour l'application de la présente clause, le terme « administration municipale » désigne une administration qui pourrait autoriser l'exécution des *travaux* si le propriétaire n'était pas le *Canada*.
- 7) Nonobstant le lieu de résidence de l'*entrepreneur*, ce dernier doit payer toute taxe applicable découlant de l'exécution des *travaux* visés par le *contrat*.
- 8) Conformément à la déclaration solennelle visée au paragraphe 4 de la clause CG5.5 (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX), l'*entrepreneur* dont ni le lieu de résidence ni le lieu d'affaires ne se trouvent dans la province ou le territoire où sont effectués les travaux visés par le *contrat* doit fournir au *Canada* une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
- 9) Pour le paiement des taxes applicables ou pour le dépôt de la garantie du paiement des taxes applicables découlant de l'exécution des *travaux*, et ce, même si l'ensemble des *matériaux*, de l'*outillage* et des droits de l'*entrepreneur* sur la totalité des biens immobiliers, des licences, des pouvoirs et des privilèges deviennent la propriété du *Canada* après la date d'acquisition, conformément à la clause CG3.9 (MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA), l'*entrepreneur* doit assumer la responsabilité, à titre d'utilisateur ou de consommateur, du paiement des taxes applicables ou du dépôt de la garantie du paiement des dites taxes à la date à laquelle il utilise ces *matériaux*, cet *outillage* ou ces droits conformément aux lois pertinentes.

CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS

- 1) Avant le début des *travaux*, de même qu'à la date d'achèvement substantiel des *travaux* et avant la délivrance du *certificat d'achèvement*, l'*entrepreneur* doit déposer des pièces justificatives confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs applicables sur les lieux des *travaux*, notamment qu'il a acquitté les sommes exigibles à ce titre.

-
- 2) À n'importe quel moment pendant la durée du *contrat*, et à la demande du Canada, l'*entrepreneur* doit déposer des pièces justificatives confirmant que lui-même, ses *sous-traitants* et toute autre personne, quelle que soit son échelon, qui exécute une partie des *travaux* et qui doit se conformer à ces lois les respectent effectivement.

CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE

- 1) Si le *Canada* détermine que la catégorie ou le type des *travaux* met en jeu la sécurité nationale, il peut ordonner à l'*entrepreneur* :
- a) de lui fournir tout renseignement sur les personnes ou les entités à qui il fait ou fera appel aux fins du *contrat*;
 - b) d'enjoindre à toute personne qui, de l'avis du *Canada*, présente un risque pour la sécurité nationale de quitter les lieux des *travaux*.

L'*entrepreneur* doit se conformer à ces ordres.

- 2) Les contrats que l'*entrepreneur* conclut avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombe en vertu du paragraphe 1.

CG1.11 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES

- 1) L'*entrepreneur* ne doit pas permettre la tenue de cérémonies publiques relativement aux *travaux* sans le consentement préalable du *Canada*.
- 2) L'*entrepreneur* ne doit pas ériger ou permettre l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les *travaux* ou à l'emplacement des travaux sans le consentement préalable du Canada.

CG1.12 CONFLIT D'INTÉRÊTS

- 1) Conformément au *contrat*, aucune personne assujettie aux dispositions concernant l'après mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ne peut bénéficier directement du présent *contrat*, à moins que cette personne ne respecte les dispositions applicables concernant l'après mandat.

CG1.13 SANCTIONS INTERNATIONALES

- 1) La population et les entreprises canadiennes, ainsi que la population canadienne à l'étranger, se voient imposer des sanctions économiques par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la prestation d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, des pays ou des personnes assujettis aux sanctions économiques. Des renseignements sur les sanctions en vigueur se trouvent à l'adresse suivante : <http://www.international.gc.ca/sanctions/menu.aspx>
- 2) Conformément au contrat, l'*entrepreneur* ne doit pas fournir au gouvernement du Canada des biens ou des services assujettis aux sanctions économiques.
- 3) En vertu de la loi, l'*entrepreneur* doit se conformer aux modifications apportées aux règlements imposés pendant la durée du contrat. En outre, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou d'un service à la liste des biens et des services assujettis aux sanctions empêche l'entrepreneur de respecter ses obligations, il peut demander que le contrat soit résilié conformément à la clause CG7.3 (RÉSILIATION DU CONTRAT).

CG1.14 ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS

- 1) L'*entrepreneur* atteste qu'il n'a ni versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et qu'il s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la

négociation ou à l'obtention du *contrat* à une personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.

- 2) Tous les comptes et les registres se rapportant au versement d'honoraires ou d'autres formes de rémunération relativement à l'obtention ou à la négociation du *contrat* doivent être assujettis aux *dispositions du contrat* relatives aux comptes et à la vérification.
- 3) Si l'*entrepreneur* fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le *Canada* peut soit retirer à l'*entrepreneur* les *travaux* qui lui ont été confiés conformément aux dispositions du *contrat*, soit recouvrer auprès de l'*entrepreneur*, par une réduction du *montant du contrat* ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
- 4) Dans la présente clause, le terme :
 - a) « honoraires conditionnels » désigne tout paiement ou toute autre forme de rémunération qui dépend du degré de succès lié à l'obtention d'un contrat du gouvernement ou à la négociation d'une partie ou de la totalité des modalités, ou qui est calculé en fonction de ce degré de succès;
 - b) « employé » désigne une personne avec qui l'*entrepreneur* a une relation employeur-employé;
 - c) « personne » désigne une personne, un groupe de personnes, une société par actions, une société de personnes, une organisation, une association ou, sans limiter la portée générale de ce qui précède, toute personne qui est tenue de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4^e suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

CG1.15 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS

- 1) Le contrat fait état de la totalité de la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure, écrite ou verbale, s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat. Seuls les engagements, conditions, déclarations et modalités qui figurent au contrat lient les parties.
- 2) Le défaut de l'une ou l'autre des parties d'exiger, à quelque moment que ce soit, que l'autre partie se conforme à une disposition du contrat ne doit pas avoir pour effet d'empêcher qu'elle puisse exiger le respect de cette disposition ultérieurement. De même, la renonciation par l'une ou l'autre des parties à exercer un recours relativement au manquement à un engagement, à une modalité ou à une condition du contrat par l'autre partie ne doit pas être réputée constituer une renonciation à exercer un recours relativement à un autre manquement au même engagement, à la même modalité ou à la même condition.
- 3) Le *contrat* peut être modifié uniquement selon les modalités du contrat.

CG1.16 TRAVAILLEURS INAPTES

- 1) Le Canada doit demander à l'*entrepreneur* d'enjoindre toute personne employée par celui-ci dans le cadre de l'exécution du contrat qui, de l'avis du Canada, est incompétente ou s'est conduite de façon inappropriée, de quitter les lieux des travaux et de ne plus y revenir.

CG1.17 CESSIION

- 1) Le *contrat* ne peut ni en partie ni en totalité être cédé par l'*entrepreneur* sans le consentement écrit du *Canada*.
- 2) La cession du contrat sans le consentement précité ne libère l'*entrepreneur* ou le cessionnaire d'aucune des obligations que lui impose le contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

CG1.18 DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. Définitions

« Renseignements de base » : ensemble des résultats techniques qui ne sont pas originaux et qui constituent des renseignements exclusifs ou confidentiels pour l'*entrepreneur* ou ses sous-traitants, ou

encore pour toute autre entité à laquelle l'entrepreneur fait appel dans l'exécution des services de conception.

« Renseignements originaux » : toute invention d'abord conçue, développée ou mise en pratique dans le cadre des services de conception et tous les autres résultats techniques conçus, développés, produits ou mis en œuvre dans le cadre de ces services.

« Droits de propriété intellectuelle » : tous les droits de propriété intellectuelle reconnus par la loi, y compris le droit de propriété intellectuelle protégé par les lois (par exemple le droit d'auteur, les brevets, la conception industrielle ou la topographie des circuits intégrés) ou découlant de la protection de l'information à titre de secret de commerce ou d'information confidentielle.

« Invention » : tout art, processus, machine, procédé de fabrication ou matière de composition nouveau et utile, ou encore toutes les améliorations nouvelles et utiles apportées à tout art, processus, machine, procédé de fabrication ou matière de composition, brevetable ou non; sans limiter la portée générale de ce qui précède, ce terme comprend les systèmes uniques de conception et de construction.

« Résultats techniques » : (i) toute l'information à caractère scientifique, technique ou artistique relativement aux services de conception, présentée de vive voix ou enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit et assujettie ou non à du droit d'auteur, y compris, sans nécessairement s'y limiter, les inventions, travaux de conception, méthodes, rapports, photographies, maquettes, relevés, dessins et caractéristiques élaborées pour le projet; (ii) les imprimés informatiques, notes de conception, calculs, fichiers de CDAO (conception et dessin assistés par ordinateur) et autres données, renseignements et documents préparés, calculés, dessinés ou produits dans le cadre du projet; (iii) les guides de fonctionnement et d'entretien préparés ou réunis pour le projet; (iv) tous les immeubles, ouvrages bâtis, structures et installations aménagés dans le cadre du projet. Les résultats techniques ne comprennent pas les données se rapportant à l'administration du contrat par le Canada ou l'entrepreneur, par exemple les renseignements financiers ou gestionnels internes, sauf s'il s'agit d'un document à présenter en vertu des conditions de l'entente.

2. Désignation et divulgation de tous renseignements originaux

L'entrepreneur doit :

- a) rendre compte rapidement et divulguer intégralement au Canada tous les renseignements originaux pouvant constituer des inventions; en plus de lui rendre compte et de lui divulguer intégralement tous les autres renseignements originaux au plus tard à la date de la fin des services de conception ou à toute autre date antérieure que le Canada ou le contrat pourrait exiger;
- b) préciser, pour chaque renseignement divulgué visé en a) ci-dessus, les noms de tous les sous-traitants ou sous-experts conseils à tous les niveaux, le cas échéant, auxquels les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux sont ou seront dévolus.

Avant et après le paiement final des comptes de l'entrepreneur, le Canada aura le droit d'examiner tous les dossiers et toutes les données justificatives de l'entrepreneur qu'il jugera raisonnablement pertinents pour la désignation de renseignements originaux.

3. Droits de propriété intellectuelle dévolus à l'entrepreneur

Sous réserve des paragraphes 10 et 11 et des dispositions de la clause CG1.10 (Sécurité nationale), et sans modifier les droits de propriété intellectuelle ou les intérêts visés par les présentes et existant avant la conclusion de l'entente, ou encore se rapportant à des renseignements ou à des données fournis par le Canada pour l'application de cette entente, tous les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux seront, dès qu'ils existeront, dévolus à l'entrepreneur, qui en restera propriétaire.

4. Droits de propriété sur les biens et les services à fournir

Sans égard aux droits de propriété intellectuelle appartenant à l'entrepreneur sur tous les renseignements originaux constituant un prototype, un ouvrage bâti, un immeuble, une structure, une installation, une maquette ou un système ou un bien d'équipement sur mesure ou personnalisé, de même que sur les manuels connexes et sur les autres documents et outils de fonctionnement et d'entretien, le Canada aura des droits illimités sur la propriété de ces biens et services, y compris le droit de les mettre à la disposition du grand public, moyennant des frais ou autrement, et le droit de les vendre.

5. Licence sur les renseignements originaux

Sans limiter la portée de toutes les licences implicites qui pourraient normalement revenir au Canada et pour tenir compte de la participation de ce dernier au coût du développement des renseignements originaux, l'entrepreneur lui concède par les présentes une licence non exclusive, permanente, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour l'exercice de tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dévolus à l'entrepreneur conformément au paragraphe 3, pour :

- a) le développement, la modification ou le perfectionnement continu de toute partie du projet construit ou mis en œuvre, y compris l'achat des matériaux et des composants à cette fin;
- b) le développement, la modification (y compris les éléments ajoutés ou supprimés), l'achèvement, la traduction ou la mise en œuvre continus des renseignements originaux et de tous les éléments qui y sont ajoutés selon les exigences du Canada pour l'achèvement, l'utilisation et l'évolution ultérieure du projet;
- c) l'utilisation, l'occupation, le fonctionnement, l'exploitation, l'entretien, la réparation ou la restauration du projet construit, mis en œuvre ou modifié par la suite, y compris l'achat des matériaux et des composants de rechange nécessaires à cette fin;
- d) la publication et la transmission de reproductions du projet ou de toute partie de ce projet sous la forme de peintures, de dessins, de gravures, de photographies ou d'ouvrages cinématographiques, à l'intention du grand public, sur support imprimé ou électronique ou par d'autres moyens, à l'exception des copies de dessins ou de plans d'architecture.

6. Licence sur les renseignements originaux pour d'autres projets

L'entrepreneur concède par les présentes au Canada une licence non exclusive, permanente, mondiale et irrévocable qui lui permettra d'exercer tous les droits de propriété intellectuelle dévolus à l'entrepreneur conformément au paragraphe 3, pour la planification, la conception, la construction ou la mise en œuvre d'un projet distinct du projet visé, de même que pour toutes les fins exprimées au paragraphe 5 en ce qui a trait à cet autre projet. Dans l'éventualité où le Canada exerce ces droits de propriété intellectuelle dans le cadre d'un autre projet, et à la condition qu'il n'ait pas déjà de droits équivalents dans le cadre d'un contrat antérieur ou autrement, ce dernier s'engage à verser à l'entrepreneur une indemnité raisonnable, calculée conformément à la pratique actuelle dans l'industrie et tenant compte de la participation du Canada au coût du développement des renseignements originaux. L'entrepreneur devra s'assurer que dans la vente, la cession, le transfert ou la concession sous licence des droits de propriété intellectuelle qui lui sont dévolus en vertu de ce contrat, l'acheteur, le cessionnaire, le bénéficiaire du transfert ou le titulaire de la licence s'engage à respecter les clauses de cet article et à accepter de verser une indemnité raisonnable selon les modalités définies dans les présentes. L'entrepreneur devra aussi s'assurer que cet acheteur, ce cessionnaire, ce bénéficiaire ou ce titulaire des droits de propriété intellectuelle est obligé d'imposer les mêmes obligations aux autres acheteurs, cessionnaires, bénéficiaires ou titulaires par la suite.

7. Licence pour les renseignements de base

Sans limiter toute licence implicite qui pourrait normalement revenir au Canada, l'entrepreneur concède par les présentes à ce dernier une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement

acquittée et sans redevance pour exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires à l'exécution des travaux, selon le cas :

- a) pour les fins visées dans les paragraphes 5 et 6;
- b) pour la divulgation de l'information à tout entrepreneur auquel fait appel le Canada ou au soumissionnaire pour un tel contrat, et à utiliser uniquement pour une des fins exprimées dans les paragraphes 5 et 6. L'entrepreneur s'engage à mettre à la disposition du Canada, sur demande, ces renseignements de base.

8. Droit du Canada de divulguer et de concéder sous licence

L'entrepreneur reconnaît que le Canada pourra éventuellement attribuer des contrats, dans le cadre d'un processus de mise en concurrence, pour l'une des fins définies dans les paragraphes 5, 6 et 7. Il est entendu avec l'entrepreneur que la licence du Canada en ce qui a trait aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base comprend le droit de divulguer ces renseignements aux soumissionnaires pour ces contrats et de les concéder sous licence ou d'autoriser les entrepreneurs ou les experts-conseils auxquels le Canada fait appel pour exécuter ces contrats à les utiliser.

9. Droit de l'entrepreneur de concéder des licences

- a) L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a obtenu ou qu'il obtiendra sans tarder le droit de concéder au Canada une licence lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base conformément aux exigences de l'entente;
- b) Dans les cas où les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux ou les renseignements de base appartiennent à un concepteur, l'entrepreneur devra se faire délivrer, par ce concepteur, une licence lui permettant de respecter les paragraphes 5, 6 et 7 ou devra prendre des dispositions pour que ce concepteur transfère directement au Canada les mêmes droits, en signant le formulaire prévu à cette fin par le Canada, au plus tard à la date à laquelle ces renseignements originaux et ces renseignements de base sont divulgués au Canada.

10. Secrets de commerce et information confidentielle

L'entrepreneur ne devra pas utiliser ni intégrer de secrets de commerce ou d'information confidentielle dans les renseignements originaux ou les renseignements de base utilisés ou créés dans l'exécution de ce contrat.

11. Information fournie par le Canada

- a) Dans les cas où les services de conception consistent à préparer une compilation à partir de l'information fournie par le Canada, les droits de propriété intellectuelle dévolus en vertu du paragraphe 3 seront restreints aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent être exploités sans qu'on se serve de l'information fournie par le Canada. Tous les droits de propriété intellectuelle sur des compilations dont les renseignements originaux ne peuvent pas être exploités sans qu'on se serve de l'information fournie par le Canada reviendront à ce dernier. Il est entendu avec l'entrepreneur qu'il ne devra pas utiliser ni divulguer d'information fournie par le Canada pour d'autres fins que l'exécution des travaux. L'entrepreneur devra respecter le caractère confidentiel de cette information. Sauf disposition contraire stipulée expressément dans le présent contrat, l'entrepreneur remet, à l'achèvement des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du contrat ou à tout autre moment antérieur déterminé par le Canada, tous ces renseignements ainsi que tous les documents de travail, copies, ébauches et notes dans lesquels figurent ces renseignements.
- b) Si l'entrepreneur souhaite utiliser l'information fournie par le Canada dans le cadre du contrat pour l'exploitation commerciale ou de développement continu des renseignements originaux, il pourra

demander par écrit au Canada une licence lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle nécessaires sur l'information fournie par le Canada. L'entrepreneur expliquera au Canada les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Si le Canada est d'accord pour concéder cette licence, elle le sera selon des clauses à négocier entre les parties, y compris le paiement d'une indemnité au Canada.

12. Transfert des droits de propriété intellectuelle

- a) Si le Canada reprend, en totalité ou en partie, les travaux confiés à l'entrepreneur conformément à la clause CG 7 des Conditions générales ou que l'entrepreneur ne divulgue pas les renseignements originaux conformément au paragraphe 2, le Canada pourra, en lui donnant un préavis raisonnable, l'obliger à divulguer tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux non fournis. Les droits de propriété intellectuelle à transférer devront comprendre les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui ont été ou qui seront dévolus à un concepteur. Dans le cas des droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux qui ont été vendus ou cédés à une partie distincte d'un concepteur, l'entrepreneur ne sera pas obligé de transférer lesdits droits au Canada, mais devra lui verser sur demande une somme égale à la contrepartie touchée par l'entrepreneur au titre de la vente ou de la cession des droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux ou, dans les cas où la vente ou la cession n'a pas été conclue sans lien de dépendance, la juste valeur marchande des droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux, dans chaque cas, y compris la valeur des redevances ou des droits de licence à venir.
- b) Dans l'éventualité où le Canada lui adresse le préavis visé à l'alinéa a), l'entrepreneur devra, à ses frais et sans tarder, signer les actes de transfert ou les autres documents se rapportant au titre de propriété sur les droits de propriété intellectuelle que le Canada pourra exiger et devra, aux frais du Canada, apporter au Canada toute l'aide raisonnable dans la préparation des demandes et dans l'exécution en justice de toutes les demandes de droits de propriété intellectuelle ou de tout enregistrement de ces droits dans toute province ou dans tout territoire, y compris, sans nécessairement s'y limiter, l'aide de l'inventeur, dans le cas des inventions.
- c) Tant que l'entrepreneur n'aura pas fini les travaux et qu'il n'aura pas divulgué tous les renseignements originaux conformément au paragraphe 2, et sous réserve des dispositions de la clause CG1.10 (Sécurité nationale), l'entrepreneur ne devra pas, sans l'autorisation écrite préalable du Canada, vendre, céder, ni transférer autrement le titre sur les droits de propriété intellectuelle relatifs à ces renseignements originaux, ni concéder sous licence les droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux à qui que ce soit, ni l'autoriser autrement à utiliser ces droits.
- d) Dans la vente, la cession, le transfert ou la concession sous licence des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux par l'entrepreneur, sauf la vente ou la concession sous licence de ces droits pour l'utilisation finale d'un produit à partir des renseignements originaux, l'entrepreneur devra imposer à l'autre partie la totalité de ces obligations envers le Canada relativement aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et toutes les restrictions exprimées dans le contrat quant à l'utilisation ou à la cession des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (et, le cas échéant, sur les renseignements originaux eux-mêmes), y compris l'obligation d'imposer les mêmes obligations et restrictions à tous les cessionnaires, titulaires de licence ou bénéficiaires de transfert par la suite. L'entrepreneur devra faire connaître rapidement au Canada le nom, l'adresse et les autres renseignements pertinents se rapportant à des cessionnaires, à des titulaires de licence ou à des bénéficiaires de transfert.

CG2 ADMINISTRATION DU CONTRAT

CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

- 1) Le Canada doit désigner un représentant du Ministère et doit aviser l'entrepreneur du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone du représentant du Ministère.
- 2) Le représentant du Ministère doit exercer les tâches et les fonctions du Canada en vertu du contrat.

-
- 3) Le représentant du Ministère est autorisé à adresser des avis, des instructions et des directives à l'entrepreneur et à accepter au nom du Canada tout avis ou ordre, ou toute autre communication de l'entrepreneur relativement aux travaux.
 - 4) Le représentant du Ministère doit, dans un délai raisonnable, examiner les documents déposés par l'entrepreneur et leur donner suite, conformément aux exigences du contrat.

CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT

- 1) Dans l'éventualité où, avant la délivrance du certificat d'achèvement par le Canada, les parties soulèvent des questions concernant le respect du contrat, les mesures que l'entrepreneur doit adopter en vertu du contrat et, en particulier, sans limiter la portée générale de ce qui précède :
 - a) la signification de quoi que ce soit dans le Guide de projet;
 - b) l'interprétation du Guide de projet en cas d'erreur, d'omission, d'ambiguïté ou de divergence dans leur texte ou leur intention;
 - c) le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou à la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - d) la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'entrepreneur utilise et fournit pour l'exécution des travaux et du contrat afin d'assurer l'exécution des travaux conformément au contrat et l'exécution du contrat conformément à ses modalités;
 - e) la quantité de tout genre de travaux exécutés par l'entrepreneur;
 - f) le calendrier des différentes phases d'exécution des travaux indiqué dans le contrat; la question doit être tranchée par le Canada, sous réserve des dispositions de la clause CG8 (Règlement des différends).
- 2) L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux décisions adoptées par le Canada en vertu du paragraphe 1 de la clause CG2.2 et conformément à toute directive du Canada qui en découle.
- 3) Si l'entrepreneur ne respecte pas les instructions ou les directives données par le Canada conformément au contrat, le Canada peut recourir aux méthodes qu'il juge pertinentes pour exécuter ce que l'entrepreneur a omis d'exécuter, et l'entrepreneur doit, sur demande, verser au Canada une somme égale à l'ensemble des coûts, des frais et des dommages engagés ou subis par le Canada en raison du défaut de l'entrepreneur de respecter ces instructions ou ces directives, y compris les frais découlant des méthodes employées par le Canada pour corriger les omissions de l'entrepreneur.

CG2.3 AVIS

- 1) Sous réserve du paragraphe 3 de la clause CG2.3, tout avis ou ordre, ou toute autre communication, peut être donné de quelque manière que ce soit et, s'il doit l'être par écrit, être adressé au destinataire, à l'adresse indiquée dans le contrat ou à la dernière adresse en provenance de laquelle l'expéditeur a reçu un avis écrit en application du présent paragraphe.
- 2) Tout avis ou ordre, ou toute autre communication, donné conformément au paragraphe 1 de la clause CG2.3 doit être réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties :
 - a) le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement;
 - b) le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste;
 - c) dans les vingt-quatre (24) heures suivant sa transmission, s'il a été envoyé par télécopieur ou courrier électronique.
3. Un avis donné en vertu des clauses CG7.1 (Travaux retirés à l'entrepreneur), CG7.2 (Suspension des travaux) et CG7.3 (Résiliation du contrat) doit l'être par écrit et, s'il est donné en mains propres, il doit être remis à l'entrepreneur, s'il s'agit d'une entreprise individuelle, ou à un dirigeant de l'entrepreneur, s'il s'agit d'une société de personnes ou d'une société par actions.

CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER

-
- 1) De concert avec le Canada, l'entrepreneur doit organiser des réunions de chantier à intervalles réguliers avec toutes les parties concernées qui doivent y participer afin d'assurer, entre autres, la bonne coordination des travaux.

CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada doit examiner les travaux pour déterminer s'ils se déroulent conformément au contrat et pour enregistrer les données nécessaires afin de calculer la valeur des travaux exécutés. Il doit également mesurer et enregistrer les quantités de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux utilisés ou fournis par l'entrepreneur durant l'exécution des travaux ou dans toute partie des travaux assujettis à une entente à prix unitaire, et doit faire connaître sur demande à l'entrepreneur le résultat de ces calculs, en plus de permettre à l'entrepreneur d'inspecter tous les registres s'y rapportant.
- 2) Le Canada doit rejeter les travaux ou les matériaux qui, à son avis, ne respectent pas les exigences du contrat, et doit exiger l'inspection ou la mise à l'essai des travaux, que ces travaux soient fabriqués, installés ou achevés ou non. Si ces travaux ne sont pas conformes à ces exigences, l'entrepreneur doit les corriger et verser au Canada, sur demande, l'ensemble des coûts et des dépenses raisonnables engagés par le Canada pour faire effectuer cet examen.
- 3) L'entrepreneur doit permettre au Canada d'avoir accès aux travaux et à leur emplacement en tout temps, et doit toujours prévoir des installations suffisantes, sécuritaires et adéquates pour permettre à des personnes autorisées par le Canada et à des représentants des autorités compétentes d'examiner et d'inspecter les travaux. Si des parties des travaux sont en préparation ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, le Canada doit avoir accès aux dits travaux pendant tout leur déroulement.
- 4) L'entrepreneur doit fournir au Canada les renseignements relatifs à l'exécution du contrat que le Canada peut exiger, et doit apporter toute l'aide possible en vue de permettre au Canada de s'assurer que les travaux sont exécutés conformément au contrat, d'accomplir toutes ses autres tâches et d'exercer tous les pouvoirs conformément au contrat.
- 5) Si, en vertu du contrat ou des directives du Canada ou en vertu des lois ou des ordonnances en vigueur à l'emplacement des travaux, les travaux doivent faire l'objet d'essais, d'inspections ou d'approbations, l'entrepreneur doit, dans un délai raisonnable, aviser le Canada de la date à laquelle les travaux seront prêts à être examinés et inspectés. Il appartient à l'entrepreneur d'organiser les inspections, les essais ou les approbations et d'envoyer au Canada un préavis raisonnable de l'heure et de la date auxquelles ils auront lieu.
- 6) Si des travaux qui doivent faire l'objet d'essais, d'inspections ou d'approbations sont recouverts par l'entrepreneur ou que ce dernier permet qu'ils soient ainsi recouverts avant que lesdits essais et lesdites inspections ou approbations soient réalisées, il doit, à la demande du Canada, découvrir ces travaux, veiller à ce que les inspections, les essais ou les approbations soient exécutés ou donnés d'une manière satisfaisante, et recouvrir ou faire recouvrir de nouveau les travaux à ses frais.

CG2.6 SURINTENDANT

- 1) Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit désigner un surintendant et transmettre au Canada le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de cette personne. L'entrepreneur doit affecter le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement de ceux-ci.
- 2) Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux et est autorisé à accepter, au nom de l'entrepreneur, les avis, les ordres ou les autres communications qui lui sont donnés ou qui sont donnés à l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 3) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante, et doit désigner aussitôt un autre surintendant acceptable pour le Canada.
- 4) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de publier les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable pour le Canada l'ait remplacé.

CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE

1) Pour l'application de la présente clause, le terme « personnes » désigne l'entrepreneur, ses sous-traitants et ses fournisseurs à tous les échelons, ainsi que leurs employés, leurs mandataires, leurs détenteurs de licence ou leurs invités et toutes les autres personnes participant à l'exécution des travaux ou ayant accès au chantier. Ce terme désigne également les sociétés de personnes, les entreprises individuelles, les cabinets, les coentreprises, les consortiums et les sociétés par actions.

2) Sans limiter les dispositions du paragraphe 3 de la clause CG2.6 (Surintendant), l'entrepreneur ne doit pas refuser d'employer une personne ou d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison :

- a) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil de cette personne;
- b) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil d'une personne ayant un rapport avec la personne en question ou étant associée à celle-ci;
- c) du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou du fait qu'une plainte a été portée ou que des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux alinéas 2a) et 2b) de la clause CG2.7.

3) L'entrepreneur doit s'assurer que dans les deux jours ouvrables suivant immédiatement la réception d'une plainte écrite alléguant qu'on a contrevenu au paragraphe 2 de la clause CG2.7, il :

- a) fait parvenir une directive écrite aux personnes désignées par le plaignant pour leur demander de mettre fin à toutes les activités justifiant la plainte;
- b) transmet au Canada, par courrier recommandé ou par service de messagerie, une copie de la plainte;
- c) lorsque les conditions de travail s'appliquent selon les circonstances de la plainte, transmet une copie de la plainte au Programme du travail de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC), à l'attention du directeur compétent, selon les modalités exposées dans les conditions de travail. (On entend par « Programme du travail de RHDCC » la division du travail du ministère fédéral des Ressources humaines et du Développement des compétences.)

4) Dans les 24 heures suivant immédiatement la réception d'une directive du Canada à cette fin, l'entrepreneur doit retirer des travaux prévus au contrat et de leur emplacement toute personne qui, selon le Canada, contrevient aux dispositions du paragraphe 2 de la clause CG2.7.

5) Au plus tard 30 jours suivant la réception de la directive visée au paragraphe 4 de la clause CG2.7, l'entrepreneur doit commencer à prendre les mesures nécessaires pour corriger l'infraction décrite dans cette directive.

6) Si une directive est émise conformément au paragraphe 4 de la clause CG2.7, le Canada peut, selon le cas, retenir, à même les fonds à verser à l'entrepreneur, une somme représentant le total des coûts et du paiement visés au paragraphe 8 de la clause CG2.7, ou exercer compensation conformément à la clause CG5.10 (Droit de compensation).

7) Si l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions du paragraphe 5 de la clause CG2.7, le Canada doit prendre les mesures nécessaires pour faire corriger l'infraction et calculer tous les coûts supplémentaires engagés à ce titre par le Canada.

8) Le Canada peut dédommager directement le plaignant à même les sommes à verser à l'entrepreneur après avoir reçu, de la part du plaignant :

- a) une sentence arbitrale rendue conformément à la *Loi sur l'arbitrage commercial* L.R. 1985, ch. 17 (2^e supplément);
- b) une décision arbitrale écrite rendue conformément à la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, L.R.C. (1985), ch. H-6;

-
- c) une décision arbitrale écrite rendue conformément aux lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne;
 - d) un jugement prononcé par un tribunal compétent.

9) Si le Canada est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à l'une des dispositions de la présente clause, il peut retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui ont été confiés, conformément à la clause CG7.1 (Travaux retirés à l'entrepreneur).

10) Sous réserve du paragraphe 7 de la clause CG3.6 (Sous-traitance), l'entrepreneur doit s'assurer que les dispositions de la présente clause sont reproduites dans toutes les conventions et dans tous les contrats conclus dans le cadre des travaux.

CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

1) L'entrepreneur doit, en plus de répondre aux exigences énoncées au paragraphe 6 de la clause CG3.4 (Exécution des travaux), tenir des registres complets des coûts estimatifs et réels des travaux, y compris l'ensemble des appels d'offres, des offres de prix, des contrats, des correspondances, des factures, des reçus et des pièces justificatives s'y rapportant, et doit mettre ceux-ci à la disposition du Canada et du sous receveur général du Canada ou des personnes appelées à intervenir en leur nom sur demande aux fins de vérification et d'inspection.

2) L'entrepreneur doit permettre à toutes les personnes visées au paragraphe 1 de la clause CG2.8 de tirer des copies et de prélever des extraits des registres et des documents, et doit fournir à ces personnes ou à ces entités l'information dont elles pourraient avoir besoin périodiquement eu égard à ces registres et à ces documents.

3) L'entrepreneur doit s'assurer que les registres restent intacts jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date à laquelle le certificat d'achèvement a été délivré ou jusqu'à l'expiration de tout autre délai que le Canada peut fixer.

4) L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants à tous les échelons et toutes les autres personnes qu'il contrôle directement ou indirectement ou qui lui sont affiliées, de même que toutes les personnes le contrôlant directement ou indirectement, à respecter les exigences de la présente clause au même titre que lui.

CG3 EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX

CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT

- 1) L'*entrepreneur* doit :
- a) préparer un calendrier d'avancement et le présenter au *Canada* avant de déposer sa première demande de paiement progressif, conformément aux exigences précisées dans le contrat;
 - b) surveiller l'état d'avancement des *travaux* par rapport à ce calendrier et le mettre à jour conformément aux modalités des documents contractuels;
 - c) faire connaître au *Canada* toutes les révisions à apporter au calendrier en raison d'une prolongation du délai d'exécution du *contrat* qui a été approuvée par le *Canada*;
 - d) préparer la mise à jour de tout calendrier indiquant clairement les délais détaillés acceptables pour le *Canada* en ce qui concerne l'exécution des travaux non finis et la correction de toutes les déficiences énumérées au moment de la délivrance du *certificat d'achèvement substantiel*, et présenter cette mise à jour au *Canada*.

CG3.2 CONCEPTION DU PROJET ET RÔLE DU CONCEPTEUR

-
- 1) L'*entrepreneur* doit signaler rapidement au *Canada* toute erreur, divergence ou omission qu'il peut constater en examinant les documents contractuels fournis par celui-ci. L'*entrepreneur* n'assume aucune responsabilité envers le *Canada* relativement à l'exactitude de l'examen. L'*entrepreneur* ne doit pas être tenu responsable des dommages ou des coûts résultant des erreurs, des divergences ou des omissions qu'il n'a pas relevées dans les documents contractuels préparés par le *Canada* ou en son nom.
 - 2) L'*entrepreneur* doit assurer les services des architectes, des ingénieurs et de tout autre expert conseil requis pour fournir les *services de conception* que doit exécuter le *concepteur* en vertu du *contrat*.
 - 3) L'*entrepreneur* doit fournir tous les services d'architecture, d'ingénierie structurale, d'électrotechnique, de génie mécanique et tous les autres services d'ingénierie nécessaires, et doit terminer la conception des *travaux* et préparer les *documents de construction* en vue de permettre la *construction* et l'achèvement des *travaux*, conformément au *contrat*.
 - 4) L'*entrepreneur* doit assurer la coordination nécessaire pour intégrer toutes les parties des *services de conception*, et doit examiner, avec le *Canada*, des méthodes de rechange raisonnables pour achever la conception des *travaux*.
 - 5) Pendant l'avancement des *travaux*, l'*entrepreneur* doit fournir au *Canada* les documents d'avant-projet et d'autres soumissions en vue de la *demande de propositions*, de la *proposition* et de toute qualification dans la *proposition* expressément acceptée par le *Canada*, conformément à celles-ci. Les documents et les soumissions doivent être présentés aux fins d'examen et d'acceptation, selon un ordre prédéterminé et suffisamment à l'avance pour ne causer aucun retard dans les *travaux*.
 - 6) Le *Canada* doit examiner rapidement tous les documents et toutes les soumissions visés au paragraphe 5 en vue de déterminer leur conformité avec la *proposition* et la *demande de propositions*. Il est entendu et convenu que le *Canada* peut exiger de l'*entrepreneur*, sans frais supplémentaires pour le *Canada*, qu'il apporte des modifications en vue de garantir que les *travaux* sont achevés conformément au *contrat*.
 - 7) Le *Canada* peut donner des instructions supplémentaires à l'*entrepreneur* au moyen de plans, de dessins ou autrement, comme il le juge nécessaire pour l'exécution des *travaux*. Ces instructions supplémentaires doivent être conformes au *contrat*. L'*entrepreneur* doit exécuter les *travaux* conformément aux instructions supplémentaires. Il ne doit exécuter aucun de ces travaux sans ces instructions supplémentaires. En donnant des instructions supplémentaires, le *Canada* peut apporter des modifications mineures aux *travaux*, qui ne sont pas en contradiction avec le *contrat*, et pour lesquelles l'*entrepreneur* ne pourra réclamer aucune rémunération supplémentaire du *Canada*.
 - 8) Selon les documents d'avant-projets et les autres soumissions acceptés, l'*entrepreneur* doit fournir au *Canada* les plans, les dessins et les devis décrivant en détail les exigences relatives à la phase de *construction* des *travaux*. Une fois examinés, acceptés et signés par le *Canada* et l'*entrepreneur*, les plans, les dessins et les devis deviennent les *documents de construction* aux fins du *contrat* et font partie des documents contractuels.
 - 9) L'*entrepreneur* doit demander au *concepteur* :
 - a) d'examiner la conception, au besoin, avec les autorités publiques compétentes afin de demander et d'obtenir les consentements, les approbations, les licences et les permis visés à la clause CG1.8 (LOIS, PERMIS ET TAXES);
 - b) de façon continue, de fournir toutes les assurances requises à ces autorités concernant la conformité des *travaux* avec la conception approuvée pour la délivrance de tout permis de construction;
 - c) d'examiner les *travaux* à des intervalles qui correspondent à l'avancement des travaux de *construction* en vue de déterminer et de vérifier si les *travaux* progressent conformément au *contrat*;

-
- d) d'estimer et d'attester les sommes dues à l'*entrepreneur*, de temps à autre, conformément aux dispositions de la clause CG5 (MODALITÉS DE PAIEMENT), et de fournir ces estimations par écrit au *représentant du Ministère*;
 - e) d'examiner les *travaux* avant la délivrance du *certificat d'achèvement substantiel* et de fournir au *Canada* une déclaration écrite décrivant les parties des *travaux* qui, selon l'opinion professionnelle du *concepteur*, sont réalisées conformément au contrat et comprenant une liste des parties des *travaux* qui, selon l'opinion professionnelle du concepteur, ne sont pas réalisées conformément au contrat;
 - f) d'examiner les *travaux* avant la délivrance du *certificat d'achèvement* et de fournir au *Canada* :
 - (i) une déclaration écrite attestant l'intégralité des *travaux*,
 - (ii) un certificat de mesure des quantités définitives des *travaux*, si ces *travaux* ou une partie des *travaux* sont assujettis à une *entente à prix unitaire*.

CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER

- 1) Sous réserve de la clause CG3.7 (Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs), l'*entrepreneur* est seul responsable de la sécurité sur le chantier. Il doit adopter, appliquer et surveiller toutes les mesures de précaution et tous les programmes de sécurité relativement à l'exécution des travaux. En cas d'urgence, l'*entrepreneur* doit soit arrêter les travaux, soit apporter des modifications, soit ordonner des travaux supplémentaires afin de s'assurer de la sécurité de la vie ainsi que de la protection des travaux et des biens avoisinants.
- 2) Avant le début des travaux, l'*entrepreneur* doit faire connaître aux administrations compétentes dans la sécurité du chantier la date prévue pour le début des travaux et leur fournir tous les renseignements supplémentaires qu'elles pourraient exiger.

CG3.4 EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 1) L'*entrepreneur* reconnaît et convient que les renseignements contenus dans la *demande de propositions* en ce qui concerne les conditions du sol à l'emplacement des *travaux* ne lui ont été fournis qu'à titre informatif et qu'il est tenu d'effectuer ses propres études géotechniques pour déterminer les conditions du sol et obtenir d'autres renseignements nécessaires aux fins de la conception des fondations ou des méthodes de construction. L'*entrepreneur* ne doit pas demander d'indemnisation supplémentaire et ne doit pas présenter une réclamation au *Canada* en raison de l'écart entre les conditions du sol réelles constatées par l'*entrepreneur* à l'emplacement des *travaux* et les renseignements sur les conditions du sol contenus dans la *demande de propositions*.
- 2) L'*entrepreneur* doit fournir à ses frais les services professionnels, les *services de conception*, la main-d'œuvre, l'*outillage*, les *matériaux*, les outils, la machinerie et l'équipement de construction, l'eau, le chauffage, l'éclairage, l'électricité, le transport, et les autres services et installations nécessaires pour l'exécution des *travaux* conformément au *contrat*.
- 3) Sous réserve du paragraphe 4, l'*entrepreneur* doit avoir la surveillance, la garde et le contrôle complet des *travaux* et doit les superviser afin de garantir leur conformité avec le contrat. L'*entrepreneur* est responsable des moyens, des méthodes, des techniques, des étapes et des procédures de construction, ainsi que de la coordination des diverses parties des *travaux*. Il doit également veiller à ce que toutes les mesures de précaution et de protection requises sont prises durant l'exécution des *travaux*. En cas d'urgence, l'*entrepreneur* doit soit arrêter les *travaux*, soit apporter des modifications, soit ordonner des travaux supplémentaires afin d'assurer la sécurité des travailleurs ainsi que la protection des *travaux* et des biens avoisinants.
- 4) L'*entrepreneur* doit apporter les modifications appropriées aux méthodes, à l'*outillage* ou à la main-d'œuvre chaque fois que le *Canada* le demande par écrit parce qu'il juge que les activités de l'*entrepreneur* sont

dangereuses ou qu'elles ont un effet détériorant sur les *travaux*, les installations existantes ou l'environnement ou encore portent atteinte à la sécurité des personnes à l'emplacement des travaux.

- 5) L'*entrepreneur* est le seul responsable de la conception, de la construction, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement de structures ou d'installations temporaires ainsi que des méthodes de construction nécessaires à leur utilisation. L'*entrepreneur* doit embaucher et payer des ingénieurs compétents pour exécuter ces fonctions lorsque la loi ou le contrat l'oblige, et dans tous les cas où la nature des installations temporaires et des méthodes de construction exigent que des ingénieurs compétents exécutent les travaux afin d'assurer la sécurité et l'atteinte de résultats satisfaisants.
- 6) L'*entrepreneur* doit conserver, à l'emplacement des *travaux*, au moins une copie des documents contractuels courants, des propositions, des rapports et des comptes rendus de réunion. Ces documents doivent être en ordre et mis à la disposition du *Canada*.
- 7) Sauf en ce qui concerne toute partie des travaux qui doit être nécessairement exécutée ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, l'*entrepreneur* doit conformer l'outillage, l'entreposage des matériaux et les activités des employés aux lois, règlements, permis et aux documents contractuels.

CG3.5 MATÉRIAUX

- 1) Sauf indication contraire dans le *contrat*, tous les *matériaux* intégrés dans les *travaux* doivent être neufs.
- 2) Sous réserve du paragraphe 3 ci-après, si un élément des *matériaux* spécifié comme étant réutilisé, remis en état ou recyclé n'est pas disponible, l'*entrepreneur* doit s'adresser au *Canada* pour lui demander l'autorisation de le remplacer par un élément comparable à celui qui est précisé.
- 3) Si de l'avis du *Canada* la demande de substitution d'un matériau réutilisé, remis en état ou recyclé est justifiée et que le matériau de remplacement est de qualité et de valeur satisfaisantes par rapport à celui qui est spécifié et est adéquat pour l'usage visé, le *Canada* peut approuver la substitution, sous réserve des conditions suivantes :
 - a) la demande de remplacement doit être adressée par écrit au *Canada* et doit être justifiée par des renseignements présentés sous la forme de documentation du fabricant, d'échantillons et d'autres données qui peuvent être exigées par le *Canada*;
 - b) l'*entrepreneur* doit adresser la demande de remplacement de manière à ne pas nuire au calendrier d'avancement du *contrat* et assez longtemps avant la date à laquelle il faut commander les *matériaux*;
 - c) le remplacement des matériaux ne doit être autorisé qu'avec l'approbation écrite préalable du *Canada*, et tous les matériaux de remplacement qui sont fournis ou installés sans cette approbation doivent être enlevés de l'emplacement des travaux aux frais de l'*entrepreneur*; les matériaux précisés doivent être installés sans supplément de coût pour le *Canada*;
 - d) l'*entrepreneur* est responsable de toutes les dépenses supplémentaires engagées par le *Canada*, lui-même ses concepteurs, les sous-traitants et les fournisseurs en raison de l'utilisation de matériaux de remplacement.

CG3.6 SOUS-TRAITANCE

- 1) Sous réserve de la présente clause, l'*entrepreneur* peut sous-traiter une partie quelconque des travaux, mais non l'ensemble de ceux-ci.
- 2) L'*entrepreneur* doit aviser le *Canada* par écrit de son intention de confier des travaux en sous-traitance.
- 3) L'avis dont il est question au paragraphe 2 doit préciser la partie des *travaux* que l'*entrepreneur* a l'intention de confier en sous-traitance et l'identité du *sous-traitant* qu'il a l'intention de retenir.

-
- 4) Le *Canada* peut s'opposer, pour des motifs raisonnables, à la sous-traitance envisagée en avisant par écrit l'*entrepreneur* dans un délai de six (6) jours suivant la réception par le *Canada* de l'avis indiqué au paragraphe 2.
 - 5) L'*entrepreneur* ne doit pas procéder à la sous-traitance envisagée si le *Canada* s'y oppose.
 - 6) L'*entrepreneur* ne doit ni remplacer ni permettre de remplacer un *concepteur*, un *sous-traitant* auquel il aura fait appel conformément à la présente clause ou une personne ou une entité nommée dans sa *proposition* et acceptée par le *Canada* dans le cadre de cette *proposition* sans le consentement écrit du *Canada*.
 - 7) L'*entrepreneur* s'assure que toutes les modalités d'application générale du *contrat* doivent être intégrées dans tous les autres contrats conclus dans le cadre de ce *contrat*, à tous les niveaux, à l'exception des contrats attribués uniquement à des *fournisseurs* pour la fourniture d'*outillage* ou de *matériaux*.
 - 8) Nul contrat de sous-traitance, ou nul consentement du *Canada* à un tel contrat, ne doit être interprété comme relevant l'*entrepreneur* de quelque obligation que ce soit en vertu du *contrat* ou comme imposant quelque responsabilité que ce soit au *Canada*.

CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS

- 1) Le *Canada* se réserve le droit d'affecter, à l'emplacement des travaux, d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans *outillage* et *matériaux*.
- 2) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, le *Canada* doit :
 - a) dans la mesure du possible, conclure des contrats distincts avec les autres entrepreneurs selon des conditions contractuelles compatibles avec les conditions du *contrat*;
 - b) s'assurer que les assurances souscrites par les autres entrepreneurs s'harmonisent avec les assurances souscrites par l'*entrepreneur* en tenant compte de leur incidence sur les *travaux*;
 - c) prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter les conflits de travail ou d'autres différends découlant des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs.
- 3) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, l'*entrepreneur* doit :
 - a) collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations;
 - b) coordonner et programmer les *travaux* en fonction des travaux des autres entrepreneurs et travailleurs;
 - c) participer avec les autres entrepreneurs et travailleurs à l'examen de leur calendrier de construction, lorsqu'on lui demandera de le faire;
 - d) dans les cas où une partie des *travaux* est touchée par les travaux d'autres entrepreneurs ou travailleurs ou dépend de leurs travaux pour sa bonne exécution, signaler rapidement par écrit au *Canada*, avant d'exécuter cette partie des *travaux*, toutes les lacunes apparentes qui y sont relevées. Le défaut de l'*entrepreneur* de s'acquitter de cette obligation aura pour effet d'invalider toutes les réclamations présentées contre le *Canada* en raison des lacunes relevées dans les travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs, sauf celles qui ne peuvent pas l'être raisonnablement;
 - e) lorsqu'en vertu des lois provinciales ou territoriales applicables, l'*entrepreneur* est reconnu comme étant responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail, il doit assumer, conformément aux dites lois, les devoirs découlant de ce rôle.
- 4) Si, lors de la conclusion du *contrat*, l'*entrepreneur* ne pouvait raisonnablement prévoir que d'autres entrepreneurs ou travailleurs seraient affectés à l'emplacement des travaux, et à la condition que l'*entrepreneur* :
 - a) engage des dépenses supplémentaires pour respecter les exigences du paragraphe 3;

-
- b) donne au *Canada* un avis écrit de demande d'indemnités pour ces dépenses supplémentaires dans les 30 jours suivant la date à laquelle les autres entrepreneurs ou travailleurs ont été affectés à l'emplacement des travaux;

le *Canada* doit verser à l'*entrepreneur* les coûts nécessairement engagés pour la main-d'œuvre, l'*outillage* et les *matériaux* supplémentaires, calculés conformément à la clause CG6.4 (CALCUL DU PRIX).

CG3.8 MAIN D'ŒUVRE ET JUSTE SALAIRES

- 1) Les Conditions de travail et l'Échelle des taux de salaire font partie des présentes Conditions générales.
- 2) Compte tenu des impératifs d'économie et de la nécessité d'exécuter avec diligence les *travaux*, l'*entrepreneur* emploie un nombre raisonnable de personnes ayant été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en ont reçu une libération honorable dans la mesure où elles sont disponibles.
- 3) L'*entrepreneur* doit assurer le bon ordre et la discipline parmi ses employés et les travailleurs affectés aux *travaux*, et ne doit pas faire appel, sur le chantier, à des personnes qui ne sont pas compétentes pour les tâches à accomplir.

CG3.9 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA

- 1) Sous réserve du paragraphe 9 de la clause CG1.8 (LOIS, PERMIS ET TAXES), tous les *matériaux*, tout l'*outillage* et tous les droits de l'*entrepreneur* sur l'ensemble des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges qu'il a achetés, utilisés ou consommés dans le cadre des *travaux* de *construction* appartiendront immédiatement au *Canada* pour les besoins des *travaux* après leur achat, leur utilisation ou leur consommation, et continueront d'appartenir au *Canada* :
 - a) dans le cas des *matériaux*, jusqu'à ce que le *Canada* déclare qu'ils ne sont plus requis pour les *travaux*;
 - b) dans le cas de l'*outillage*, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le *Canada* déclare que le droit qui lui a été dévolu en l'espèce n'est plus requis pour les *travaux*.
- 2) Les *matériaux* et l'*outillage* qui appartiennent au *Canada* aux termes du paragraphe 1 ne doivent pas être enlevés de l'emplacement des *travaux* ni être utilisés ou aliénés autrement que pour les besoins des *travaux* sans le consentement écrit du *Canada*.
- 3) Le *Canada* n'est pas responsable de la perte ni de l'endommagement des *matériaux* ou de l'*outillage* dont il est question au paragraphe 1, quelle qu'en soit la cause; cette responsabilité incombe à l'*entrepreneur*, et ce, même si lesdits *matériaux* ou ledit *outillage* appartiennent au *Canada*.

CG3.10 TRAVAUX DÉFECTUEUX

- 1) L'*entrepreneur* doit enlever promptement de l'emplacement des travaux les *ouvrages* mal exécutés qui ont été rejetés par le représentant du Ministère ou par le concepteur, et remplacer ces *ouvrages* ou reprendre leur exécution, qu'ils aient été ou non intégrés dans les travaux et que les défauts soient attribuables ou non à un vice d'exécution, à l'utilisation de *matériaux* défectueux ou à des dommages causés par la négligence, une omission ou un autre acte de l'*entrepreneur*.
- 2) L'*entrepreneur* doit, à ses frais, corriger promptement les autres travaux détruits ou endommagés par l'enlèvement ou le remplacement des travaux susmentionnés.
- 3) Si, de l'avis du *Canada*, il n'est pas pratique de corriger des travaux défectueux ou des travaux non exécutés selon les modalités du contrat, le *Canada* peut déduire de la somme à verser normalement à l'*entrepreneur* une somme équivalente à la différence entre la valeur des travaux exécutés et celle des travaux prévus dans les documents contractuels.

-
- 4) L'omission du Canada de rejeter des travaux ou des matériaux défectueux ne constitue pas pour autant une acceptation de ces travaux ou matériaux.

CG3.11 UTILISATION DES TRAVAUX ET NETTOYAGE DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX

- 1) Il incombe à l'*entrepreneur* d'analyser les conditions à l'emplacement des *travaux* et de choisir les méthodes de conception et de construction appropriées aux fins de l'achèvement satisfaisant des *travaux*.
- 2) Sauf en ce qui concerne toute partie des *travaux* qui doit être nécessairement exécutée ailleurs qu'à l'emplacement des *travaux*, l'*entrepreneur* doit veiller à ce que l'*outillage*, l'entreposage des *matériaux* et les activités des employés soient conformes aux lois, aux ordonnances, aux permis et au contrat.
- 3) L'*entrepreneur* ne doit pas surcharger ou permettre que soit surchargé toute partie des *travaux* ou l'emplacement afin de ne pas porter atteinte à la sécurité des *travaux*.
- 4) L'*entrepreneur* doit veiller à ce que les *travaux* et leur emplacement restent en parfait état de propreté, et à ce qu'il n'y ait pas d'accumulation de rebuts et de débris.
- 5) Avant la délivrance du *certificat d'achèvement substantiel*, l'*entrepreneur* doit enlever les rebuts et les débris, de même que tout l'*outillage* et tous les *matériaux* non requis pour l'exécution du reste des travaux, et, sauf indication contraire dans le contrat, doit faire en sorte que les *travaux* et leur emplacement soient propres et convenables pour l'occupation du *Canada*.
- 6) Avant la délivrance du *certificat d'achèvement*, l'*entrepreneur* doit retirer de l'emplacement de travaux, tout l'*outillage* et les matériaux excédentaires de même que tous les rebuts et débris.
- 7) Les obligations imposées à l'*entrepreneur* qui sont décrites aux paragraphes 4 et 6 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux débris des fonctionnaires du *Canada* ou des entrepreneurs et des travailleurs mentionnés à la clause CG3.7 (CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS).

CG3.12 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

- 1) Sans restreindre les garanties qui découlent expressément ou implicitement de la loi ou du contrat, l'*entrepreneur* doit, à ses frais :
 - a) rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les *travaux* ou qui est signalé au *Canada* quant aux parties des *travaux* acceptées relativement au *certificat d'achèvement substantiel* dans les douze (12) mois suivant la date de l'achèvement substantiel des travaux;
 - b) rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au *Canada* quant aux parties des travaux décrites dans le *certificat d'achèvement substantiel* dans les douze (12) mois suivant la date du *certificat d'achèvement*;
 - c) transférer et céder au Canada toute garantie prolongée d'un sous-traitant, fabricant ou fournisseur, ou les garanties implicites ou imposées par la loi ou reproduites dans le contrat et portant sur des durées supérieures au délai de douze (12) mois précisé ci-dessus. Les garanties prolongées ou les garanties visées dans les présentes ne doivent pas dépasser ce délai de douze (12) mois; en vertu de ces garanties, l'entrepreneur, sauf dans les cas prévus ailleurs dans le contrat, rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada;
 - d) remet au Canada, avant la délivrance du *certificat d'achèvement*, la liste de toutes les garanties prolongées et des garanties visées à l'alinéa c) ci-dessus.

-
- 2) Le *Canada* peut ordonner à l'*entrepreneur* de rectifier ou de corriger toute défectuosité ou tout vice mentionné au paragraphe 1, ou couvert par toute autre garantie implicite ou explicite; l'*entrepreneur* doit rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice dans le délai qui est précisé dans cet ordre.
 - 3) L'ordre mentionné au paragraphe 2 doit être donné par écrit à l'*entrepreneur*, conformément à la clause CG2.3 (AVIS).

CG4 MESURES DE PROTECTION

CG4.1 PROTECTION DES TRAVAUX ET DES BIENS

- 1) L'*entrepreneur* doit protéger les travaux et leur emplacement, de même que les matériaux, l'outillage et les biens, contre toute perte ou tout dommage de quelque nature que ce soit, qu'ils soient fournis ou non par le *Canada* à l'*entrepreneur*.
- 2) L'*entrepreneur* doit fournir toutes les installations nécessaires au maintien de la sécurité, et doit aider toute personne autorisée par le *Canada* à inspecter les *travaux* et leur emplacement ou à prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.
- 3) Le *Canada* peut ordonner à l'*entrepreneur* de prendre les mesures et d'exécuter les travaux qu'il juge raisonnables et nécessaires afin d'assurer la conformité avec les paragraphes 1 ou 2 ou de rectifier un manquement à ces paragraphes; l'*entrepreneur* doit se conformer à cet ordre.

CG4.2 PRÉCAUTIONS CONTRE LES DOMMAGES, LES CONTREFAÇONS, LES INCENDIES ET LES AUTRES RISQUES

- 1) L'*entrepreneur* doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer :
 - a) qu'aucune personne n'est blessée, qu'aucun bien ou matériau n'est endommagé et qu'aucun droit ou privilège ni aucune servitude ne sont enfreints en raison des activités de l'*entrepreneur* dans le cadre de l'exécution des travaux;
 - b) que la circulation piétonnière et autre sur tout chemin ou cours d'eau public ou privé n'est pas indûment entravée, interrompue ni rendue dangereuse par l'exécution ou l'existence des *travaux* ou de l'*outillage*;
 - c) que les risques d'incendie dans les *travaux* ou à leur emplacement sont éliminés, et que tout incendie est rapidement maîtrisé;
 - d) que la santé et la sécurité de toutes les personnes affectées aux *travaux* ne sont pas menacées par les méthodes ni les moyens utilisés pour les exécuter;
 - e) que des services médicaux adéquats sont offerts en permanence, pendant l'exécution des *travaux*, à toutes les personnes affectées à ces *travaux* ou à leur emplacement;
 - f) que des mesures sanitaires adéquates sont prises relativement aux *travaux* et à leur emplacement;
 - g) que l'ensemble des jalons, des bouées et des repères placés sur les *travaux* ou leur emplacement par le *Canada* ou sous son autorité sont protégés et ne sont pas enlevés, abîmés, modifiés ou détruits.
- 2) Le *Canada* peut ordonner à l'*entrepreneur* de prendre les mesures et d'exécuter les travaux supplémentaires qu'il juge raisonnables et nécessaires afin d'assurer la conformité avec le paragraphe 1 ou de rectifier un manquement à ce paragraphe; l'*entrepreneur* doit se conformer à l'ordre du *Canada*.

CG4.3 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS FOURNIS PAR LE CANADA

- 1) Sous réserve du paragraphe 2, l'*entrepreneur* est responsable envers le *Canada* de toute perte de *matériaux*, d'*outillage* ou de biens immobiliers que le *Canada* a fournis ou placés sous sa garde et son

contrôle aux fins du *contrat*, ainsi que de tout dommage causé à ces éléments, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de sa volonté.

- 2) L'*entrepreneur* n'est pas responsable envers le *Canada* de toute perte de *matériaux*, d'*outillage* ou de biens immobiliers ainsi que de tout dommage causé à ces éléments visés au paragraphe 1 si cette perte ou ce dommage est imputable et directement attribuable à l'usure normale.
- 3) L'*entrepreneur* ne doit utiliser les *matériaux*, l'*outillage* ou les biens immobiliers fournis par le *Canada* que pour l'exécution du *contrat*.
- 4) Lorsque l'*entrepreneur* ne rectifie pas, dans un délai raisonnable, les pertes ou les dommages dont il est responsable en vertu du paragraphe 1, le *Canada* peut les faire rectifier aux frais de l'*entrepreneur*; ce dernier sera responsable envers le *Canada* de ces frais et devra lui verser, sur demande, une somme équivalant à ceux-ci.
- 5) L'*entrepreneur* doit tenir des registres des *matériaux*, de l'*outillage* et des biens immobiliers fournis par le *Canada* que celui-ci peut avoir besoin, et doit assurer au *Canada*, lorsque ce dernier le demande, que les *matériaux*, l'*outillage* et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

CG4.4 ÉTAT DE SITE CONTAMINÉ

- 1) Pour l'application de la présente clause, il y a état de site contaminé lorsque des irritants ou des contaminants solides, liquides, gazeux, thermiques ou radioactifs, ou d'autres substances ou matières dangereuses ou toxiques, dont les moisissures et les autres formes de champignons, sont présents à l'emplacement des *travaux* dans une quantité ou une concentration assez élevée pour constituer un danger, réel ou potentiel, pour l'environnement, les biens ou la santé et la sécurité de toute personne.
- 2) Si l'*entrepreneur* constate un état de site contaminé dont il n'avait pas connaissance ou qui ne lui avait pas été divulgué, ou s'il a des motifs raisonnables de croire à l'existence d'un état de site contaminé à l'emplacement des *travaux*, il doit :
 - a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris arrêter les *travaux*, afin d'éviter que cet état de site contaminé n'entraîne une blessure, une maladie ou un décès, ou encore la dégradation des biens ou de l'environnement;
 - b) aviser immédiatement le *Canada* de la situation, par écrit; et
 - c) prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 3) Dès la réception de l'avis de l'*entrepreneur*, le *Canada* doit rapidement déterminer s'il existe un état de site contaminé, et doit indiquer par écrit à l'*entrepreneur* les mesures qu'il devra prendre ou les travaux qu'il devra exécuter à la suite de la décision du *Canada*.
- 4) Si le *Canada* doit faire appel aux services de l'*entrepreneur*, ce dernier doit suivre les directives du *Canada* en ce qui concerne l'excavation, le traitement, l'enlèvement et l'élimination de toute substance ou matière polluante.
- 5) Le *Canada* peut, à sa seule discrétion, faire appel aux services d'experts et d'entrepreneurs spécialisés pour aider à établir l'existence d'un état de site contaminé ainsi que l'ampleur et le traitement de cet état; l'*entrepreneur* doit leur permettre d'accéder aux lieux et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.
- 6) Sauf stipulation contraire du *contrat*, les dispositions de la clause CG6.4 (CALCUL DU PRIX) doivent s'appliquer.

CG5 MODALITÉS DE PAIEMENT

CG5.1 INTERPRÉTATION

Dans les présentes modalités de paiement :

- 1) La « période de paiement » signifie un intervalle de trente (30) jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'*entrepreneur* et le Canada.
- 2) Un montant est « dû et payable » lorsqu'il doit être versé à l'*entrepreneur* par le Canada conformément à la clause CG5.4 (PAIEMENT PROGRESSIF), à la clause CG5.5, (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX) ou à la clause CG5.6 (ACHÈVEMENT DÉFINITIF).
- 3) Un montant est en souffrance lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable.
- 4) La « date de paiement » signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le receveur général du Canada.
- 5) Le « taux d'escompte » signifie le taux d'intérêt fixé par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- 6) Le « taux d'escompte moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement.

CG5.2 MONTANT À VERSER

- 1) Sous réserve de toute autre disposition du *contrat*, le Canada verse à l'*entrepreneur*, aux dates et selon les modalités indiquées ci-après, le montant par lequel l'ensemble des montants dus par le Canada à l'*entrepreneur* conformément au *contrat* excède les montants dus par l'*entrepreneur* au Canada; et l'*entrepreneur* doit accepter ce montant en règlement de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.
- 2) Dans tout paiement fait à l'*entrepreneur*, si le Canada omet de déduire un montant qui lui est dû par l'*entrepreneur*, cela ne peut constituer une renonciation à son droit de recevoir ce montant, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'*entrepreneur*.
- 3) Advenant qu'un paiement soit versé en excédent de ce qui est dû à l'*entrepreneur* pour les travaux exécutés, l'*entrepreneur* remboursera immédiatement le trop-perçu au Canada, que ce dernier l'exige ou non, et tout montant non réglé portera des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3 % par an à compter du premier jour du trop-perçu jusqu'au jour précédant le remboursement de l'*entrepreneur*.
- 4) Le Canada ne fera aucun paiement à l'*entrepreneur* autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat pour tous frais supplémentaires engagés ou pertes ou dommages subis par l'*entrepreneur*.

CG5.3 AUGMENTATION OU DIMINUTION DES COÛTS

- 1) Le montant du contrat doit être ni augmenté ni réduit en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 2) Nonobstant le paragraphe 1 de la clause CG5.3, si des modifications (y compris l'imposition ou la suppression) apportées à une taxe, à un droit, notamment de douane, ou à des frais similaires perçus en vertu des lois se rapportant à la taxe de vente, aux douanes ou à la taxe d'accise du gouvernement du

Canada ou des lois d'une province ou d'un territoire, ont une incidence sur le coût des travaux de l'entrepreneur et interviennent :

- a) soit après que l'entrepreneur a déposé son offre;
 - b) soit après la date de présentation de la dernière révision de l'offre de l'entrepreneur, si celle-ci a été révisée;
 - c) le montant du contrat doit être rajusté selon les modalités prévues au paragraphe 3 de la clause CG5.3.
- 3) En cas de changements visés au paragraphe 2 de la clause CG5.3, le montant du contrat doit être majoré ou diminué d'une somme déterminée par le Canada par suite de son examen des registres pertinents de l'entrepreneur mentionnés à la clause CG2.8 (Comptes et vérifications) au titre de l'augmentation ou de la réduction des coûts engagés par l'entrepreneur qui est directement attribuable à ces changements.
 - 4) Aux fins du paragraphe 2 de la clause CG5.3, si une taxe fait l'objet d'un changement après la date limite de réception des soumissions, mais que le ministre des Finances ou l'autorité provinciale ou territoriale correspondante en a donné avis public avant cette date, le changement est réputé être survenu avant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.
 - 5) Par dérogation aux paragraphes 2 à 4 de la clause CG5.3, aucun rajustement du montant contractuel pour tout ou partie des travaux n'intervient par suite d'une modification visée au présent article qui se produit après la date d'achèvement stipulée au contrat à l'égard des travaux visés.

CG5.4 PAIEMENT PROGRESSIF

- 1) À l'expiration de la période de paiement, l'*entrepreneur* doit déposer auprès du Canada :
 - a) une demande d'acompte écrite, certifiée par le *concepteur*, sous une forme acceptable pour le Canada, décrivant intégralement toute partie achevée des *travaux* et tous les *matériaux* livrés sur le chantier mais non incorporés aux *travaux* durant la période de paiement faisant l'objet de la demande d'acompte;
 - b) une déclaration statutaire signée, en bonne et due forme, attestant qu'à la date de la demande d'acompte, l'*entrepreneur* s'est acquitté de toutes ses obligations légales relatives aux Conditions de travail, et confirmant qu'en ce qui concerne les *travaux*, l'*entrepreneur* s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses *sous-traitants*, ses *fournisseurs* et le *concepteur* (désignés collectivement dans la déclaration par les « sous-traitants et fournisseurs »).
- 2) Dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande d'acompte et de la déclaration statutaire remises par l'*entrepreneur*, le *Canada* procédera ou fera procéder à l'inspection de la partie des *travaux* et des *matériaux* décrits dans la demande d'acompte et présentera à l'*entrepreneur* un rapport d'étape indiquant la valeur de la partie des *travaux* et des *matériaux* décrits dans cette demande et confirmant que, selon le *Canada* :
 - a) ladite partie est conforme au *contrat*;
 - b) ladite partie n'est visée par aucun autre rapport d'étape se rapportant au *contrat*.
- 3) Sous réserve de la clause CG5.2 (MONTANT À VERSER) et du paragraphe 5 ci-dessous, le *Canada* versera à l'*entrepreneur* un montant couvrant la totalité de la valeur indiquée dans le rapport d'étape du *Canada* pour la disposition relative aux *services de conception*, ainsi qu'un montant correspondant à :
 - a) soit 95 % de la valeur indiquée dans le rapport d'étape du *Canada* pour les *travaux de construction*, si l'*entrepreneur* a fourni un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux;
 - b) soit 90 % de la valeur indiquée dans le rapport d'étape pour les *travaux de construction*, si l'*entrepreneur* n'a pas fourni de cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4) Le *Canada* paye le montant visé au paragraphe 3 au plus tard :

-
- a) 30 soit trente (30) jours après la réception, par le *Canada*, de la demande d'acompte et de la déclaration statutaire mentionnées au paragraphe 1;
 - b) soit quinze (15) jours après que l'*entrepreneur* a remis au *Canada* un calendrier d'avancement des travaux ou un calendrier d'avancement des travaux à jour, conformément à la clause CG3.1 (CALENDRIER D'AVANCEMENT).

Selon l'échéance la plus éloignée.

- 5) Dans le cas de la première demande d'acompte, l'*entrepreneur* doit déposer tous les documents nécessaires exigés par le contrat pour cette demande. Cette exigence est une condition préalable à l'exécution par le Canada de son obligation en vertu du paragraphe 3.

CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX

- 1) Si, à tout moment avant l'émission d'un *certificat d'achèvement*, le *Canada* détermine que les *travaux* sont en grande partie achevés, comme il est décrit à l'alinéa 1b) de la clause CG1.1.4 (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL), il doit demander à l'*entrepreneur* de fournir une déclaration écrite signée par le *concepteur*, conformément à l'alinéa 9e) de la clause CG3.2 (CONCEPTION DU PROJET ET RÔLE DU CONCEPTEUR). Après avoir reçu cette déclaration, le *Canada* inspecte les *travaux* et, s'il estime que ceux-ci sont en grande partie achevés, il remet un *certificat d'achèvement substantiel* à l'*entrepreneur*. Le *certificat d'achèvement substantiel* indique la date d'achèvement substantiel et décrit les parties des *travaux* qui n'ont pas été réalisées conformément aux exigences du Canada ainsi que les mesures que l'*entrepreneur* doit prendre avant de recevoir le *certificat d'achèvement* et avant que la période de garantie de douze (12) mois mentionnée à la clause CG3.12 (GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX) débute pour les parties et les mesures visées.
- 2) La délivrance d'un *certificat d'achèvement substantiel* ne dégage pas l'*entrepreneur* de ses obligations en vertu de la clause CG3.10 (TRAVAUX DÉFECTUEUX).
- 3) Sous réserve de la clause CG5.2 (MONTANT À VERSER) et du paragraphe 4 de la clause CG5.5, le *Canada* verse à l'*entrepreneur* le montant visé au paragraphe 1 de la clause CG5.2 (MONTANT À VERSER), moins l'ensemble :
 - a) de tous les paiements effectués conformément à la clause CG5.4 (PAIEMENT PROGRESSIF);
 - b) de la somme égale à l'estimation faite par le *Canada* des coûts qu'il a engagés pour corriger les défauts décrits dans le *certificat d'achèvement substantiel*;
 - c) de la somme égale à l'estimation faite par le *Canada* des coûts qu'il a engagés pour achever les parties des *travaux* décrites dans le *certificat d'achèvement substantiel*, autres que les défauts qui y sont énumérées.
- 4) Le *Canada* paye le montant visé au paragraphe 3 au plus tard :
 - a) soit trente (30) jours après la date de délivrance d'un *certificat d'achèvement substantiel*; ou
 - b) soit quinze (15) jours après que l'*entrepreneur* a remis au *Canada* :
 - (i) une déclaration statutaire attestant qu'à la date du *certificat d'achèvement substantiel*, l'*entrepreneur* s'est acquitté de toutes ses obligations légales relatives aux Conditions de travail, de toutes ses obligations légales envers ses *sous-traitants*, ses *fournisseurs* et le *concepteur* en ce qui concerne les travaux prévus au *contrat*, et de toutes ses obligations légales conformément à la clause CG1.8 (LOIS, PERMIS ET TAXES);
 - (ii) une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la clause CG1.9 (INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS);
 - (iii) une mise à jour du calendrier d'avancement conformément aux exigences de la clause CG3.1 (CALENDRIER D'AVANCEMENT).

Selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.6 ACHÈVEMENT DÉFINITIF

-
- 1) Lorsque le *Canada* estime que les *travaux* sont achevés, l'*entrepreneur* doit, sur demande, ordonner au *concepteur* de fournir au *Canada* :
 - a) une déclaration écrite attestant l'intégralité des *travaux*;
 - b) si les *travaux* ou une partie des *travaux* sont assujettis à une *entente à prix unitaire*, un certificat de mesure des quantités définitives des *travaux*.

À la satisfaction du *Canada*.

- 2) Dans les cinq (5) jours suivant la réception des documents décrits au paragraphe 1, si le *Canada* estime que l'*entrepreneur* a respecté le *contrat*, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, et que les *travaux* sont achevés, le *Canada* remet un *certificat d'achèvement* à l'*entrepreneur*. En outre, si les *travaux* ou une partie des *travaux* sont assujettis à une *entente à prix unitaire*, le *Canada* délivre un *certificat de mesure définitif* qui doit être exécutoire entre le *Canada* et l'*entrepreneur* en ce qui concerne les quantités qui y sont énoncées.
- 3) Sous réserve de la clause CG5.2 (MONTANT À VERSER) et du paragraphe 4 ci-dessous, le *Canada* verse à l'*entrepreneur* le montant visé à la clause CG5.2 (MONTANT À VERSER), moins l'ensemble :
 - a) de tous les paiements effectués conformément à la clause CG5.4 (PAIEMENT PROGRESSIF);
 - b) de tous les paiements effectués conformément à la clause CG5.5 (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX).
- 4) Le *Canada* paye le montant visé au paragraphe 3 au plus tard :
 - a) soit soixante (60) jours suivant la date de délivrance du *certificat d'achèvement*;
 - b) soit quinze (15) jours après que l'*entrepreneur* a remis au *Canada* :
 - (i) une déclaration statutaire qui confirme qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a réglé toutes les réclamations légales formulées contre lui dans le cadre de l'exécution du *contrat*;
 - (ii) une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la clause CG1.9 (INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS).

Selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.7 PAIEMENT NON EXÉCUTOIRE POUR LE CANADA

- 1) Ni l'acceptation d'une demande d'acompte ou d'un rapport d'étape, ni les paiements effectués par le *Canada* en vertu du *contrat*, ni l'occupation partielle ou totale des *travaux* par le *Canada* ne doivent constituer une acceptation de la part du *Canada* de toute partie des *travaux* ou *matériaux* qui n'est pas conforme aux exigences du *contrat*.

CG5.8 RÉCLAMATIONS ET OBLIGATIONS

- 1) L'*entrepreneur* doit s'acquitter de toutes ses obligations légales et doit faire droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des *travaux* au moins aussi souvent que le *contrat* oblige le *Canada* à payer l'*entrepreneur*.
- 2) À la demande du *Canada*, l'*entrepreneur* doit déposer une déclaration statutaire confirmant l'existence et l'état des obligations et réclamations qui lui sont présentées dans le cadre de l'exécution des *travaux*.
- 3) Afin d'acquitter les obligations légales de l'*entrepreneur*, ou de son *concepteur* ou de ses *sous-traitants*, et de satisfaire aux réclamations légales présentées contre eux en conséquence de l'exécution du *contrat*, le *Canada* peut verser directement au demandeur une somme à verser normalement à l'*entrepreneur*. Ce paiement comporte quittance de l'obligation du *Canada* envers l'*entrepreneur* jusqu'à concurrence du montant ainsi payé et peut être déduit des sommes dues à l'*entrepreneur* en vertu du *contrat*.

-
- 4) Pour l'application du paragraphe 3 et sous réserve du paragraphe 6 ci-dessous, les réclamations ou obligations sont réputées légales lorsqu'elles sont confirmées par :
- a) soit un tribunal compétent; ou
 - b) soit un arbitre dûment nommé pour arbitrer la réclamation; ou
 - c) soit le consentement écrit de l'*entrepreneur* en autorisant le règlement.
- 5) Si une réclamation ou une obligation fait normalement l'objet des dispositions des lois provinciales ou territoriales sur les privilèges ou, au Québec, de la loi relative aux hypothèques légales et que l'*entrepreneur* avait exécuté les *travaux* pour une entité distincte du Canada :
- a) le montant qui peut être versé par le *Canada* en vertu des paragraphes 3 et 4 ne peut excéder le montant que l'*entrepreneur* aurait été tenu de verser si les dispositions de ces lois s'étaient appliquées aux *travaux*;
 - b) un demandeur n'a pas à se conformer aux dispositions de ces lois en ce qui a trait aux formalités d'avis, d'enregistrement ou autres formalités à accomplir pour conserver ou valider toute revendication de privilège qu'il aurait pu faire valoir;
 - c) pour permettre d'établir les droits d'un demandeur, l'avis exigé en vertu du paragraphe 8 ci-dessous est réputé remplacer les formalités d'enregistrement ou d'avis que les lois pertinentes exigent d'accomplir après la fin des travaux; nulle réclamation n'est réputée expirée, nulle ou inexécutable au motif que le demandeur n'a pas entamé d'action en justice dans les délais prescrits par les lois.
- 6) L'*entrepreneur* doit, à la demande de tout demandeur, soumettre à l'arbitrage exécutoire les questions auxquelles il faut répondre pour établir le droit du demandeur à des indemnités. Les parties à l'arbitrage sont tout *concepteur*, *sous-traitant* ou fournisseur auquel le demandeur a fourni des *matériaux* ou loué de l'équipement, ou pour lequel il a exécuté des travaux, si le *concepteur*, *sous-traitant* ou fournisseur visé souhaite participer à l'arbitrage; le *Canada* n'est pas partie à l'arbitrage. Sous réserve de tout accord conclu entre l'*entrepreneur* et le demandeur, l'arbitrage se déroule conformément aux lois provinciales ou territoriales régissant l'arbitrage dans la province ou le territoire où les *travaux* ont été exécutés.
- 7) Le paragraphe 3 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations :
- a) dont l'avis fait état du montant réclamé et de l'identité de la personne qui, en vertu du contrat, est essentiellement responsable, et lequel avis est remis par écrit au *Canada* avant que le paiement final soit versé à l'*entrepreneur* conformément à la clause CG5.6 (ACHÈVEMENT DÉFINITIF) et dans les cent vingt (120) jours de la date à laquelle le demandeur :
 - (i) soit aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'*entrepreneur* et à son *concepteur*, *sous-traitant* ou *fournisseur*, si la réclamation porte sur une somme qui a été légalement retenue à même les sommes dues au demandeur; ou
 - (ii) soit s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers *matériaux* conformément au contrat qui le lie à l'*entrepreneur*, à son *concepteur*, *sous-traitant* ou *fournisseur*, dans les cas où la réclamation porte sur des sommes dont il n'est pas légalement requis quelles soient retenues du demandeur; et
 - b) pour lesquelles les procédures visant à établir les droits au paiement, conformément au paragraphe 5, ont été entamées dans l'année suivant la date à laquelle l'avis exigé dans l'alinéa 7a) a été reçu par le *Canada*.
- 8) Sur réception d'un avis de réclamation, le *Canada* peut retenir, à même toutes les sommes dues et payables à l'*entrepreneur* en vertu du *contrat*, l'intégralité ou toute partie du montant de cette réclamation.
- 9) Le *Canada* doit rapidement aviser par écrit l'*entrepreneur* de toutes les réclamations reçues et l'informer de son intention de retenir des fonds. L'*entrepreneur* peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au demandeur, déposer, auprès du *Canada*, une sûreté à la satisfaction de ce dernier dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation; sur réception de cette sûreté, le *Canada* verse à l'*entrepreneur* tous les fonds qui auraient dû normalement lui être versés et qui ont été

retenus conformément aux dispositions de cette clause à la suite de la réclamation d'un demandeur pour laquelle la sûreté a été déposée.

CG5.9 DROIT DE COMPENSATION

- 1) Sans limiter le droit de compensation ou de déduction conféré expressément ou implicitement par la loi ou par le contrat, le Canada peut compenser tout montant que doit lui payer l'entrepreneur en vertu du contrat, ou de tout contrat en cours, par tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Aux fins de l'application du paragraphe 1 de la clause CG5.9, « contrat en cours » désigne un contrat entre le Canada et l'entrepreneur :
 - a) soit en vertu duquel l'entrepreneur a une obligation en cours de réaliser des travaux ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux; ou
 - b) soit à l'égard duquel le Canada a, depuis la date d'adjudication du contrat, exercé son droit de retirer à l'entrepreneur les travaux faisant l'objet du contrat.

CG5.10 ÉVALUATION ET DÉDOMMAGEMENT POUR RETARD D'ACHÈVEMENT

- 1) Aux fins de la présente clause :
 - a) les *travaux* sont censés être achevés à la date indiquée dans le *certificat d'achèvement*; et
 - b) la « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé pour l'achèvement des *travaux*, à l'exception et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement des *travaux*, à l'exception cependant de tout jour faisant partie d'un délai de prolongation accordée en vertu de la clause CG6.5 (RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI) et de tout autre jour où, de l'avis du Canada, l'achèvement des *travaux* a été retardé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 2) Si l'entrepreneur n'achève pas les *travaux* au jour fixé pour leur achèvement, mais réalise ces travaux par la suite, l'entrepreneur verse au Canada un montant égal à l'ensemble :
 - a) de tous les salaires, traitements et frais de déplacement versés par le Canada aux personnes surveillant l'exécution des *travaux* pendant la période de retard;
 - b) des coûts engagés par le Canada en conséquence de l'impossibilité pour le Canada de faire usage des *travaux* achevés pendant la période de retard;
 - c) de tous les autres frais engagés et dommages subis par le Canada pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des *travaux* à la date prévue.
- 3) S'il estime que l'intérêt public le commande, le Canada peut renoncer à son droit à la totalité ou à toute partie d'un paiement exigible de l'entrepreneur conformément au paragraphe 2.

CG5.11 RETARD DE PAIEMENT

- 1) Nonobstant la clause CG1.5 (RIGUEUR DES DÉLAIS), tout retard accusé par le Canada à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu de la clause CG5 (MODALITÉS DE PAIEMENT) ne constitue pas une rupture de contrat par le Canada.
- 2) Sous réserve du paragraphe 3 ci-dessous, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3 % par an sur tout montant en souffrance en vertu du paragraphe 3 de la clause CG5.1 (INTERPRÉTATION); les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date du paiement.
- 3) Les intérêts sont versés sans que l'entrepreneur ait à en faire la demande, sous réserve des conditions suivantes :
 - a) pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de quinze (15) jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'entrepreneur en fasse la demande après que lesdits montants soient dus;

-
- b) les intérêts ne seront ni exigibles, ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

CG5.12 INTÉRÊTS SUR LES RÉCLAMATIONS RÉGLÉES

- 1) Aux fins de cette clause, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujetti à des négociations entre le *Canada* et l'*entrepreneur* en vertu du *contrat*.
- 2) Une réclamation est réputée réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le *Canada* et l'*entrepreneur* et fait état du montant de la réclamation à verser par le *Canada* et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé.
- 3) Une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et payable conformément au *contrat*, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 4) Le *Canada* doit verser à l'*entrepreneur* des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen majoré de 3 % par an à compter du premier jour où cette réclamation est considérée comme en souffrance jusqu'au jour précédant la date de paiement.

CG5.13 REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE

- 1) Après la délivrance du *certificat d'achèvement substantiel* et à condition que l'*entrepreneur* n'ait pas rompu le *contrat* ou manqué à ses engagements en vertu de celui-ci, le *Canada* doit retourner à l'*entrepreneur* la totalité ou toute partie du dépôt de garantie qui, de l'avis du *Canada*, n'est pas requise aux fins du *contrat*.
- 2) Après la délivrance du *certificat d'achèvement*, le *Canada* doit retourner à l'*entrepreneur* le solde de tout dépôt de garantie, sauf stipulation contraire du *contrat*.
- 3) Si le dépôt de garantie a été versé au Fonds du revenu consolidé du *Canada*, le *Canada* doit payer à l'*entrepreneur* les intérêts sur ledit dépôt aux taux successivement fixés, conformément au paragraphe 21(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

CG6 RETARD ET MODIFICATION DES TRAVAUX

CG6.1 MODIFICATION DES TRAVAUX

- 1) À tout moment avant la délivrance d'un *certificat d'achèvement*, le *Canada* peut donner des ordres pour des ajouts, des suppressions ou d'autres modifications aux *travaux* ou pour des changements à l'emplacement ou au positionnement de l'ensemble ou d'une partie des *travaux*, à condition que le *Canada* considère ces ajouts, suppressions, modifications ou autre révision comme compatibles avec l'intention générale du *contrat*.
- 2) Tout ordre mentionné au paragraphe 1 est émis par écrit et est signifié à l'*entrepreneur* conformément à la clause CG2.3 (AVIS).
- 3) Sur réception d'un ordre, l'*entrepreneur* exécute promptement les travaux conformément à cet ordre, comme s'il était reproduit dans le contrat d'origine et qu'il en faisait partie.
- 4) Si ce que l'*entrepreneur* a fait ou omis de faire à la suite d'un ordre augmente ou réduit le coût des *travaux*, ceux-ci sont payés conformément à la clause CG6.4 (CALCUL DU PRIX).

CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL

-
- 1) Si, pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur constate que les conditions du sous-sol sont nettement différentes des conditions décrites aux documents de la demande de propositions qui lui sont fournis ou qu'il y a lieu de croire que les conditions du sous-sol sont nettement différentes, l'entrepreneur doit en donner avis au Canada dès qu'il en a connaissance.
 - 2) Si l'entrepreneur est d'avis qu'il peut engager des frais supplémentaires et subir des pertes ou des dommages directement attribuables aux changements des conditions du sous-sol, il doit, dans les dix (10) jours suivant la date à laquelle il a constaté ces changements, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires engagés ou le coût de toute perte ou de tout dommage.
 - 3) Si l'entrepreneur a donné l'avis visé dans le paragraphe 2 de la clause CG6.2, il doit, dans les trente (30) jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, transmettre au Canada une réclamation écrite des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages.
 - 4) Une réclamation écrite visée au paragraphe 3 de la clause CG6.2 doit contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation afin que le Canada puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le Canada peut exiger.
 - 5) Si, de l'avis du Canada, la réclamation visée au paragraphe 3 de la clause CG6.2 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la clause CG6.4 (Calcul du prix).
 - 6) Lorsque, de l'avis du Canada, l'entrepreneur réalise des économies directement attribuables à une différence substantielle entre les conditions réelles du sous-sol constatées par l'entrepreneur sur le chantier et celles décrites aux documents de la demande de propositions, ou qu'il y a lieu de croire que cette différence existe, le montant du contrat sera réduit de la somme des économies déterminée conformément à la clause CG6.4 (Calcul du prix).
 - 7) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé au paragraphe 2 de la clause CG6.2 et de présenter une réclamation mentionnée au paragraphe 3 de la clause CG6.2 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui sera versé en l'occurrence.
 - 8) Le Canada ne garantit le contenu d'aucun rapport de conditions du sous-sol ayant été mis à la disposition de l'entrepreneur pour consultation et ne faisant partie ni des documents de la demande de propositions ni des documents contractuels.

CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE

- 1) Aux fins de la présente clause :
 - a) « restes humains » : totalité ou partie d'un cadavre humain, peu importe le temps écoulé depuis le décès;
 - b) « vestiges archéologiques » : pièces, artefacts ou objets façonnés, modifiés ou utilisés par des êtres humains dans le passé, pouvant notamment comprendre des structures ou des monuments en pierre, en bois ou en fer, des objets jetés aux ordures, des ossements façonnés, des armes, des outils, des pièces de monnaie et des poteries; et
 - c) « objets présentant un intérêt historique ou scientifique » : objets ou choses d'origine naturelle ou artificielle de toute époque qui ne sont pas des vestiges archéologiques, mais qui peuvent présenter un certain intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de quelque autre qualité.
- 2) Si, au cours des *travaux*, l'*entrepreneur* découvre quelque objet, pièce ou chose que est décrit au paragraphe 1 ou qui ressemble à tout objet, pièce ou chose décrit par le paragraphe 1, il doit :

-
- a) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires, y compris ordonner l'arrêt des travaux dans la zone visée, pour les protéger et les préserver;
 - b) aviser immédiatement le *Canada* de la situation, par écrit;
 - c) prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 3) Dès la réception d'un avis transmis conformément à l'alinéa 2b), le *Canada* doit déterminer promptement si l'objet, la pièce ou la chose correspond à la description donnée au paragraphe 1 ou s'il est visé par ce paragraphe, et il doit indiquer par écrit à l'*entrepreneur* les mesures à prendre ou les travaux à entreprendre par suite de la décision du *Canada*.
 - 4) Le *Canada* peut en tout temps retenir les services d'experts qui l'aideront à mener à bien la recherche, l'examen, l'exécution de mesurages ou l'enregistrement d'autres données, la mise en place de dispositifs permanents de protection ou le déplacement de l'objet, de la pièce ou de la chose découvert par l'*entrepreneur*, et l'*entrepreneur* doit, à la satisfaction du *Canada*, permettre aux experts d'accéder au chantier et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.
 - 5) Les restes humains, les vestiges archéologiques et les objets présentant un intérêt historique ou scientifique découverts sur le chantier doivent être considérés comme la propriété du *Canada*.
 - 6) Sauf stipulation contraire du *contrat*, les dispositions des clauses CG6.4 (CALCUL DU PRIX) et CG6.5 (RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI) doivent s'appliquer.

CG6.4 CALCUL DU PRIX

CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications

- 1) Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'*entrepreneur* et le *Canada* ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des coûts indirects, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé. Cette majoration est égale à :
 - a) soit 20 % des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée par les effectifs de l'*entrepreneur*, si le coût global des travaux n'excède pas 50 000 \$;
 - b) soit 15 % des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée en sous-traitance, si le coût global des travaux n'excède pas 50 000 \$;
 - c) soit un pourcentage négocié des coûts globaux visés dans les présentes ou à un montant négocié :
 - (i) soit si le coût global des travaux excède 50 000 \$; ou
 - (ii) soit si l'*entrepreneur* et le *Canada* en conviennent par écrit.
- 2) Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'*entrepreneur* et le *Canada* peuvent, par convention écrite, ajouter dans le tableau des prix unitaires des articles, des unités de mesure, des quantités estimatives et des prix unitaires.
- 3) Un prix unitaire visé au paragraphe 2 de la clause CG6.4.1 doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'*entrepreneur* et le *Canada*, ainsi qu'à une majoration calculée conformément au paragraphe 1 de la clause CG6.4.1.
- 4) Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'*entrepreneur* doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant, au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.

-
- 5) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités du paragraphe 1 de la clause CG6.4.1, le prix doit être calculé conformément à la clause CG6.4.2.
 - 6) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités des paragraphes 2 et 3 de la clause CG6.4.1, le Canada établit la catégorie et l'unité de mesure des articles de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux, et le prix unitaire est calculé conformément à la clause CG6.4.2.

CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- 1) S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - a) de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues au paragraphe 2 de la clause CG6.4.2 qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - b) d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant égal à 10 % de la somme des frais visés à l'alinéa 1a) de la clause CG6.4.2;
 - c) des intérêts sur les montants établis en vertu des alinéas 1a) et b) de la clause CG6.4.2 et calculés conformément à la clause CG5.12 (Intérêts sur les réclamations réglées).
- 2) Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés à l'alinéa 1a) de la clause CG6.4.2 sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
 - a) les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - b) les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - c) les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
 - d) les frais de location d'outillage, ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qui était nécessaire et qui a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvée par le Canada;
 - e) les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - f) les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - g) les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin; et
 - h) tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaire à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

GC6.4.3 Calcul du prix – Variations des quantités offertes

Aux fins de la présente clause, la « quantité offerte » représente l'estimation de la quantité estimative établie dans les documents de la demande de propositions.

-
- 1) Sauf dans les cas prévus aux paragraphes 2, 3, 4 et 5 de la clause CG6.4.3, s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative offerte, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
 - 2) Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 % la quantité estimative offerte, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115 % de la quantité estimative offerte; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
 - a) les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité offerte pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée;
 - b) le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 % de la quantité offerte.
 - 3) Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités du paragraphe 2 de la clause CG6.4.3, le prix unitaire est calculé conformément à la clause CG6.4.2.
 - 4) Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 % de la quantité estimative offerte, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - a) il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative offerte et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - b) la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, et non à toute autre cause.
 - 5) Pour les besoins de la négociation visée au paragraphe 4 de la clause CG6.4.3 :
 - a) il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, de justifier et de quantifier la modification proposée;
 - b) le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément au paragraphe 4 de la clause CG6.4.3 ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 % de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournie.

CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI

- 1) À la demande de l'entrepreneur avant la date fixée pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée antérieurement conformément au présent paragraphe, le Canada peut prolonger le délai d'achèvement des travaux en fixant une nouvelle date s'il constate que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur en ont retardé l'achèvement.
- 2) La demande de l'entrepreneur doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.
- 3) Sous réserve du paragraphe 4 de la clause CG6.5, aucun paiement autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat ne doit être versé par le Canada à l'entrepreneur pour les dépenses supplémentaires engagées et pour les pertes ou les dommages subis par l'entrepreneur pour cause de retard, que le retard soit attribuable ou non à des circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 4) Si l'entrepreneur engage des coûts supplémentaires ou subit des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part du Canada après la date du contrat, en ce qui concerne la fourniture de tout renseignement ou tout acte auquel le Canada est expressément obligé par le contrat ou

que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la date de la première négligence ou du premier retard, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des coûts supplémentaires engagés ou le coût de toute perte ou de tout dommage subis.

- 5) Lorsque l'entrepreneur donne un avis visé par le paragraphe 4 de la clause CG6.5, il doit, dans les trente (30) jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement, et non pas après, présenter par écrit au Canada une réclamation des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages.
- 6) Une réclamation écrite visée par le paragraphe 5 de la clause CG6.5 doit contenir une description suffisante des faits et des circonstances qui motivent la réclamation afin que le Canada puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le Canada peut exiger.
- 7) Si, de l'avis du Canada, la réclamation visée au paragraphe 5 de la clause CG6.5 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la clause CG6.4 (Calcul du prix).
- 8) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé au paragraphe 4 et de présenter une réclamation faisant l'objet du paragraphe 5 de la clause CG6.5 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui sera versé à cet égard.

CG7 DÉFAUT, SUSPENSION DES TRAVAUX OU RÉSILIATION DU CONTRAT

CG7.1 TRAVAUX RETIRÉS À L'ENTREPRENEUR

- 1) Le Canada peut, sans autre autorisation, en donnant un avis par écrit à l'entrepreneur conformément à la clause CG2.3 (Avis), retirer à l'entrepreneur la totalité ou toute partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur :
 - a) soit ne rattrape pas un éventuel retard par rapport à la date de début des travaux ou n'exécute pas les travaux avec diligence et à la satisfaction du Canada dans les six (6) jours suivant la réception par l'entrepreneur de l'avis par écrit du Canada, conformément à la clause CG2.3 (Avis);
 - b) soit néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le contrat;
 - c) soit devient insolvable ou fait faillite, et n'a fait aucune proposition à ses créanciers ni déposé d'avis d'intention de le faire, conformément à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
 - d) soit abandonne les travaux;
 - e) soit fait cession du contrat sans le consentement requis à la clause CG1.17 (Cession);
 - f) soit néglige d'une autre manière d'observer ou d'accomplir une disposition du contrat.
- 2) Si la totalité ou toute partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, celui-ci n'a droit, sauf conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la clause CG7.1, à aucun autre paiement dû et exigible, et il est tenu de payer au Canada, sur demande, un montant égal à la totalité des pertes et des dommages que le Canada aura subis en raison du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.
- 3) Si la totalité ou toute partie des travaux retirés à l'entrepreneur est achevée par le Canada, ce dernier peut payer le montant qu'il a établi, le cas échéant, de toute retenue ou demande d'acompte, due et exigible avant la date à laquelle les travaux ont été retirés à l'entrepreneur et qui n'est pas nécessaire pour assurer l'exécution des travaux ou pour indemniser le Canada des pertes ou des dommages subis en raison du défaut de l'entrepreneur.
- 4) Le retrait de la totalité ou de toute partie des travaux à l'entrepreneur n'a pas pour effet de libérer ce dernier des obligations prévues au contrat ou imposées par la loi, sauf l'obligation qu'il continue l'exécution de la partie des travaux qui lui a été ainsi retirée.

-
- 5) Si la totalité ou une partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les échelons dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'entrepreneur ou ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les échelons en vertu du contrat continuent d'appartenir au Canada, sans indemnisation.
 - 6) Lorsque le Canada certifie que de l'outillage, des matériaux ou un intérêt quelconque de l'entrepreneur ne sont plus nécessaires pour les travaux ou qu'il n'est plus dans l'intérêt du Canada de retenir lesdits outillages, matériaux ou intérêts, ceux-ci doivent être remis à l'entrepreneur.
 - 7) Si l'entrepreneur devient insolvable ou fait faillite et qu'il dépose une proposition auprès de ses créanciers ou un avis d'intention de déposer cette proposition conformément à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, il doit immédiatement faire parvenir au Canada une copie de cette proposition ou de cet avis d'intention.

CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis de suspension, conformément à la clause CG2.3 (Avis).
- 2) À la réception d'un avis de suspension, l'entrepreneur suspend toutes les opérations relatives aux travaux, sauf celles que le Canada juge nécessaires pour l'entretien et la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 3) Pendant la durée de la suspension, l'entrepreneur ne peut enlever du chantier quelque partie des travaux, de l'outillage ou des matériaux sans le consentement du Canada.
- 4) Si la durée de la suspension est égale ou inférieure à soixante (60) jours, l'entrepreneur doit reprendre l'exécution des travaux dès l'expiration de cette période et il a droit au paiement des coûts supplémentaires qu'il a nécessairement engagés en raison de la suspension; ces coûts sont calculés conformément à la clause CG6.4 (Calcul du prix).
- 5) Si la durée de la suspension est supérieure à soixante (60) jours, le Canada et l'entrepreneur peuvent convenir que ce dernier continue l'exécution des travaux, et l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux sujets aux modalités et aux conditions convenues entre le Canada et l'entrepreneur. Si le Canada et l'entrepreneur ne conviennent pas que ce dernier continue d'exécuter les travaux ou qu'ils ne s'entendent pas sur les modalités et conditions dans lesquelles l'entrepreneur doit continuer ceux-ci, l'avis de suspension est réputé constituer un avis de résiliation conformément à la clause CG7.3 (Résiliation du contrat).

CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT

- 1) Le Canada peut résilier le contrat à tout moment en envoyant à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation conformément à la clause CG2.3 (Avis).
- 2) Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis de résiliation, il cesse aussitôt toutes les activités consacrées à l'exécution du contrat, sous réserve des conditions précisées dans cet avis.
- 3) Sous réserve du paragraphe 4 de la clause CG7.3, si le contrat est résilié, le Canada doit verser à l'entrepreneur le montant jugé payable à ce dernier en vertu de la clause CG6.4 (Calcul du prix), moins l'ensemble de tous les montants qui ont été payés à l'entrepreneur par le Canada et de tous les montants dont l'entrepreneur est redevable envers le Canada en vertu du contrat.
- 4) Le montant total à payer par le Canada à l'entrepreneur ne doit en aucun cas dépasser le montant, calculé conformément à la clause CG5 (Modalités de paiement), qui aurait dû lui être payé s'il avait terminé les travaux.

-
- 5) Le Canada effectuera le paiement à l'entrepreneur, le cas échéant, le plus tôt possible selon les circonstances.

CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE – CONFISCATION OU REMISE

- 1) Si les travaux sont retirés à l'entrepreneur ou que ce dernier n'a pas respecté le contrat ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du contrat, le Canada peut s'approprier le dépôt de garantie.
- 2) Si le Canada s'approprie le dépôt de garantie, le montant obtenu en l'occurrence est réputé être un montant payable à l'entrepreneur par le Canada en vertu du contrat.
- 3) Tout solde du montant obtenu, s'il en est, après paiement de toute perte, tout dommage ou toute réclamation du Canada et des tiers, sera payé par le Canada à l'entrepreneur si, selon le Canada, ce solde n'est pas nécessaire aux fins du contrat.

CG8 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

CG8.1 INTERPRÉTATION

- 1) On entend par « différend » les conflits se rapportant à toute question définie par l'entrepreneur dans l'avis soumis au Canada conformément au paragraphe 2 de la clause CG8.3 (Avis de différend), y compris les réclamations de l'entrepreneur résultant de ce différend et toutes les contre-réclamations du Canada, mais cette expression ne comprend pas des demandes de l'une ou l'autre des parties pour dommages-intérêts punitifs ou exemplaires, blessures, décès ou toute réclamation fondée sur une allégation de diffamation ou sur une déclaration calomnieuse.
- 2) Les procédures de règlement extrajudiciaire des différends prévues à la clause CG8 ne s'appliquent pas à une réclamation du Canada contre l'entrepreneur, à l'exception d'une contre-réclamation résultant d'un différend répondant à la définition du paragraphe 1 de la clause CG8.1, y compris, sans limitation, une réclamation fondée sur la compensation de toute somme payable par l'entrepreneur au Canada en vertu de la clause CG5.10 (Évaluation et dédommagement pour retard d'achèvement).

CG8.2 CONSULTATION ET COLLABORATION

- 1) Les parties s'entendent pour assurer une communication ouverte et honnête pendant toute la durée de l'exécution du contrat.
- 2) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution des travaux et la résolution des problèmes ou des différends qui peuvent survenir.

CG8.3 AVIS DE DIFFÉREND

- 1) Tout différend surgissant entre les parties au contrat, de quelque nature qu'il soit, découlant du contrat ou relativement à celui-ci, qui peut donner lieu à une réclamation de l'entrepreneur contre le Canada et qui n'est pas réglé par consultation et collaboration selon les modalités de la clause CG8.2 (Consultation et collaboration), est résolu en premier lieu par le Canada, dont la décision ou la directive écrite est finale et exécutoire, sous réserve des dispositions de la clause CG8. Une décision ou directive écrite comprend notamment toute décision ou directive émise par écrit par le Canada en vertu des dispositions des Conditions générales.
- 2) L'entrepreneur est réputé avoir accepté la décision ou directive du Canada visée au paragraphe 1 de la clause CG8.3 et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation à l'égard de la question visée dans cette décision ou directive sauf s'il soumet au Canada, dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la

réception de cette décision ou directive, un avis écrit de différend demandant une négociation formelle en vertu de la clause CG8.4 (Négociation). Cet avis doit se rapporter spécifiquement à la clause CG8.4 (Négociation) et préciser les questions en litige de même que les dispositions pertinentes du contrat.

- 3) L'envoi d'un avis écrit conformément au paragraphe 2 de la clause CG8.3 par l'entrepreneur ne le dégage pas pour autant de son obligation de respecter la décision ou la directive faisant l'objet du différend. Toutefois, le fait que l'entrepreneur se conforme à cette décision ou directive ne peut être interprété comme une admission par l'entrepreneur du bien-fondé de cette décision ou directive.
- 4) Si un différend n'est pas réglé rapidement, le Canada doit donner à l'entrepreneur les instructions qui, à son avis, sont nécessaires à la bonne exécution des travaux et pour prévenir les retards en attendant le règlement de la question. L'entrepreneur continue d'exécuter lesdits travaux conformément aux dispositions et aux exigences du contrat, ainsi qu'aux instructions du Canada, sauf si le Canada résilie le contrat, ordonne à l'entrepreneur de suspendre les travaux ou retire les travaux à l'entrepreneur. L'exécution desdits travaux n'a pas pour effet de porter préjudice aux réclamations de l'entrepreneur.
- 5) Nulle disposition de la clause CG8 n'a pour effet de dégager l'entrepreneur de son obligation de donner tout autre avis exigé par le contrat dans le délai qui y est précisé, notamment tous les avis prévus en vertu de la clause CG6.2 (Changements des conditions du sous-sol).

CG8.4 NÉGOCIATION

- 1) Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, d'un avis visé au paragraphe 2 de la clause CG8.3 (Avis de différend), ou dans tout autre délai pouvant être fixé d'un commun accord, les parties doivent entreprendre des négociations formelles afin de résoudre leur différend. Les négociations se déroulent initialement entre les représentants de l'entrepreneur et du Canada qui assument directement la surveillance de l'exécution, de l'administration ou de la gestion du contrat.
- 2) Si les représentants visés au paragraphe 1 de la clause CG8.4 ne peuvent pas résoudre une partie ou la totalité des questions faisant l'objet des négociations dans les dix (10) jours ouvrables, les parties doivent, pour les autres questions en litige, faire appel à un deuxième échelon de négociation entre un ou des dirigeants de l'entrepreneur et un ou des cadres supérieurs représentant le Canada.
- 3) Si les négociations ne permettent pas de résoudre le différend dans les trente (30) jours ouvrables suivant la date de signification de l'avis mentionné au paragraphe 2 de la clause CG8.3, (Avis de différend) ou dans le délai prolongé d'un commun accord, l'entrepreneur peut, dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'expiration de cette période, envoyer au Canada un avis écrit conformément à la clause CG2.3 (Avis) et demander qu'un médiateur intervienne pour aider les parties à s'entendre sur les questions non résolues.
- 4) Si l'entrepreneur ne demande pas la médiation dans le délai prévu au paragraphe 3 de la clause CG8.4, il sera réputé avoir accepté la décision ou la directive du Canada en vertu du paragraphe 1 de la clause CG8.3 (Avis de différend) et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation concernant la question faisant l'objet de cette décision ou directive.

CG8.5 MÉDIATION

- 1) Si l'entrepreneur demande l'intervention d'un médiateur conformément au paragraphe 3 de la clause CG8.4 (Négociation), cette médiation doit se dérouler conformément à la clause CG8.8 (Règles pour la médiation des différends).
- 2) Si aucun médiateur de projet n'a antérieurement été nommé par les parties aux fins de l'application du contrat, les parties doivent nommer un médiateur de projet conformément la clause CG8.8 (Règles pour la médiation des différends) dès qu'un avis de demande de médiation a été donné aux termes du paragraphe 3 de la clause CG8.4 (Négociation).

-
- 3) Si le différend n'est pas résolu :
- a) soit dans les dix (10) jours ouvrables suivant la nomination d'un médiateur de projet aux termes du paragraphe 2 de la clause CG8.5, dans le cas où aucun médiateur n'a été préalablement nommé;
 - b) soit dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, de l'avis écrit prévu au paragraphe 3 de la clause CG8.4 (Négociation), dans le cas où un médiateur de projet a été préalablement nommé;
 - c) soit dans tout autre délai prolongé avec l'accord des parties; le médiateur de projet doit mettre fin à la médiation, en signifiant par écrit un avis aux parties pour leur faire connaître la date d'effet de la cessation de la médiation.

CG8.6 CONFIDENTIALITÉ

- 1) Sauf exigence contraire de la loi, tous les renseignements échangés dans le cadre des procédures de règlement extrajudiciaire des différends, par quelque moyen que ce soit, devront l'être sans préjudice et devront faire l'objet d'une discrétion absolue de la part des parties et de leurs représentants. Toutefois, la preuve qui est recevable ou communicable indépendamment ne doit pas être rendue irrecevable ou incommunicable parce qu'elle a été utilisée pendant un processus de règlement extrajudiciaire des différends.

CG8.7 RÈGLEMENT

- 1) Tout accord de règlement de la totalité ou d'une partie d'un différend, par quelque moyen que ce soit, devra être constaté par écrit et être signé par les parties ou par leurs représentants agréés.

CG8.8 RÈGLES POUR LA MÉDIATION DES DIFFÉRENDS

CG8.8.1 Interprétation

Dans les présentes règles :

- 1) « coordonnateur » signifie la personne désignée par le Canada comme coordonnateur de règlement des différends.

CG8.8.2 Application

- 1) D'un commun accord, les parties peuvent modifier les règles ou en ajouter d'autres.

CG8.8.3 Communication

- 1) Les communications écrites prévues par les présentes règles sont données de la même façon que les avis écrits donnés conformément à la CG2.3 (Avis).

CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet

- 1) D'un commun accord, les parties peuvent, en tout temps après l'entrée en vigueur du contrat, désigner un médiateur (le « médiateur de projet ») pour mener, conformément aux présentes, une médiation de tout différend pouvant découler de l'interprétation, de l'application ou de l'administration du contrat. Dans un tel cas, elles concluent avec le médiateur de projet un contrat qui est rédigé par le coordonnateur de règlement des différends et convenu par les parties.
- 2) À défaut de désigner un médiateur de projet conformément au paragraphe 1 de la clause CG8.8.4, celui-ci est désigné par les parties dans les dix-sept (17) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit de

l'entrepreneur, conformément aux dispositions de la clause CG2.3 (Avis) demandant la tenue d'une négociation par voie de médiation de la manière prévue dans les présentes règles afin d'aider les parties à régler les questions demeurant en litige. Le contrat conclu avec le médiateur de projet doit répondre aux exigences requises aux fins du contrat visé au paragraphe 1 de la clause CG8.8.4.

- 3) Dans les cas où la médiation est demandée par l'entrepreneur en vertu des modalités du paragraphe 3 de la clause CG8.4 (Négociation), si les parties ont déjà conclu un contrat avec un médiateur de projet, elles doivent transmettre à celui-ci et au coordonnateur dans un délai de deux (2) jours :
 - a) une copie de l'avis écrit de différend demandant la négociation formelle en vertu du paragraphe 2 de la clause CG8.3 (Avis de différend);
 - b) une copie de la position écrite du Canada en rapport avec l'avis, les questions en litige et les références pertinentes au contrat;
 - c) une copie de la demande écrite de médiation de l'entrepreneur exigée en vertu du paragraphe 3 de la CG8.4 (Négociation).
- 4) Si les parties n'ont pas convenu d'un médiateur de projet, elles remettent au coordonnateur les documents visés aux alinéas 3a), b) et c) de la clause CG8.8.4 ainsi qu'une demande d'aide de nomination d'un médiateur de projet acceptable par les deux parties, conformément aux présentes règles.
- 5) Dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de la demande et des documents visés au paragraphe 4 de la clause CG8.8.4, le coordonnateur remet aux parties une liste de médiateurs qualifiés du secteur privé, liste obtenue d'une entité indépendante et impartiale, ainsi que des instructions leur demandant de choisir et de classer, individuellement et confidentiellement, les médiateurs qui ont leur préférence et qu'elles jugent entièrement acceptables, par ordre décroissant. Chaque médiateur ainsi indiqué sous forme de liste doit être impartial et indépendant des parties, et doit être un médiateur commercial d'expérience et compétent, connaissant de préférence l'objet du différend.
- 6) Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception de la liste visée au paragraphe 5 de la clause CG8.8.4, chaque partie se conforme aux instructions accompagnant la liste et remet sa réponse au coordonnateur.
- 7) Dans les deux (2) jours ouvrables suivant la réception des réponses, le coordonnateur sélectionne le médiateur qui aura obtenu le rang le plus élevé du classement commun des deux parties, à titre de médiateur de projet aux fins du contrat.
- 8) En cas d'égalité, le coordonnateur consulte les deux parties afin qu'elles réévaluent leur choix pour l'aider à sélectionner le médiateur de projet acceptable par les deux. Si les parties ne peuvent s'entendre, le coordonnateur leur remet une deuxième liste de médiateurs, et la procédure est reprise.
- 9) Si les parties n'ont pas conclu un contrat avec un médiateur de projet acceptable par elles deux, le coordonnateur doit faire son possible pour négocier en leur nom un contrat avec un médiateur de projet acceptable par les deux, contrat qui doit comprendre les articles des présentes règles ou qui s'y conforme. En cas d'échec des négociations ou si, pour une autre raison, la personne ne veut ou ne peut conclure un contrat afin d'agir comme médiateur de projet, le coordonnateur répète le même processus avec le deuxième médiateur.
- 10) Si les négociations visées au paragraphe 9 de la clause CG8.8.4 aboutissent, les parties doivent convenir de conclure un contrat avec le médiateur de projet choisi, contrat qui doit être rédigé par le coordonnateur et en accord avec les parties.

-
- 11) À la signature du contrat avec le médiateur de projet visé au paragraphe 10 de la clause CG8.8.4, le coordonnateur remet au médiateur des exemplaires des documents visés au paragraphe 3 de la clause CG8.8.4.

CG8.8.5 Confidentialité

- 1) Sous réserve du paragraphe 2 de la clause CG8.8.5 et sauf entente contraire écrite des parties, le médiateur de projet, les parties et leurs conseillers juridiques ou représentants doivent protéger la confidentialité de toutes les questions et de tous les documents divulgués pendant la médiation sauf si leur divulgation est nécessaire à la mise en œuvre de toute entente conclue entre les parties ou est exigée par la loi.
- 2) Toute preuve recevable ou communicable en soi dans une procédure arbitrale ou judiciaire ne peut être rendue irrecevable ou incommunicable par son utilisation dans la procédure de médiation.
- 3) Aucune des parties ne peut faire une transcription, dresser un procès-verbal ou documenter autrement une conférence de médiation.
- 4) Les notes personnelles et les avis écrits du médiateur de projet consignés relativement à la médiation sont sa propriété et sous son contrôle exclusifs, ils sont confidentiels et ne peuvent être utilisés dans aucune procédure ultérieure entre les parties ou, s'ils sont contraires à l'intérêt de la partie intéressée, sans l'autorisation écrite expresse de celle-ci.
- 5) Tous les renseignements échangés pendant la procédure de médiation, par quelque moyen que ce soit, le sont sous toute réserve et sont considérés comme confidentiels par les parties et leurs représentants, sauf disposition contraire de la loi.

CG8.8.6 Date et lieu de la médiation

- 1) Le médiateur de projet, de concert avec les parties, doit fixer les dates, les heures et les lieux des séances de médiation le plus tôt possible, en tenant compte du fait que, sous réserve d'entente contraire des parties, il n'a que dix (10) jours ouvrables pour tenter de régler le différend.

CG8.8.7 Représentation

- 1) À la séance de médiation, les représentants des parties peuvent être accompagnés d'un conseiller juridique ou de toute autre personne.
- 2) Si le médiateur de projet est un avocat, il ne peut offrir de conseils juridiques à une partie durant la séance de médiation, mais il peut lui recommander d'obtenir l'avis d'un avocat indépendant avant de conclure un arrangement à l'amiable.

CG8.8.8 Procédure

- 1) Les parties conviennent d'échanger tous les faits, renseignements et documents sur lesquels elles ont l'intention de fonder leur présentation orale ou écrite pendant la période de médiation. Cet échange se fait au plus tard deux (2) jours ouvrables avant la date d'une séance de médiation.
- 2) Le médiateur de projet est libre de rencontrer les parties individuellement pendant la séance de médiation s'il estime que cela peut accroître les chances d'un règlement par voie de médiation, et l'une ou l'autre des parties peut demander à le rencontrer individuellement en tout temps.
- 3) Les parties peuvent s'entendre pour prolonger la période de dix (10) jours ouvrables disponibles pour régler le différend par voie de médiation, et le médiateur de projet consigne cette entente par écrit.

CG8.8.9 Règlement à l'amiable

- 1) Les parties consignent par écrit tout arrangement à l'amiable conclu, avec suffisamment de détails pour que l'on comprenne clairement :
 - a) les questions réglées;
 - b) les obligations assumées par chaque partie, notamment les critères visant à déterminer si et quand ces obligations ont été exécutées;
 - c) les conséquences du non-respect du règlement conclu.
- 2) Les parties conviennent d'exécuter le règlement à l'amiable le plus tôt possible et, quoi qu'il en soit, dans les délais prévus par le règlement.

CG8.8.10 Fin de la médiation

- 1) L'une des parties peut se retirer de la médiation en tout temps, sans raison, et le médiateur de projet remet alors à chacune un avis écrit mettant fin à la négociation par voie de médiation et indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.
- 2) Lorsque, de l'avis du médiateur de projet, l'une des parties n'agit pas de bonne foi ou n'observe pas les conditions des présentes règles, ou s'il estime, durant la médiation, que la poursuite des négociations ne permettra pas de résoudre les questions encore en litige, il peut mettre fin à la négociation en remettant aux parties un avis écrit de clôture, en y indiquant ses motifs et la date d'effet de la clôture de la médiation.
- 3) Lorsqu'un différend n'est pas réglé dans les dix (10) jours ouvrables ou une période plus longue convenue par les parties, le médiateur de projet met fin à la médiation en remettant aux parties un avis écrit indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.

CG8.8.11 Coûts

- 1) Les parties conviennent d'assumer chacune les coûts de leurs propres représentants et conseillers, y compris leurs frais de déplacement et de séjour. Les honoraires et les dépenses du médiateur de projet ainsi que tous les frais généraux liés à la médiation, comme les frais de location de salles de réunion, sont assumés à parts égales entre les parties.

CG8.8.12 Procédures subséquentes

- 1) Les parties ne peuvent invoquer ou produire en preuve, dans une procédure arbitrale ou judiciaire, que cette procédure soit liée ou non à l'objet de la médiation :
 - a) un document de l'autre partie qui ne peut par ailleurs être produit dans le cadre de cette procédure;
 - b) des opinions exprimées ou des suggestions faites par une partie à l'égard du règlement possible des questions en litige;
 - c) un aveu fait par une partie pendant la médiation, à moins que la partie ayant fait l'aveu y ait expressément consenti;
 - d) le fait qu'une partie a indiqué sa volonté de faire ou d'accepter une proposition ou une recommandation de règlement.
- 2) Le médiateur de projet ne peut représenter une des parties ni témoigner pour celle-ci dans une enquête, action ou procédure ultérieure relative aux questions faisant l'objet de la médiation.
- 3) Le médiateur de projet ne peut être assigné pour témoigner relativement :
 - a) soit à son rôle dans la médiation; ou
 - b) soit aux questions en litige visées par la médiation, ou une enquête, action ou procédure ultérieure, et les parties conviennent de s'opposer vigoureusement à l'assignation du médiateur.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

CS01 PAIEMENT EN CAS DE CHANGEMENT ET DE RÉVISION DE LA CONCEPTION

1. Le paiement de tous les services de conception additionnels ou réduits autorisés par le Canada avant qu'ils soient fournis, et pour lesquels une base de paiement n'a pas encore été établie au moment de la passation du contrat, doit correspondre à un montant ou à des montants convenus d'un commun accord de temps à autre, sous réserve des présentes modalités de paiement et de l'approbation du Canada.
2. Dans le cas où il est impossible, ou inapproprié, de s'entendre sur des honoraires fixes avant l'exécution des services de conception additionnels ou réduits, le paiement est effectué sur la base d'honoraires fondés sur le temps, comme suit :
 - a) Les dirigeants, les cadres et autres employés du *concepteur* autorisés à ce titre par le *Canada* doivent être rémunérés au taux horaire précisé dans la clause 1.3.4 du formulaire de soumission de prix.
 - b) Les employés du *concepteur* approuvés par le *Canada* doivent être rémunérés selon le taux horaire précisé à l'Annexe B.
 - c) Les heures normales de travail quotidiennes des dirigeants, des cadres et des employés du *concepteur* doivent correspondre à une période de sept heures et demie (7,5) dans une journée, pendant laquelle ils s'occupent effectivement de fournir les *services de conception*.
 - d) Le temps consacré, pendant les heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le Canada doit être compris dans le compte des heures de travail.
 - e) Les montants maximums qui s'appliquent aux *services de conception* devant être exécutés à des taux horaires sont prévus dans l'avis de demande de changement émis par le Canada et ne doivent pas être dépassés sans l'autorisation préalable de celui-ci.
3. Sous réserve du paragraphe 5 ci-dessous et avant l'exécution des *services de conception* additionnels ou réduits sur la base d'honoraires fondés sur le temps, l'*entrepreneur* doit accéder à toute demande du Canada concernant les personnes que son *concepteur* ou les *sous-experts-conseils* de son *concepteur* vont employer pour fournir les *services de conception* additionnels ou réduits. De plus, le *Canada* doit déterminer, d'après les pratiques de l'industrie et les renseignements fournis par l'entrepreneur, les taux horaires pour chacune des personnes pour lesquelles les renseignements pertinents ne figurent pas dans le formulaire de soumission de prix.
4. Sur demande, l'*entrepreneur* soumet à l'approbation du *Canada* le nom, l'adresse et un résumé des titres de compétence et de l'expérience ainsi que les fonctions prévues de toutes les personnes, y compris les dirigeants, que son *concepteur* embauchera en vue de fournir les *services de conception* liés au projet. Sur demande, il soumet également à l'approbation du *Canada* toute modification à cet égard.
5. Le paiement des *services de conception* additionnels non désignés au moment de la passation du contrat est effectué uniquement dans la mesure où :
 - a) les *services de conception* additionnels sont des *services* qui ne sont pas inclus dans les *services de conception* énumérés dans le *contrat*;
 - b) les *services de conception* additionnels sont requis pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur;
 - c) le rajustement d'honoraires pour des *services de conception* découlant d'un rajustement du coût estimatif de construction pour tenir compte des *services* additionnels n'est pas proportionné aux *services* additionnels exécutés.

CS02 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ D'ACCÈS

1. Aucun contrôle de sécurité n'est requis, car l'accès aux renseignements ou aux biens de nature délicate est interdit. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant seront escortés dans des secteurs

précis de l'établissement, par des membres autorisés du personnel du Service correctionnel du Canada, lorsque cela est requis et où cela est requis.

2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devront se soumettre à une vérification de leur identité et de leurs renseignements, effectuée localement par le Service correctionnel du Canada, avant d'être admis dans l'établissement. Le Service correctionnel du Canada se réserve le droit de refuser, en tout temps, l'accès à l'établissement à tout membre du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant.

CS03 EXIGENCES RELATIVES À L'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

1. L'entrepreneur doit s'assurer que les concepteurs et les autres experts-conseils embauchés pour réaliser les travaux sont couverts par une assurance responsabilité civile professionnelle appropriée aux services requis dans le cadre des travaux. Au besoin, l'entrepreneur doit fournir la preuve de cette protection et de ses éventuels renouvellements, à la satisfaction du Canada.
2. Le montant de la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle est celui qui est habituellement souscrit suivant la nature des services visés, mais il doit être d'au moins 1 000 000 \$ par réclamation et demeurer en vigueur du début de la prestation des services jusqu'au terme d'une période minimale de cinq (5) ans suivant la fin de la prestation des services.

CS04 EXIGENCES OBLIGATOIRES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET SÉCURITÉ - voir l'Annexe A

CS05 5. Dommages-intérêts fixés à l'avance

1. L'entrepreneur reconnaît que :
 - 1.1 L'appel d'offres (AO) ou la demande de proposition (DP) et le présent marché sont visés par l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada (l'"Accord"); et
 - 1.2 en vertu de l'alinéa 24.6.1 de l'Accord, les critères d'évaluation des soumissions inclus dans l'AO ou la DP et le présent marché comprennent un engagement à effectuer les travaux de manière à atteindre les objectifs faisant partie des critères suivants :
 - 1.2.2 dans l'exécution des marchés, embauchage de travailleurs qui sont des Inuit, recours aux services professionnels des Inuit ou de fournisseurs qui sont soit des Inuit, soit des entreprises inuit;
 - 1.2.3 prise d'engagements, dans le cadre du marché, relativement à la formation en cours d'emploi ou au perfectionnement professionnel des Inuit.
2. L'entrepreneur reconnaît et confirme avoir pris les engagements suivants (appelées collectivement ci-après "Déclarations relatives au Nunavut") tels que présentés dans le paragraphe 1 ci-dessus et dans sa soumission pour ce marché (sera complété au moment de l'octroi du contrat):

<u>ENGAGEMENT</u>	<u>POINTS OCTROYÉS</u>
-------------------	------------------------

- | | |
|--------|--|
| 2.1 a) | |
| 2.2 a) | |
| b) | |
| c) | |
| 2.3 a) | |
| 2.4 a) | |
| b) | |
| 2.5 a) | |
| b) | |
| c) | |

-
3. L'entrepreneur reconnaît que les " Déclarations relatives au Nunavut " :
- 3.1 deviennent des engagements en vertu du présent tout contrat; et que
 - 3.2 chacune représente un pourcentage de la valeur globale initiale du marché égal au nombre de points octroyés pour les engagements/déclarations au moment de l'évaluation et stipulés dans le paragraphe 2 ci-dessus dans la colonne " POINTS OCTROYÉS ".
4. Sans porter atteinte à tout autre droit légal ou en équité que Sa Majesté peut avoir, si à quelque moment du marché, l'entrepreneur néglige d'observer une ou toutes les " Déclarations relatives au Nunavut ", Sa Majesté doit pouvoir déduire, de toute somme dû à l'entrepreneur dans le cadre de ce marché, le ou les montants applicables identifiés par chacune des " Déclarations relatives au Nunavut " au paragraphe 3.2.
5. L'entrepreneur reconnaît également que :
- 5.1 Les montants au paragraphe 3.2 représentent une estimation préalable exacte des dommages résultant des négociations avec Sa Majesté. Ces négociations portaient sur les coûts financiers, administratifs et autres, y compris les coûts indirects d'une telle non-observation; et
 - 5.2 L'entrepreneur reconnaît avoir obtenu tous les avis juridiques qu'il jugeait nécessaires. De plus, l'entrepreneur reconnaît ne pas avoir agi sous toute forme de contrainte que ce soit.

ANNEXE D
ÉNONCÉ
DE PROJET

Section 1 Index

Section 2 Exigences générales

1. Codes, normes et autorités
2. Documents de conception et de construction
3. Examen des documents de conception et de construction
4. Réunions de projet
5. Contrôle de la qualité
6. Documents requis sur le chantier
7. Documents/échantillons à soumettre
8. Matériaux et matériel
9. Qualité générale des travaux
10. Protection de l'environnement
11. Nettoyage final
12. Procédure de clôture du projet
13. Documents/éléments à remettre à la clôture du projet
14. Dessins d'atelier corrigés
15. Mise à jour des dessins numériques
16. Santé et sécurité
17. Faire affaire

Section 3 Devis de performance

1. Table des matières
2. Travaux d'aménagement des ouvrages de génie civil

Section 4 Dessins de conception

C1 Civil

Section 5 Documents de référence

- A. Plan architectural du site
- B. Faire affaire

SECTION 2 EXIGENCES GÉNÉRALES

1. INDEX DES ARTICLES

1.1	ARTICLE	TITRE
	1.0	CODES, NORMES ET AUTORITÉS
	2.0	DOCUMENTS DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION
	3.0	EXAMEN DES DOCUMENTS DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION
	4.0	RÉUNIONS DE PROJET
	5.0	CONTRÔLE DE LA QUALITÉ
	6.0	DOCUMENTS REQUIS SUR LE CHANTIER
	7.0	DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE
	8.0	MATÉRIAUX ET MATÉRIEL
	9.0	QUALITÉ GÉNÉRALE DES TRAVAUX
	10.0	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
	11.0	NETTOYAGE FINAL
	12.0	PROCÉDURE DE CLÔTURE DU PROJET
	13.0	DOCUMENTS/ÉLÉMENTS À SOUMETTRE À LA CLÔTURE DU PROJET
	14.0	DESSINS D'ATELIER CORRIGÉS
	15.0	MISE À JOUR DES DESSINS NUMÉRIQUES
	16.0	SANTÉ ET SÉCURITÉ
	17.0	FAIRE AFFAIRE

1.0 CODES, NORMES ET AUTORITÉS

La conception et les travaux doivent être effectués conformément aux codes municipaux et provinciaux, aux normes et aux exigences des autorités compétentes, y compris de la norme CSA B651-04 – Conception accessible pour l'environnement bâti, ainsi qu'aux exigences énoncées dans les devis de performance.

2.0 DOCUMENTS DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION

- 2.1 Les dessins doivent être préparés en conformité avec la norme nationale CDAO de TPSGC. Il est possible de la consulter à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/cdao-cadd/index-fra.html>.
- 2.2 Les devis doivent être préparés en utilisant le Devis directeur national (DDN), suivant une présentation en trois (3) parties en respectant les règles de numérotation du Répertoire normatif de 2004. Les devis compris dans la présente section et dans les autres sections ne doivent pas être réutilisés comme base pour la phase de construction des travaux, mais ils peuvent être utilisés pour élaborer le devis de construction du Concepteur-constructeur et doivent comprendre toute l'information requise sur les matériaux, l'installation, etc.
- 2.3 Le professionnel approprié qui est responsable de la conception des documents de construction définitifs, complétés à 100 %, doit y apposer son sceau et sa signature. Les professionnels responsables de la conception doivent être habilités à exercer leur profession par l'Association des ingénieurs, des géologues et des géophysiciens professionnels des Territoires du Nord-Ouest, aux termes de la *Loi sur les professions d'ingénieur, de géologue et de géophysicien*.
- 2.4 Il est interdit de commencer la construction de toute partie des travaux avant que le Représentant du Ministère ait étudié l'ensemble des documents de construction pertinents et y ait apposé sa signature.

3.0 EXAMEN DES DOCUMENTS DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION

- 3.1 Préparer et soumettre les documents de construction lors des diverses étapes d'achèvement.
- 3.2 À des fins d'examen, fournir trois (3) exemplaires imprimés par discipline de tous les documents à soumettre. Sept (7) jours civils avant la réunion d'examen prévue, distribuer les exemplaires des documents selon les directives du Représentant du Ministère. Le Concepteur-constructeur, le Concepteur, les sous-traitants et les représentants du TPSGC devront participer aux réunions d'examen.
- 3.3 Le Concepteur-constructeur doit informer le Représentant du Ministère de tout écart entre les documents soumis pour examen et les exigences énoncées dans l'appel d'offres et dans la proposition du Concepteur-constructeur.

4.0 RÉUNIONS DE PROJET

- 4.1 Afin d'assurer une coordination adéquate des travaux, le Concepteur-constructeur doit planifier et organiser, à des intervalles réguliers, des réunions pendant les phases de conception et de construction du projet, de manière à ce que toutes les parties intéressées soient présentes. Le Concepteur-constructeur doit présider les réunions, préparer les comptes-rendus des réunions et les distribuer dans les sept (7) jours suivant la réunion. Le calendrier de ces réunions doit être déterminé par le Concepteur-constructeur conjointement avec le Représentant du Ministère.
- 4.2 Lors de l'adjudication du contrat, le Représentant du Ministère doit préparer un calendrier et une réunion préalable aux travaux à laquelle toutes les parties intéressées doivent participer. Le Représentant du Ministère doit présider la réunion préalable et il doit préparer et distribuer le compte-rendu de la réunion dans les sept (7) jours civils suivant la réunion. La réunion doit permettre de présenter le personnel clé du projet, d'apporter les précisions nécessaires aux éléments du contrat, de distribuer les formulaires et autres documents informatifs et d'étudier les procédures à suivre dans le cadre du contrat. Un ordre du jour pour cette réunion doit être préparé et doit être envoyé au Concepteur-constructeur sept (7) jours civils avant la réunion.

5.0 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

- 5.1 Le Concepteur-constructeur doit choisir les matériaux et désigner un laboratoire pour effectuer les essais des systèmes qui sont exigés conformément aux devis de performance ou à la proposition du Concepteur-constructeur et en assumer les coûts.
- 5.2 Faire parvenir trois (3) exemplaires des résultats de tous les essais, inspections et examens et des rapports connexes au Représentant du Ministère.
- 5.3 Lorsque les essais ou les inspections effectués par le laboratoire d'essais désigné indiquent que les travaux n'ont pas été effectués en conformité avec les exigences, payer les coûts des essais ou inspections supplémentaires exigés par le Représentant du Ministère pour vérifier l'acceptabilité des travaux corrigés.
- 5.4 Le Représentant du Ministère peut choisir une entreprise indépendante pour effectuer les essais et inspections des travaux, conformément aux documents contractuels. Les coûts liés aux essais et inspections seront payés par le Représentant du Ministère. Les inspections et essais supplémentaires effectués par le Représentant du Ministère en raison de non-conformités décelées lors des essais effectués par ce dernier seront aux frais du Concepteur-constructeur.
- 5.5 Le Représentant du Ministère peut effectuer l'inspection et l'essai des matériaux lors de leur fabrication, contrôle en usine, installation et lors des phases d'essais du contrat. Les inspections et essais peuvent être effectués

sur les lieux de fabrication, d'entreposage ou sur le chantier, selon les instructions du Représentant du Ministère. S'assurer que l'assistance et l'accès aux matériaux sont assurés lorsque les inspections et essais du Représentant du Ministère sont effectués.

6.0 DOCUMENTS REQUIS SUR LE CHANTIER OU À UN AUTRE
EMPLACEMENT ACCEPTABLE

- 6.1 Conserver sur le chantier un (1) exemplaire de chacun des documents suivants.
- .1 Demande de propositions.
 - .2 Proposition.
 - .3 Documents de construction
 - .4 Addendas.
 - .5 Dessins d'atelier (fiches techniques).
 - .6 Autorisations de modification.
 - .7 Instructions de chantier et autres modifications au contrat approuvées et portant l'étampe et la signature du Représentant du Ministère.
 - .8 Rapports des essais effectués sur place.
 - .9 Mise à jour du calendrier de projet la plus récente.
 - .10 Dessins de recollement (après-exécution) à jour.

7.0 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE.

- 7.1 La présente section présente les exigences générales et procédures visant la soumission de fiches techniques, de formules de dosage, et de fiches signalétiques (FS) du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) au Représentant du Ministère. Les autres exigences particulières propres aux soumissions sont énoncées dans les devis de performance.
- 7.2 Les soumissions au Représentant du Ministère sont aux fins d'archivage seulement. Les soumissions ne dégagent en rien le Concepteur-constructeur de ses responsabilités relativement aux erreurs ou omissions en ce qui a trait au respect des exigences ou conditions énoncées dans le devis.
- 7.3 Le Concepteur-constructeur est responsable de l'exactitude des dimensions et des élévations confirmées sur place, de la fourniture des renseignements visant les méthodes de façonnage ou les techniques de construction et d'installation et de la coordination des travaux exécutés par tous les corps des métiers.
- 7.4 Les documents et échantillons doivent porter le sceau du Concepteur-constructeur et la signature de son représentant autorisé, certifiant que les documents soumis sont approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que l'ensemble est conforme aux exigences du devis.
- 7.5 Fiches techniques

- .1 Fournir les fiches techniques, y compris les feuilles de catalogue des fabricants, les brochures, la documentation, les graphiques et diagrammes de performance, les diagrammes et les bienfaits environnementaux servant à illustrer les produits fabriqués standard.
- .2 Soumettre une liste de toutes les fiches techniques qui seront fournies au Représentant du Ministère. Soumettre deux (2) exemplaires de chaque fiche technique au Représentant du Ministère.
- .3 Supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux présents travaux. En sus des renseignements courants, fournir tous les détails supplémentaires qui s'appliquent aux travaux.
- .4 Inclure toute l'information pertinente, y compris la marque, le numéro de pièce, le modèle, la série, le numéro de catalogue et toute autre information du fabricant qui est pertinente.
- .5 Faire les renvois nécessaires aux parties pertinentes des devis.
- 7.6 Formules de dosage
 - .1 Fournir des formules de dosage pour les articles particuliers exigés dans les devis de performance et dans la proposition du Concepteur-construteur.
- 7.7 Fiches signalétiques (FS)
En plus des fiches nécessaires pour respecter les exigences relatives à l'affichage, fournir au Représentant du Ministère des exemplaires des fiches signalétiques des produits applicables qui doivent être utilisés pendant les travaux au moins trois (3) jours avant que ces produits ne soient livrés sur le chantier.
- 8.0 MATÉRIAUX ET MATÉRIEL
 - 8.1 Transport et entreposage
 - .1 Livrer et entreposer les matériaux et le matériel emballés en conservant intacts les sceaux et les étiquettes du fabricant. Entreposer les matériaux et le matériel conformément aux instructions des fournisseurs.
- 9.0 QUALITÉ GÉNÉRALE DES TRAVAUX
 - 9.1 Effectuer les travaux conformément aux pratiques reconnues acceptées de l'industrie, sauf si des exigences particulières sont énoncées dans le devis.
 - 9.2 Effectuer les travaux de manière nette et prudente pour que les ouvrages soient d'aplomb, d'équerre et droits.
 - 9.3 Ne pas permettre aux matériaux d'entrer en contact avec d'autres matériaux en cas d'humidité ou lorsqu'on est en présence de conditions qui pourraient entraîner la corrosion, la souillure, l'altération de la couleur ou la détérioration du travail achevé. Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les contacts, fournir des séparateurs compatibles et durables.

- 9.4 Quand l'une des conditions énoncées dans les trois (3) paragraphes précédents n'est pas respectée, le Représentant du Ministère pourrait exiger que le Concepteur-constructeur refasse le travail sans frais supplémentaires et sans délai de réalisation supplémentaire.

10.0 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les travaux doivent être effectués en conformité avec les exigences d'examen préalable de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale. Un exemplaire de cette loi est fourni dans les documents de référence.

11.0 NETTOYAGE FINAL

- 11.1 Afin de préparer l'acceptation du projet au moyen d'un certificat d'exécution provisoire ou définitive, effectuer un nettoyage final.
- 11.2 Balayer et laver les surfaces pavées et les trottoirs extérieurs, racler les autres surfaces du terrain.

12.0 PROCÉDURE DE CLÔTURE DU PROJET

12.1 INSPECTION ET DÉCLARATION

- .1 Inspection du Concepteur-constructeur : Coordonner et exécuter, de concert avec les sous-traitants, une inspection et une vérification de tous les travaux. Cerner et corriger les défaillances, les défauts, les réparations et exécuter les travaux en suspens nécessaires pour terminer tous les ouvrages conformément aux documents contractuels.
- .2 Aviser le Représentant du Ministère par écrit lorsque les défauts décelés pendant l'inspection du Concepteur-constructeur ont été corrigés et que les travaux sont jugés terminés et prêts pour l'inspection de travaux terminés par le Représentant du Ministère.
- .3 Inspection du Représentant du Ministère : Accompagner le Représentant du Ministère dans toutes les inspections provisoires et finales des travaux. Corriger les défauts, les défaillances et les travaux en suspens déterminés au moyen de telles inspections.
- .4 Le Concepteur-constructeur doit noter que le Représentant du Ministère ne délivrera pas le certificat d'achèvement substantiel tant que l'Entrepreneur n'aura pas effectué les travaux suivants et remis au Représentant du Ministère les documents suivants :
- .1 documents du dossier de l'ouvrage fini;
- .2 certificats de conformité délivrés par les autorités compétentes applicables;
- .3 rapports produits à partir des essais désignés;
- .5 Corriger toutes les non-conformités avant l'inspection finale et l'acceptation des travaux.

13.0 DOCUMENTS/ÉLÉMENTS À REMETTRE À LA CLÔTURE DU PROJET

13.1 DOCUMENTS DU DOSSIER DE PROJET

- .1 Conserver sur place un jeu des dessins et devis contractuels afin de consigner les conditions réelles du chantier conformes à l'exécution.
- .2 Maintenir les dessins et devis d'après-exécution à jour, et en temps réel, en bon état et les rendre disponibles pour l'inspection par le Représentant du Ministère à tout moment pendant la construction.
- 3 Dessins d'après exécution
 - .1 Inscrire les modifications à l'encre rouge sur les dessins. Inscrire ces modifications sur un seul jeu de dessins et à la fin du projet et avant l'inspection provisoire, transférer les notes au propre sur le deuxième jeu (également à l'encre rouge). Soumettre les deux jeux de dessins au Représentant du Ministère. Tous les dessins des deux jeux doivent porter l'estampe « Dessins d'après exécution », la date et la signature du Concepteur-constructeur.
 - .2 Indiquer l'ensemble des modifications, des remplacements et des divergences par rapport à ce qui figure dans les dessins contractuels ou le devis.
 - .3 Consigner les renseignements suivants.
 - .1 La dimension des ponceaux installés et les élévations des radiers de ceux-ci par rapport au point de référence géodésique.
 - .2 L'emplacement horizontal et vertical des services souterrains installés ou découverts pendant l'exécution des travaux.
 - .3 L'élévation ponctuelle par rapport au point de référence géodésique pour la surface revêtue à un intervalle suffisant pour définir clairement les motifs de drainage de surface du revêtement, y compris les points hauts et les points bas et les points d'inflexion dans la pente.
- .4 Devis d'après exécution : inscrire lisiblement à l'encre rouge chaque article afin de consigner la construction réelle, y compris :
 - .1 les changements effectués conformément aux ajouts et autorisations de modification;
 - .2 modifier les deux (2) exemplaires du devis, apposer l'estampe « Après exécution », la date et la signature du Concepteur-constructeur, conformément à l'article ci-dessus.
 - .3 Maintenir à jour les documents d'après exécution au fur et à mesure que le contrat progresse. Le Représentant du Ministère procédera régulièrement à des examens et à des inspections des documents.

La fréquence des examens sera laissée à la discrétion du Représentant du Ministère. Le défaut de maintenir à jour et entiers les documents conformes à l'exécution, à la satisfaction du Représentant du Ministère, fera l'objet d'une évaluation conformément aux Conditions générales.

14.0 DESSINS D'ATELIER CORRIGÉS

- .1 Compiler un jeu complet de fiches techniques corrigées portant sur le projet et les soumettre à titre de documents « d'après exécution ».

15.0 MISE À JOUR DES DESSINS NUMÉRIQUES

- .1 Il est à noter qu'en plus de devoir fournir des documents d'après exécution avec « tracés en rouge », conformément à l'article 13.1 ci-dessus, le Concepteur-constructeur doit également assurer, conformément aux exigences du contrat, le service de modification des dessins numériques qui ont été utilisés pour produire les dessins contractuels.
- .2 Les fichiers de dessins AutoCAD doivent être modifiés de manière à y inclure les mêmes informations d'après exécution que celles qui ont été exigées dans les articles précédents, afin de produire un imprimé des dessins d'après exécution.
- .3 Apporter toutes les modifications d'après exécution aux fichiers électroniques selon les normes prescrites dans la norme nationale CDAO de TPSGC.
- .4 Corriger les fichiers électroniques qui ne sont pas conformes à la norme nationale CDAO de TPSGC, selon les directives du Représentant du Ministère.
- .5 En ce qui a trait à la modification des fichiers numériques afin qu'ils s'accordent aux changements apportés par les ordres de modification, le coût de la préparation de la documentation d'après exécution par rapport aux modifications doit être inclus dans le coût de chaque autorisation de modification émise. Le montant inclus doit représenter uniquement l'augmentation ou la diminution des coûts de CDAO découlant de la modification en question. Afin de déterminer la différence de coût, il faut tenir compte du fait que plusieurs articles de la présente section exigent la modification des dessins en CDAO à partir des informations d'après exécution, et ce, sans qu'un ordre de modification soit émis.
- .6 L'information numérique doit être sous le même format et le même ordre que les documents contractuels et elle doit être remise sur CD.
- .7 Soumettre les fichiers numériques des dessins d'après exécution au Représentant du Ministère au même moment que les deux jeux de diazocopies mises à jour. La fourniture de copies numériques des documents d'après exécution ne remplace pas la fourniture des diazocopies mises à jour exigées dans la présente section.

16.0 SANTÉ ET SÉCURITÉ

1. Références

- .1 Gouvernement du Canada.
 - .1 Partie II du Code canadien du travail.
 - .2 Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 Code national du bâtiment du Canada (CNB).
 - .1 Partie 8, Mesures de sécurité aux abords des chantiers.
- .3 Protection contre les incendies.
 - .1 Code national du bâtiment du Canada établi à titre de règlement conformément à la *Loi sur la protection des incendies* par le Bureau du commissaire aux incendies du Nunavut.

2. Couverture par la commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs

- .1 Se conformer intégralement à la *Loi sur l'indemnisation des travailleurs* du Nunavut, aux règlements et aux ordonnances qui en relèvent et à toutes ses modifications, jusqu'à l'achèvement du travail.

3. Conformité aux règlements

- .1 TPSGC peut résilier le marché sans obligations de sa part dans le cas où l'Entrepreneur, de l'avis de TPSGC, refuse de se plier à une exigence de la *Loi sur l'indemnisation des travailleurs* ou du règlement sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 Il incombe à l'Entrepreneur de veiller à ce que tous les travailleurs soient qualifiés, compétents et certifiés pour exécuter le travail conformément aux exigences de la *Loi sur l'indemnisation des travailleurs* ou du règlement sur la santé et la sécurité au travail.

- .4 Documents/échantillons à soumettre
 - .1 Soumettre les éléments suivants au Représentant du Ministère.
 - .1 Le plan de santé et de sécurité.
 - .2 Des exemplaires des directives ou des rapports émis par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral et provincial.
 - .3 Des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
 - .4 Un jeu complet de fiches signalétiques (FS) et autres documents exigés par le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
 - .5 Les procédures d'urgence.
 - .2 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité et les procédures d'urgence propres au chantier fournis par l'Entrepreneur et remettra ses commentaires à l'Entrepreneur dans les sept (7) jours suivant la réception du plan, avant le début de la construction. Réviser le plan en conséquence et le soumettre de nouveau au Représentant du Ministère lors de la réunion de lancement.
 - .3 Le plan de santé et de sécurité et les versions révisées pouvant avoir été rédigées sont soumis au Représentant du Ministère qu'à titre informatif et à des fins de référence seulement. La soumission du plan ne doit pas :
 - .1 être interprétée comme l'approbation implicite du plan par le Représentant du Ministère;
 - .2 être interprétée comme une garantie d'intégralité, d'exactitude et de conformité aux lois;
 - .3 libérer l'Entrepreneur de ses obligations légales d'assurer la santé et la sécurité au cours du projet.
- 5. Responsabilité
 - .1 Assumer la charge d'Entrepreneur principal pour les travaux exécutés en vertu du présent marché.
 - .2 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
 - .3 Respecter et faire respecter par les employés les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, dans les ordonnances, les arrêtés et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité propre au chantier.
- .6 Coordonnateur de santé et sécurité au travail
 - .1 Le coordonnateur de santé et sécurité doit :

- .1 assumer la responsabilité de toutes les séances de formation en matière de santé et de sécurité au travail, et vérifier que seules les personnes qui ont complété avec succès la formation requise ont accès au chantier pour exécuter les travaux;
 - .2 assumer la responsabilité de la mise en application, du respect dans le menu détail et du suivi du plan de santé et de sécurité propre au chantier au quotidien;
 - .3 être sur le chantier lors de l'exécution des travaux.
- 7. Conditions générales
 - .1 Assurer la mise en place de barricades de sécurité et de systèmes d'éclairage autour du chantier et à l'intérieur du périmètre du chantier, au besoin, afin d'assurer la sécurité des lieux pour les travailleurs et la protection des personnes y circulant à pied ou dans un véhicule.
 - .2 Veiller à ce que les personnes non autorisées n'aient pas accès aux zones de construction délimitées à cette fin à l'intérieur du chantier.
 - .1 Prévoir des mesures appropriées : barricades, clôtures, affiches, personnel pour contrôler la circulation, systèmes d'éclairage amovible, etc.
 - .2 Veiller à sécuriser le chantier la nuit au besoin afin d'empêcher l'accès non autorisé au chantier.
- 8. Conditions propres au projet ou au chantier
 - .1 Le personnel chargé des travaux sur le chantier devra travailler avec les personnes suivantes :
 - .1 M. Michael Lewis, Gestionnaire des immeubles et des installations, 867-975-4755 ou son délégué.
- 9. Exigences réglementaires
 - .1 Se conformer aux lois, codes, règles, normes et à la réglementation applicables afin d'assurer la sécurité des activités effectuées sur le chantier.
 - .2 En cas de divergence entre les dispositions des autorités susmentionnées, la disposition la plus stricte s'appliquera. En cas de différend quant à ce qui constitue la disposition la plus rigoureuse, le Représentant du Ministère décidera des mesures à prendre.
- 10. Permis de travail
 - .1 Voir à l'obtention des permis spécialisés requis dans le cadre du projet avant le début des travaux.
- 11. Production de l'avis de projet
 - .1 L'Entrepreneur principal doit préparer et déposer un avis de projet en la forme prescrite auprès des autorités compétentes du territoire.

- .2 Fournir au Représentant du Ministère une copie des avis de projet.
12. Plan de santé et de sécurité
 - .1 Procéder à une évaluation de risque du chantier fondée sur l'examen des documents contractuels, des travaux requis et du lieu des travaux. Recenser les risques pour la santé et les dangers connus et potentiels.
 - .2 Établir un plan de santé et de sécurité pour le chantier visé et s'y conformer; le plan doit notamment comporter les éléments suivants.
 - .1 Exigences principales
 - .1 La politique de sécurité de l'Entrepreneur.
 - .2 La description des obligations en matière de conformité applicables.
 - .3 L'établissement des responsabilités en matière de sécurité et de l'organigramme du projet à cet égard.
 - .4 L'énoncé général des règles de sécurité du projet.
 - .5 Les méthodes de travail sécuritaires du projet.
 - .6 Les politiques et mécanismes d'inspection.
 - .7 Les politiques et les méthodes de signalement et d'enquête en cas d'incident.
 - .8 Les mécanismes du comité de santé et de sécurité et les attributions des délégués.
 - .9 Les réunions de santé et de sécurité.
 - .10 Les modalités des communications et de l'archivage des rapports en matière de santé et de sécurité.
 - .3 Liste des risques pour la santé et des dangers recensés à la suite de l'analyse de l'évaluation des risques, en regard des tâches et des activités à accomplir sur le chantier dans le cadre des travaux.
 - .4 Liste des matières dangereuses destinées à être utilisées sur le chantier dans le cadre des travaux.
 - .5 Mesures de contrôle techniques et administratives à mettre en œuvre sur le chantier pour assurer la gestion des risques et des dangers recensés.
 - .6 Liste de l'équipement de protection individuelle (EPI) pour les travailleurs.
 - .7 Liste des responsables et des substituts affectés à la santé et la sécurité sur le chantier.
 - .8 Formation requise et plan de formation proposé, y compris l'orientation des nouveaux travailleurs.
 - .1 Rédiger le plan en collaboration avec tous les sous-traitants. Veiller à aborder les travaux et les activités des sous-traitants dans l'évaluation des risques et à en tenir compte dans le plan.

- .2 Réviser et corriger, au besoin, le plan de santé et de sécurité, et le soumettre de nouveau à l'approbation du Représentant du Ministère.
 - .3 Examen par le Représentant du Ministère : l'examen du plan de santé et de sécurité par TPSGC ne relève aucunement l'Entrepreneur de sa responsabilité en cas d'erreur ou d'omission dans la version définitive du plan de santé et de sécurité, ni de la responsabilité de respecter toutes les exigences énoncées dans les documents contractuels et de construction.
- 13. Procédures d'urgence
 - .1 Dresser la liste des procédures normalisées d'exploitation et des mesures devant être prises en cas d'urgence. Fournir un plan d'évacuation et le nom et les coordonnées des personnes-ressources en cas d'urgence (nom, numéro de téléphone, etc.), dont les personnes suivantes :
 - .1 Personnel désigné de l'entrepreneur.
 - .2 Personnel des organismes de réglementation compétents et désignés en vertu de la réglementation applicable.
 - .3 Ressources d'intervention locales.
 - .4 Représentant du Ministère.
 - .2 Inclure les dispositions suivantes dans les procédures d'urgence :
 - .1 Informer les travailleurs et le secouriste de la nature et du lieu de l'urgence.
 - .2 Évacuer tous les travailleurs de façon sécuritaire.
 - .3 Vérifier et confirmer l'évacuation sécuritaire de tous les travailleurs.
 - .4 Informer le service d'incendie ou les autres intervenants en cas d'urgence.
 - .5 Informer les résidences ou les lieux de travail voisins pouvant être touchés si le risque s'étend au-delà du lieu de travail.
 - .6 Aviser par écrit le Représentant du Ministère et le personnel sur place.
 - .3 Fournir des procédures de sauvetage et d'évacuation écrites, au besoin, y compris pour les cas suivants, sans toutefois s'y limiter :
 - .1 le travail en espace clos ou à des endroits où il y a risque de coincement;
 - .2 le travail avec des matières dangereuses;
 - .3 le travail en souterrain;
 - .4 le travail dans des lieux où il y a des personnes qui ont besoin de l'aide d'autrui pour se déplacer.
 - .4 Prévoir et marquer des trajets d'issue de secours pour fournir une voie de sortie rapide et dégagée.

14. Matières dangereuses
 - .1 Respecter les exigences du SIMDUT pour l'utilisation, l'entreposage et la disposition des produits dangereux, ainsi que pour l'étiquetage et l'apposition de fiches signalétiques suivant des modalités acceptables au Représentant du Ministère et conformément au Code canadien du travail.
 - .2 S'il est impossible d'éliminer l'utilisation de produits dangereux et toxiques :
 - .1 informer le Représentant du Ministère des produits prévus, avant de les utiliser. Soumettre les fiches signalétiques (FS) et les documents du SIMDUT applicables conformément à l'article 7;
 - .2 avec l'aide du Représentant du Ministère, prévoir les travaux durant les « heures d'inoccupation », lorsque les occupants ont quitté le bâtiment;
 - .3 prévoir des dispositifs de ventilation appropriés.
15. Surcharge
 - .1 Veiller à ce qu'aucune partie des travaux ne soit soumise à une surcharge pouvant entraîner un risque pour la sécurité ou une déformation permanente.
16. Dynamitage
 - .1 Les travaux de dynamitage et l'utilisation d'explosifs sont interdits.
 - .2 Effectuer les travaux d'enlèvement de roches, le cas échéant, en conformité avec les exigences des autorités compétentes.
17. Dispositifs à cartouches explosives
 - .1 Employer les dispositifs à cartouches explosives conformément à la norme ANSI A10.3, uniquement après avoir obtenu la permission écrite du Représentant du Ministère.
18. Sécurité-incendie et travail à chaud
 - .1 Obtenir l'autorisation du Représentant du Ministère avant de procéder à des travaux de soudure, de coupe ou à tout autre travail à chaud devant être effectués sur le chantier.
 - .2 Le travail à chaud comprend entre autres, la coupe ou la fusion effectuée au moyen d'une torche, l'utilisation de fondoir chauffé au moyen d'une flamme et de tout autre dispositif à flamme nue et le meulage au moyen de matériel produisant des étincelles.
19. Exigences en matière de sécurité-incendie
 - .1 Conserver dans des contenants scellés et approuvés par les Laboratoires des assureurs du Canada (ULC) tous les chiffons

- imprégnés d'huile ou de peinture, les déchets, les récipients vides et tout matériel susceptible de prendre feu spontanément, et les transporter à l'extérieur du site chaque jour.
- .2 Manipuler, entreposer, utiliser et jeter les matériaux inflammables et combustibles conformément au Code national de prévention des incendies du Canada.
20. Risques imprévus
- .1 Si un risque ou une situation dangereuse imprévue survient pendant les travaux, il faut interrompre ces derniers et en aviser sans tarder le Représentant du Ministère verbalement et par écrit.
21. Affichage des documents
- .1 Afficher visiblement les documents suivants à divers endroits stratégiques sur le chantier.
- .1 Plan de santé et de sécurité.
- .2 Ordonnancement des travaux.
- .3 Procédures d'urgence.
- .4 Schéma d'aménagement du chantier, montrant l'aménagement du site, l'emplacement des postes de premiers soins, les voies d'évacuation et les lieux de rassemblement, ainsi que les mesures de transport d'urgence.
- .5 Avis de projet.
- .6 Avis indiquant l'emplacement sur le chantier où les employés et les travailleurs peuvent consulter un exemplaire de la *Loi sur l'indemnisation des travailleurs* et des règlements sur la santé et la sécurité au travail.
- .7 Documents du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
- .8 Fiches signalétiques (FS).
- .9 Liste des noms du comité conjoint de santé et de sécurité et/ou du délégué de santé et de sécurité, selon le cas.
- .2 Afficher toutes les fiches signalétiques (FS) sur place, dans une zone commune, de manière à ce qu'elles puissent être consultées par tous les travailleurs et dans des emplacements accessibles aux occupants lorsque le travail en vertu du marché comprend des activités de construction ayant lieu à proximité des zones résidentielles.
- .3 Les documents affichés doivent être protégés des intempéries et visibles depuis la rue ou de l'extérieur de l'abri du chantier de construction fourni pour les travailleurs et le matériel, ou suivant les indications approuvées par le Représentant du Ministère.
22. Réunions
- .1 Participer à la réunion sur la sécurité avant la construction et à toutes les réunions ultérieures convoquées par le Représentant du Ministère.

- 23. Correctif en cas de non-conformité
 - .1 S'attaquer immédiatement aux problèmes de non-conformité en matière de santé et de sécurité indiqués par le Représentant du Ministère.
 - .2 Transmettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises afin de corriger les situations non conformes ainsi relevées.
 - .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si les correctifs requis ne sont pas apportés en temps utile ou dans les délais impartis. L'Entrepreneur principal ou les sous-traitants sont tenus responsables de tous les coûts liés à un ordre d'arrêt des travaux.

17.0 FAIRE AFFAIRE

- 17.1 Préparer les documents de construction dans un format conforme aux prescriptions du document « Faire affaire ». Consulter la section 5 – Documents de référence pour les détails.

SECTION 3 DEVIS DE PERFORMANCE

1. INDEX DES ARTICLES

ARTICLE	TITRE
1.0	TABLE DES MATIÈRES
2.0	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES OUVRAGES DE GÉNIE CIVIL

2.0 TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES OUVRAGES DE GÉNIE CIVIL

2.1 TRAVAUX DE TERRASSEMENT

.1 Références

- .1 ASTM D 698-91(1998), Test Methods for Laboratory Compaction Characteristics of Soils Using Standard Effort 600 kN-m/m³.
- .2 Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (LCEE), 1995, c. 37.
- .3 Plan architectural du site existant.
- .4 Dessin de conception général des éléments de génie civil.
- .5 Association des transports du Canada.
 - .1 Guide canadien de conception géométrique des routes.
 - .2 Manuel canadien de la signalisation routière.
 - .3 Guide de conception et de gestion des actifs en chaussées, AASHTO.

.6 *Loi sur l'indemnisation des travailleurs* du Nunavut et la réglementation qui s'y rattache.

.2 Exigences relatives à la conception et à la performance.

.1 Nivellement du stationnement

- .1 Retenir les services d'un ingénieur qualifié pour effectuer la conception du terrassement et l'amélioration de tous les travaux de drainage.
- .2 Voir le dessin de conception de génie civil pour l'aire des travaux et les améliorations requises.
- .3 Effectuer les essais géotechniques et le levé topographique du site, au besoin, pour étayer et appuyer la conception prévue.

.2 Drainage et protection contre l'érosion

- .1 Embaucher un ingénieur qualifié pour déterminer les mesures à prendre afin d'assurer un drainage efficace du stationnement et du bâtiment existant. Respecter les exigences de l'autorité locale relativement à la gestion des eaux de pluie.
- .2 Donner au terrain une pente appropriée pour assurer un drainage efficace. S'assurer que les eaux de ruissellement ne sont pas évacuées vers des propriétés ou des structures adjacentes. Effectuer le drainage vers des fossés et/ou des zones d'écoulement naturel à partir des contours du terrain. S'assurer que des mesures adéquates de contrôle de l'érosion sont conçues et incorporées aux points d'évacuation. Construire de nouveaux fossés au besoin afin d'assurer un drainage efficace des lieux.

- .3 Au moment des travaux de nivellement, donner au terrain une pente en direction opposée au bâtiment.
 - .1 Dresser en pente les dépressions du terrain selon un rapport d'au plus 1:3.
 - .2 Les pentes souhaitées des surfaces revêtues sont entre 2 % et 3 %, et ne doivent pas être plus de 5 % ni moins de 1 %.
- .3 Exigences réglementaires
 - .1 Respecter le code applicable pour l'élimination de débris.
 - .2 Entreprendre tous les travaux en stricte conformité avec les règlements et arrêtés municipaux.
- .4 Documents/échantillons à soumettre
 - .1 Soumettre les fiches techniques requises conformément à la section 7 des exigences générales.
 - .1 Soumettre les fiches techniques pour les ponceaux.
 - .2 Soumettre les formules de dosage pour le béton bitumineux.
 - .3 Soumettre les courbes granulométriques pour les matériaux granulaires.
- .5 Assurance de la qualité
 - .1 Généralités
 - .1 Les travaux doivent être effectués conformément aux mesures d'atténuation de la LCEE et aux règlements du territoire qui s'appliquent. Soumettre les mesures d'atténuation environnementales conformément à la LCEE.
 - .2 Toutes les soumissions doivent porter le sceau d'un ingénieur reconnu.
 - .3 Soumettre le programme d'essai d'assurance de la qualité (AQ) pour les travaux de terrassement, y compris, sans toutefois s'y limiter : une analyse granulométrique, la détermination du compactage selon l'essai Proctor normal, et du compactage sur place afin de s'assurer que les travaux de construction sont conformes aux exigences relatives à la conception. Le programme d'essai d'AQ doit déterminer la fréquence et la quantité d'essais nécessaires afin d'assurer l'entière conformité à la conception. Assurer la conformité au programme d'essai d'AQ.
- .6 Matériaux
 - .1 Choisir des matériaux pour la couche de forme qui ont été certifiés acceptables et appropriés pour leur utilisation prévue par un ingénieur reconnu.

- .2 Les matériaux qui doivent être utilisés pour le remblai stabilisé doivent respecter les exigences en matière de dureté et de granulométrie qui ont été établies par un ingénieur reconnu.
- .3 Remblai naturel approuvé : matériaux extraits du chantier, exempts de débris et/ou de substances délétères ainsi qu'approuvés par un ingénieur pour être réutilisés sur le chantier pour leur application visée.
- .7 Excavation
 - .1 Repérer sur le terrain les lignes, les niveaux, les courbes de nivellement et le niveau de référence établis.
 - .2 Protéger les caractéristiques existantes du chantier qui se trouvent à l'extérieur de l'aire des travaux et qui doivent être incorporées dans l'aménagement paysager définitif.
 - .3 Protéger les canalisations de service public hors-sol et enfouies.
 - .4 Excaver l'épaisseur de sous-sol nécessaire pour permettre la réalisation de la nouvelle structure de revêtement et des éléments de drainage.
 - .1 Pour les endroits à enduire de revêtement, effectuer le compactage d'épreuve de la couche de forme et enlever toutes les zones molles et les substances nuisibles sous la supervision et la direction d'un ingénieur en géotechnique habilité à exercer sa profession par l'Association des ingénieurs, des géologues et des géophysiciens des Territoires du Nord-Ouest (Ingénieur en géotechnique).
 - .5 Exécuter les remblais et les talus au moyen d'engins mécaniques.
 - .6 Avant d'entreprendre les travaux d'excavation, fournir un plan de lutte contre l'érosion et de contrôle des sédiments qui illustre les mesures qui seront mises en place pendant les travaux de construction afin d'éviter l'étalement des sédiments, des saletés et des débris et afin de lutter contre l'érosion de la surface. Veiller, en tout temps, à ce que les mesures indiquées dans le plan soient en vigueur. Vérifier ces dernières, au moins quotidiennement, et effectuer les réparations sur tout élément compris dans le plan qui est endommagé ou non fonctionnel, ou remplacer ce dernier. Fournir un compte rendu quotidien attestant la réalisation de ces tâches.
 - .7 Éliminer du chantier les matériaux excavés de surplus.
 - .8 Assurer le drainage des stationnements en conformité avec les recommandations et les directives d'un ingénieur habilité à exercer sa profession par l'Association des

- ingénieurs, des géologues et des géophysiciens des Territoires du Nord-Ouest.
- .8 Remblayage et nivellement selon les courbes établies
- .1 Compacter la couche de forme à la densité qui assurera la portance nécessaire aux matériaux de remblai, conformément aux recommandations d'un ingénieur en géotechnique.
 - .2 Enlever de la couche de forme le sol mou incapable de résister au compactage. Remplir les zones touchées de matériaux recommandés par un ingénieur en géotechnique.
 - .3 Remblayer jusqu'aux niveaux requis.
 - .4 Remblayer jusqu'aux niveaux qui permettront le tassement naturel du sol sur la plus longue période possible.
 - .5 Ne pas épandre de matériaux de remblai sur des surfaces de la couche de forme qui sont poreuses, humides ou spongieuses.
 - .6 Mettre en place et compacter les matériaux de remblai en couches uniformes, conformément aux recommandations d'un ingénieur en géotechnique reconnu. Mettre les couches de remblai en place simultanément, de part et d'autre des ouvrages installés, afin d'équilibrer les charges exercées.
 - .7 Nivelier le terrain selon les courbes établies. Lui donner une pente progressive entre les différents points cotés. Fondre le talus dans les surfaces horizontales. S'assurer que les nivellements d'après-exécution sont conformes aux nivellements de conception.
 - .9 Contrôle de la qualité
 - .1 Entreprendre les essais sur le chantier conformément au plan d'assurance de la qualité. Effectuer des essais et des analyses des matériaux de remblai et soumettre des copies de tous les résultats des essais.

2.2 CHAUSSÉES ET ACCESSOIRES

.1 Références

- .1 AASHTO (1993), *Guide for the Design of Pavement Structures* (Guide de conception des structures de chaussée).
- .2 *Loi sur l'indemnisation des travailleurs* du Nunavut et la réglementation qui s'y rattache.
- .3 Office des normes générales du Canada (ONGC ou CGSB)
 - .1 CAN/CGSB-8.2-M88, Tamis de contrôle en toile métallique, métriques.
 - .2 CAN/CGSB-16.3-M90, Liant bitumineux pour les routes.
 - .3 CAN/CGSB-1.74-2001, Peinture alkyde de démarcation routière.

- .4 Gouvernement du Nunavut, *Good Building Practices Guideline*.
Décembre 2005.
 - .5 ASTM D698-91(1998), Test Methods for Laboratory Compaction
Characteristics of Soils Using Standard Effort 600 kN-m/m³.
- .2 Exigences relatives à la conception et à la performance
- .1 Retenir les services d'un ingénieur reconnu habilité à exercer sa profession
par l'Association des ingénieurs, des géologues et des géophysiciens des
Territoires du Nord-Ouest pour concevoir le nivellement et la structure
pour le revêtement, les éléments de drainage de surface et les marquages
de la chaussée. La conception de la chaussée doit refléter les exigences
relatives aux véhicules stationnés et au déplacement de véhicules sur le
terrain. La chaussée doit également supporter le poids des véhicules, en
transit ou stationnés, et ce, sans se fissurer, se tasser, et sans causer de
bourrelets ni de marques en raison du débit de circulation. Le revêtement
doit être mis en place de manière à ce que le drainage du ruissellement de
surface se dirige de manière continue vers les emplacements destinés à
recevoir les eaux de pluie.
 - .2 Le stationnement doit être conçu pour les véhicules de promenade. Les
voies d'accès aux quais de chargement par véhicule doivent être conçues
pour les fourgons grands volume.
 - .3 Concevoir le nouveau revêtement de stationnement de manière à ce qu'il
reflète la configuration actuelle du stationnement non asphalté. Vérifier le
stationnement dans son état actuel et faire en sorte que l'alignement et le
nivellement sont adéquats. Confirmer que la disposition est conforme aux
recommandations du document « Good Building Practices Guideline ». Avertir le Représentant du Ministère s'il est impossible de respecter les
exigences du document « Good Building Practices Guideline » en utilisant
les paramètres actuels. Une fois que la configuration et la dimension du
stationnement auront été approuvées par le Représentant du Ministère, il
est interdit de déroger à celles-ci.
 - .4 Les paramètres de conception des dispositifs de drainage des eaux de pluie
doivent être évalués au cours de l'élaboration des mesures du rendement
du stationnement revêtu.
 - .1 Créer un réseau mineur d'écoulement des eaux pluviales pour un
événement pluviohydrologique à récurrence de 5 ans.
 - .2 Créer un réseau majeur d'écoulement des eaux pluviales pour un
événement pluviohydrologique à récurrence de 100 ans.
 - .3 Le nivellement doit être suffisant pour assurer un drainage dirigé
en direction opposée du bâtiment pendant le dégel printanier, tout
en aidant à éliminer immédiatement par ruissellement de surface
l'eau de dégel.
 - .3 Les ponceaux doivent mesurer au moins 300 mm de diamètre.
 - .5 Fournir des trottoirs asphaltés aux endroits indiqués.

- .6 Tolérances
 - .1 Surfaces enduites de revêtement bitumineux
 - .1 Le niveau des surfaces enduites de revêtement bitumineux doit se situer à un maximum de 5 mm de plus ou de moins que la cote prescrite, mais cet écart ne doit pas être uniforme sur toute la surface.
 - .2 La surface finie des revêtements bitumineux ne doit pas accuser d'écarts supérieurs à 5 mm lorsqu'elle est inspectée avec une règle de 4,5 m de longueur, placée dans n'importe quelle direction.
 - .3 Couche de base granulaire et couche de forme : La surface finie doit se situer à 10 mm, en plus ou en moins, du niveau indiqué. L'écart ne peut toutefois être uniforme, en plus ou en moins, sur la totalité de la surface de la chaussée.
- .7 Marquages de chaussée
 - .1 Conçus selon les normes de l'ATC.
- .3 Exigences réglementaires
 - .1 Respecter le code applicable pour l'élimination de débris.
 - .2 Entreprendre tous les travaux en stricte conformité avec la *Loi sur l'indemnisation des travailleurs* du Nunavut et avec les règlements qui en découlent.
 - .3 Veiller à ce que la protection, la signalisation, les barrières, la séparation spatiale et le signalement, le cas échéant, soient fournis pour les piétons, les véhicules et les ouvriers.
- .4 Documents/échantillons à soumettre
 - .1 Fiches techniques : soumettre conformément à la section 7 des exigences générales.
 - .1 Ponceaux.
 - .2 Les dessins de conception qui montrent les limites du revêtement de stationnement et des trottoirs revêtus, définissent les dimensions des voies de circulation et des places de stationnement et qui indiquent les élévations, les pentes et l'étendu de la chaussée doivent porter le sceau d'un ingénieur reconnu en génie civil.
 - .3 Les formules de dosage pour le béton bitumineux doivent être approuvées par l'Ingénieur-conseil agréé pour leur usage prévu, puis soumises au Représentant du Ministère.
 - .2 Soumissions d'assurance de la qualité
 - .1 Rapports des essais : Soumettre les rapports des essais délivrés par des laboratoires indépendants reconnus, indiquant que les matériaux et la préparation pour la couche de forme sont conformes aux exigences prescrites par un ingénieur en géotechnique reconnu.

- .1 Le compactage des matériaux granulaires mesuré selon les dispositions de la norme ASTM D698-91.
 - .2 Les courbes granulométriques calculées à l'aide de tamis, conformément aux dispositions de la norme CAN/CGSB-8.2-M88, Tamis de contrôle en toile métallique, métriques.
 - .2 Soumettre les rapports des essais pour la couche de base granulaire, la couche de forme et le revêtement bitumineux.
- .5 Assurance de la qualité
 - .1 Le Concepteur-constructeur doit retenir les services d'un ingénieur-conseil en génie civil possédant de l'expérience dans le domaine d'expertise et habilité à exercer sa profession par l'Association des ingénieurs, des géologues et des géophysiciens des Territoires du Nord-Ouest afin d'effectuer les travaux indiqués ci-dessus.
 - .2 Le Concepteur-constructeur doit également fournir des rapports techniques sur la pré-conception, la conception et la construction des ouvrages susmentionnés, en plus des plans de conception et du devis aux différentes étapes. Ces documents, y compris les certificats d'approbation ou les lettres des autorités compétentes, doivent démontrer que l'étude technique a été effectuée et que l'ensemble des exigences techniques et prévues par la loi a été respecté. Les rapports doivent porter le sceau d'un ingénieur reconnu qui est habilité à exercer sa profession par l'Association des ingénieurs, des géologues et des géophysiciens des Territoires du Nord-Ouest.
 - .3 Essais de conformité des travaux de construction
 - .1 Le Promoteur doit élaborer un programme d'essais de conformité des travaux de construction. Ce programme vise à cerner d'avance les exigences des essais des matériaux, la fréquence et le nombre de ces essais, ainsi que le calendrier pour l'exécution de ces derniers, afin de s'assurer que les granulats, les matériaux de revêtement et le béton fournis répondent aux exigences relatives à la conception. Le programme doit être préparé et géré par un ingénieur reconnu et habilité à exercer sa profession par l'Association des ingénieurs, des géologues et des géophysiciens des Territoires du Nord-Ouest.
- .6 Matériaux
 - .1 Matériaux de pavage
 - .1 Granulats approuvés par un ingénieur reconnu.
 - .2 Béton bitumineux conforme à la norme CAN/CGSB-16.3 et approuvé par un ingénieur reconnu.
 - .3 Béton bitumineux approuvé par un ingénieur reconnu et conforme au *Guide for Design of Pavement Structures*, édition de 1993, de l'AASHTO.
 - .2 Marquages de chaussée
 - .1 Peinture de signalisation conforme à la norme CAN/CGSB-1.74.

- .2 Conçues selon les normes de l'ATC.
- .3 Couche de base et couche de forme granulaires : matériaux choisis et approuvés pour l'utilisation prévue par un ingénieur en géotechnique reconnu. Les matériaux doivent être compactés selon les recommandations d'un ingénieur en géotechnique reconnu.
- .7 Pose
 - .1 Fournir une preuve de vérification de l'installation sous la forme d'une lettre de certification provenant d'un ingénieur reconnu qui indique que le revêtement et que les ouvrages connexes ont été effectués de manière conforme à la conception prescrite et aux directives écrites supplémentaires qui ont été émises par un ingénieur reconnu.
- .8 Nettoyage
 - .1 Nettoyer les éléments installés.

SECTION 3 DESSINS DE CONCEPTION

C1 Génie civil

SECTION 5 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- A. Rapport d'examen préalable effectué en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*
- B. Plan architectural du site (dessin d'après-exécution) de l'Immeuble du gouvernement du Canada, Iqaluit (Nunavut)
- C. Faire affaire

ANNEXE E

Attestations pour le Code de conduite - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

Page 1

**LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUT LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DU
SOUSSIONNAIR**

*AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES : IMPRIMEZ LISIBLEMENT OU LES DIRECTEURS DE TYPE LES NOMS DE FAMILLE ET LES
NOMS DONNÉS*

ANNEXE E

Attestations pour le Code de conduite - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire Page 2

SPÉCIMEN DU FORMULAIRE DE CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE PWGSC-TPSGC 229.



Public Works and Government
Services
Canada

Travaux publics et Services
gouvernementaux
Canada

*Protected (when completed and received by government)
Protégé (lorsque rempli et reçu par le gouvernement)*

*If completed manually, please print
Si rempli manuellement, veuillez écrire en lettres moulées*

FOR GOVERNMENT USE ONLY POUR USAGE DU GOUVERNEMENT SEULEMENT	
Special Investigations Directorate File No. N° de dossier de la Direction des enquêtes spéciales	Date Received (Y-A M D-J) Date de réception

CONSENT TO A CRIMINAL RECORD VERIFICATION CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE

This form must be completed and signed by each individual who is currently on the Board of Directors of the Bidder/Officer/Supplier and provided with the Bid/Offer/Arrangement.
Le présent formulaire doit être rempli et signé par chaque membre du conseil d'administration du soumissionnaire/de l'offrant/du fournisseur et fourni avec la soumission/l'offre/l'arrangement.

A	PRIVACY ACT STATEMENT ÉNONCÉ CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	<div style="text-align: center; background-color: yellow; padding: 10px; border: 1px solid black;"> SPÉCIMEN SEULEMENT UTILISER LE FORMULAIRE DISPONIBLE EN LIGNE À L'ADRESSE WEB INDIQUÉ À L'INSTRUCTION PARTICULIAIRE IP01 3.1 b. </div>
<p>The personal information requested on this form is collected under the authority of subsection 750(3) of the Criminal Code, paragraph 42(1(c)) of the Financial Administration Act, and sections 7 and 21 of the Government Services Act. Les renseignements personnels demandés dans le présent formulaire sont recueillis en vertu du paragraphe 750(3) du Code criminel, du paragraphe 42(1(c)) de la Loi sur la gestion des finances publiques et des sections 7 et 21 de la Loi sur le ministère des services gouvernementaux. Ces renseignements peuvent être utilisés pour obtenir ou conserver des renseignements personnels des organismes fédéraux, ainsi que des renseignements personnels des organismes provinciaux et fédéraux, dans les affaires de condamnation.</p> <p>A refusal to provide information on this form, or a bid/offer/arrangement being set aside or the supply arrangement being cancelled, as applicable. L'offre à commandes sera mise de côté ou l'arrangement en matière d'approvisionnement sera annulé, selon le cas.</p> <p>The personal information is described in personal information bank PWGSC PPU 184 - Integrity Assessment Program. Les renseignements personnels sont décrits dans les fichiers de renseignements personnels n° TPSGC PPU 184 - Programme de l'évaluation de l'intégrité. Les personnes ont le droit d'accéder aux renseignements personnels qui les concernent, ainsi que de les faire corriger ou protéger, conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels.</p>		

B BIOGRAPHICAL INFORMATION - Must be completed by the individual RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES - À remplir par l'individu		
Family Name (Last Name) - Nom (de famille)	Family Name at Birth - Nom de famille à la naissance	
Full Given Names (No initials) - Prénoms au complet (aucune initiale)		
All other previously used names (i.e. maiden name, previously married names, legal name change, nicknames) Tout autre nom utilisé (tel que nom de jeune fille, noms maritaux précédents, changement de nom légaux, sobriquets)		
Gender - Sexe <input type="checkbox"/> Male Masculin <input type="checkbox"/> Female Féminin	Date of Birth - Date de naissance (Y-A M D-J)	
Current Residential Information Information résidentielle actuelle		
Apartment No. - N° d'appartement	Street No. - N° civique	Street Name - Nom de la rue
City - Ville	Province	Postal Code - Code postal

ANNEXE E

Attestations pour le Code de conduite - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

Page 3

SPÉCIMEN DU FORMULAIRE DE CONSENTEMENT à LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE PWGSC-TPSGC 229.

C	CONSENT - Must be signed by the individual CONSENTEMENT - Doit être signé par l'individu	
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p>I, the undersigned, confirm that I have read and understand the above Privacy Act statement and that I consent to the collection and use of my personal information as described therein.</p> </div> <div style="width: 45%;"> <p>Je, soussigné, confirme avoir pris connaissance de l'Énoncé concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels et consens à la collecte et à l'utilisation des renseignements personnels fournis aux présentes.</p> </div> </div>		
<div style="background-color: yellow; padding: 5px; border: 1px solid black;"> SPÉCIMEN SEULEMENT UTILISER LE FORMULAIRE DISPONIBLE EN LIGNE À L'ADRESSE WEB INDIQUÉ À L'INSTRUCTION PARTICULIAIRE IP01 3.1 b. </div>		
Signature		Date (Y-A M D-J)
Print Name - Nom en lettres moulées		
D	ADMINISTRATIVE INFORMATION - Internal Government Use Only RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS - Pour usage interne du gouvernement seulement	
Requesting Branch/Sector/Directorate/Division - Direction générale/Secteur/Direction/Division requérante		
Solicitation/Proposed Contract No. - N° de la demande de soumission/N° du contrat		Date of Request (Y-A M D-J) Date de la demande
Requesting Contact Person - Personne-ressource requérante		Contact Person Tel. No. - N° de tél. de la personne-ressource